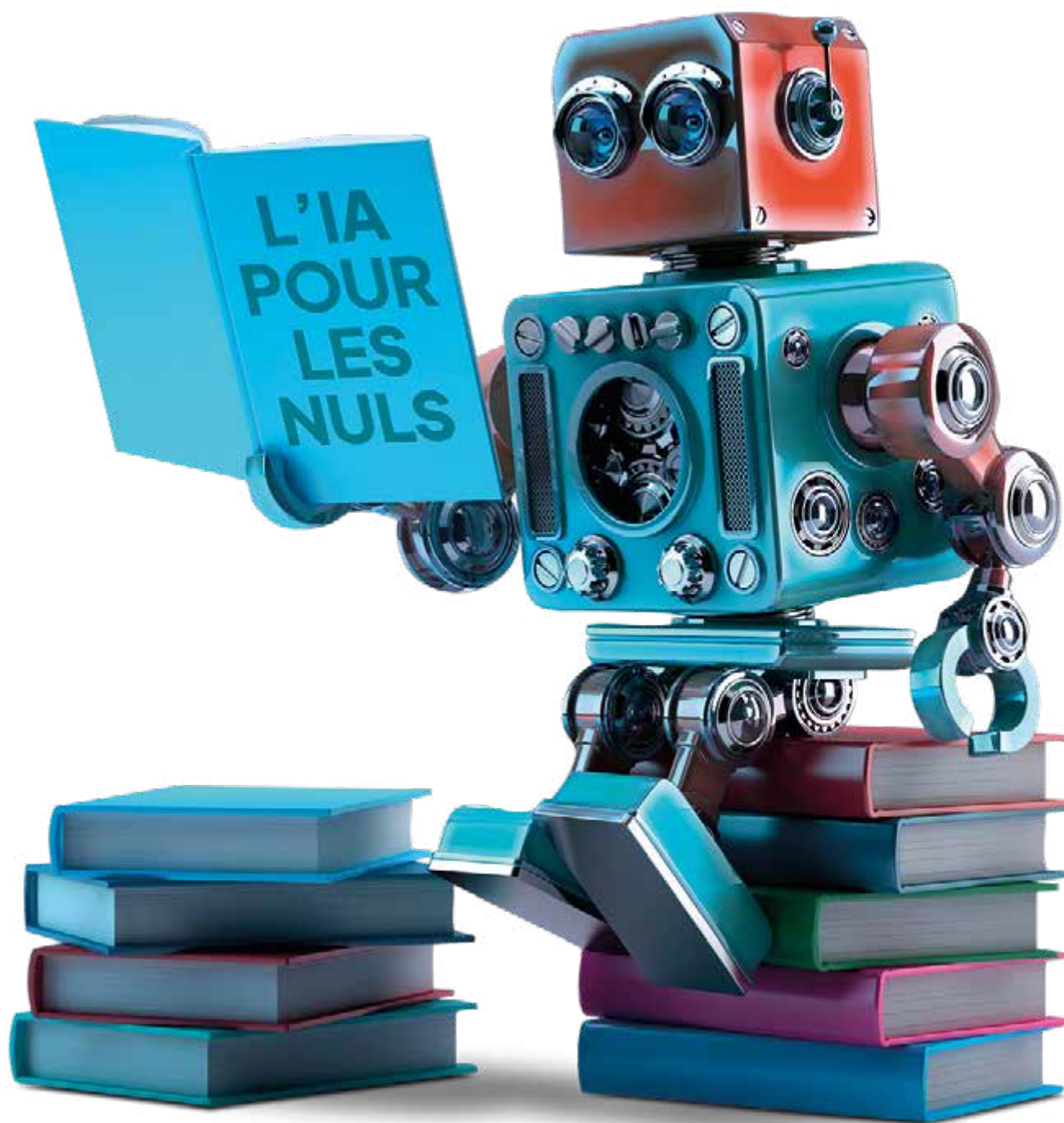
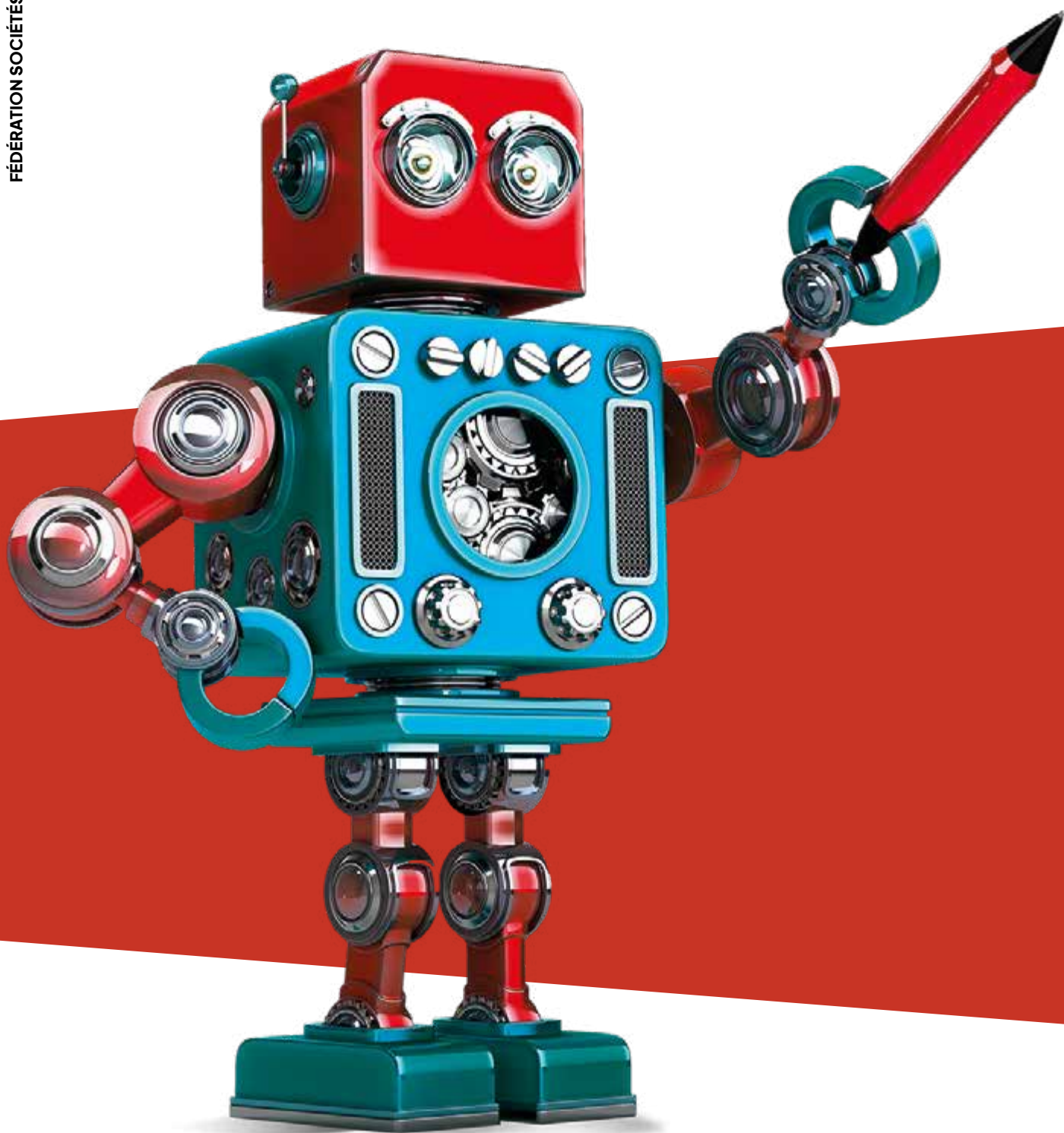


COLLOQUE CGT

**INTELLIGENCE ARTIFICIELLE:
ENTRE MENACES ET PERSPECTIVES**





SOMMAIRE

Introduction :
ENJEUX ET PROBLÉMATIQUES **P. 04**

TABLES RONDES AVEC LES CABINETS 3E,
JDS ET SECAFI **P. 08**

1. Vers un capitalisme algorithmique ? **P. 08**

2. Singularité technologique,
transhumanisme, quelle place de l'être
humain dans notre société ? **P. 25**

3. Quelles conséquences
du développement de l'IA sur l'emploi
et les métiers ? **P. 39**

TABLE RONDE AVEC LES FÉDÉRATIONS
BANQUES & ASSURANCES,
MINES ET ÉNERGIES
ET BUREAUX D'ÉTUDES **P. 51**

1. Impact de l'IA sur les différents
secteurs de l'économie **P. 53**

DISCOURS DE CLÔTURE **P. 85**
de la Secrétaire générale, Sophie Binet

INTRODUCTION: Enjeux et Problématiques

Noël LECHAT, Secrétaire fédéral CGT Sociétés d'études



Chers camarades, je vous souhaite la bienvenue de la part d'Info'Com, de la FILPAC et de la Fédération CGT des sociétés d'études à ce colloque sur l'intelligence artificielle, un thème qui enflamme les médias depuis quelques années, y mêlant le solutionnisme, c'est-à-dire la réponse à tout, et le webcentrisme, une sorte de fin de l'histoire du progrès technologique. L'objectif de cette journée n'est pas de balayer tous les enjeux liés à cette nouvelle technologie, mais il s'agit de donner quelques caractéristiques de ce qui se met en place en pointant quelques enjeux et débat.

Vous avez, dans vos sacs, un ensemble d'études de la Fédération des sociétés d'études qui vous permettront d'approfondir un peu plus cette journée. Celle-ci devrait être suivie par d'autres journées sur différents thèmes. Nous n'aborderons pas non plus la question relative au concept de l'intelligence appliquée à la machine. C'est une réflexion certes intéressante, mais qui ne nous a pas semblé fondamentale pour la réflexion de notre organisation syndicale à ce jour.

Je ne donnerai pas de définition de l'IA simplement parce qu'à mon sens, il n'y a pas de définition en tant que tel. Je me réfugierai derrière ce qu'en dit le mathématicien Cédric Villani, je cite : « C'est un ensemble de techniques très variées avec des stratégies différentes qui vous permettent d'obtenir un très haut niveau d'efficacité dans certaines tâches algorithmiques et qui permettent de faire des tâches qu'on aurait crues réservées aux humains ». De cette citation pour le moins insatisfaisante, nous devons retenir que l'IA est une programmation algorithmique qui cherche à imiter ou à reproduire des comportements humains.

Comme le cerveau, le système algorithme doit être capable de saisir le réel à travers des données, les analyser et les prévoir. L'IA a besoin de données en amont, alors que le numérique gère des données en aval. Si l'IA a besoin du numérique pour ses algorithmes, il s'en distingue par son essence. Il n'y a pas d'IA sans données préalables.

La captation des données par n'importe quel moyen est fondamentale. C'est à partir de ces données triturées par des algorithmes que des modèles sont construits, modèles qui doivent permettre l'imitation, la simulation.

Pas de données en amont, pas d'IA. Plus les données sont de qualité, plus l'IA est fiable. Il faut un minimum de données au regard de ce que l'on attend comme modèle.

Ces données équitées liées à des supercalculateurs vont permettre à des algorithmes, c'est-à-dire des programmes numériques complexes, de passer à l'action codée dans l'ordinateur. C'est dans ce cadre qu'est apparue la machine dite apprenante, machine learning, deep machine, etc. Ainsi, ce sont les données et la modélisation des procédures via les algorithmes qui sont au centre de l'IA. Ils ont permis la constitution du système expert, analyse de données, diagnostic et prédiction, puis l'IA connexionniste basé sur les réseaux de neurones. Il serait possible de décrypter plus encore la technologie de l'IA en caractérisant ces algorithmes pour ce qu'ils doivent formaliser, ou encore d'examiner toutes les problématiques liées aux machines apprenantes, mais ce ne sont pas les thèmes de la journée. Vous en avez quelques éléments

dans notre étude Intelligence artificielle et conscience collective. Nous avons divisé notre journée en deux parties. La matinée est consacrée à la façon d'appréhender économiquement et socialement l'IA. L'après-midi sera consacrée aux conséquences sur l'emploi. Pour ce faire, le matin, nous avons invité trois experts afin de débattre sur trois questions qui nous paraissent fondamentales :

Première question : vers un capitalisme algorithmique ? L'expression n'est pas forcément très appropriée, mais il nous semblait fallait-il montrer, ne serait-ce que par cette question, qu'il y avait un nouveau pas de franchi, un pas en forme de rupture au sein de ce qu'on appelle curieusement



une révolution industrielle ou informationnelle, une révolution où les gains de productivité stagnent. Est-ce vraiment une révolution ? Faut-il simplement plaquer des séquences historiques sur d'autres pour valider des analyses ? Nous en avons largement débattu lors de notre colloque en 2015.

Nos invités vont devoir s'interroger sur cette nouvelle dynamique d'accumulation du capital. Celle-ci s'articule au cours du savoir et des connaissances appréhendées comme capital. Au-delà du concept de capitalisme de surveillance défendu par une offre Zuboff qui semble avoir oublié d'insérer celui-ci dans les rapports sociaux de production. Peut-on parler d'un nouvel ordre économique mondial, un nouvel ordre qui fait de l'expérience humaine une matière première gratuite ? Dans ce processus d'accumulation par dépossession, le (inaudible son 1, 00'05'33) serait-il désormais le fondement du développement du capitalisme dans sa dynamique générale avec toutes ses conséquences ?

L'IA n'a-t-il pas pour but d'accroître plus l'exploitation capitaliste en maximisant les profits, et ce, par des plans de production à long terme liés à une valorisation des données et aux analyses prédictives. Ne permet-il pas encore d'intensifier le travail par le rythme, la flexibilité, la mobilité et la densification de la surveillance ? Peut-on parler d'une ère de travail sans fin où l'adaptation au capital s'articule à la dépendance au travail sous le règne de l'individualisme ? Quels sont les ressorts de l'IA qui permettent au capital de rationaliser l'exploitation capitaliste et de vouloir être la solution à toutes les crises ?

Autant de questions, sans prétendre à une quelconque exhaustivité, dont les hypothèses de réponse vont nous permettre de travailler sur l'ambivalence de l'IA, une IA qui rationalise le capitalisme, mais qui a aussi des potentialités de transformation sociale. Ce battage médiatique a permis à certains, tel Elon Musk, de demander à plusieurs reprises un moratoire sur l'IA pour favoriser



une régulation dite « appropriée ». Il s'agit principalement d'adoucir l'impact de cette technologie dans notre société. Nous assistons à deux postures dominantes. La première, l'approche dite régulationniste, à savoir un encadrement et un développement responsable des algorithmes pour soi-disant réduire les effets sur la sécurité, l'environnement. Deuxième posture, l'approche accélérationniste, c'est-à-dire un enthousiasme sans pareil sur le développement de l'IA.

S'il faut examiner le point de vue régulationniste au regard de l'aspect social, cette réglementation est pour le moins tronquée : gestion des risques, autorégulation des entreprises et atténuation des biais algorithmiques. Ils'agit de concilier les impératifs économiques

et l'acceptabilité sociale en mettant, sur un pied d'égalité, protection des citoyens et les intérêts d'une industrie florissante. Devons-nous entrer dans ce jeu malsain de la régulation comme le gouvernement et l'Europe tentent de nous enfermer ?

La deuxième question dont nous devons débattre avec nos invités est celle concernant la singularité technologique et le transhumanisme. Nous sommes bien loin de l'homme augmenté. Il s'agit tout simplement de substituer la machine à l'homme. C'est en tout cas ce que portent les tenants de ces thèses. Ces dernières issues du positivisme, au motif que les machines possèdent des capacités supérieures à celles du cerveau des êtres humains, avancent l'idée qu'il serait possible de télécharger les consciences. L'esprit dissocié du corps aurait une existence autonome et l'éternité ne serait plus liée au vieillissement des cellules.

L'IA simule déjà le fonctionnement de certaines de nos fonctions cognitives. En s'intéressant aux neurosciences, les fameux neurones informatiques, elle se veut à terme être un cerveau. Si l'émotion reste l'apanage de l'être humain, une informatique affective se développe. Il s'agit de modéliser les émotions, à les percevoir chez les êtres humains, à les simuler dans la machine et dresser un profil psychologique de l'interlocuteur pour le comprendre et adapter les réactions. Ce n'est pas de la science-fiction. L'Union européenne a financé en grande partie le projet de plus d'un milliard d'euros en 2013, intitulé « Projet de cerveau humain ». Il s'agissait de simuler le fonctionnement du cerveau humain.

Pour certains, le futur n'appartiendrait plus à l'homme, mais à la machine. Bill Joy a pu écrire un article, je cite : « Pourquoi le futur n'a plus besoin de nous ? ». C'est sur cette base que se créent des écoles et des universités pour la recherche. En même temps, des projets cybernétiques, hybridation homme machine, se sont multipliés. Il serait fastidieux de revenir en détail sur ce qui se fait sur le sujet, mais la multiplication d'instituts de recherche en tous genres à l'initiative de certaines entreprises, subventionnées d'une façon ou d'une autre par les États, sur ces thèmes est révélatrice.

Dans ce cadre, nous devons nous interroger du point de vue syndical sur le sens même de l'orientation que certains font prendre à l'IA



sans aborder la question technologique même et de ses limites que pourrait rendre ou non probable une société où l'homme ne deviendrait pas un parasite. Notre organisation ne peut que se poser la question des intérêts du capital dans le processus de valorisation des marchandises et de l'extorsion de la survaleur du sens du travail dans cette configuration, et plus encore du sens de la vie.

Nos invités auront à cœur de développer, j'en suis sûr, ces problématiques. Bon courage. La dernière question a trait aux conséquences de l'IA, la destruction ou non de l'emploi. Si le numérique n'a pas produit de gain de productivité, qu'en sera-t-il de l'IA dans sa phase de maturation ? Alors que d'aucuns annoncent la fin du travail, on assiste plutôt à un nouveau type de travail où le travail lui-même s'en trouve dérégulé. Quant aux emplois, difficile de se faire une idée de ce qu'il va se passer réellement. Certains secteurs vont subir de plein fouet les discussions d'emplois du fait de la mise en application de l'IA. D'autres vont non seulement s'adapter, mais en profiter. Notre bataille pour une réelle réduction du temps de travail et des formations qualifiantes est plus que d'actualité.

Si l'on s'en tient à quelques chiffres qui ont le seul mérite d'exister, en 2018, 151 000 emplois ont été créés sur les dix dernières années dans le numérique. Aujourd'hui, les TIC représentent près d'un million de salariés en France et le chiffre est en constante augmentation avec l'émergence et le développement de nouveaux métiers, tels que les data analysts et les data scientists. Il nous faut distinguer les destructions et les créations d'emplois de ce qui relève de l'automatisation et de l'IA.

Autrement dit, des conséquences sur l'emploi du numérique et de la robotique ne doivent pas être appréhendées comme celles concernant l'IA, même s'il existe une interdépendance et des difficultés pour être en mesure de les traiter différemment. L'OIT chiffre à 5,5 % de l'emploi total le volume d'emplois exposés au remplacement par l'IA et 0,4 % pour les pays à faibles revenus. Selon le rapport de l'OIT, les salariés ne seront pas massivement au chômage à cause de l'IA générative. Le rapport de l'OIT émet l'hypothèse de création d'emplois plutôt que de leur destruction, mais ce rapport ne s'intéresse qu'à l'IA générative, qui n'est qu'une petite partie de l'intelligence artificielle. Nous avons à nous interroger sérieusement sur l'impact de l'IA de manière globale sur l'emploi, c'est-à-dire sur le solde net d'emploi en France.

De la même façon, nous ne devons pas nous cantonner à ce seul horizon, mais appréhender l'emploi au regard des qualifications. L'IA, comme le numérique, pourrait entraîner une polarisation des emplois au travers des niveaux de qualification. Qu'en est-il réellement ? Il est difficile de questionner l'emploi sans aborder le travail, donc de l'impact de l'emploi sur les métiers. La table ronde de ce matin et celle de cet après-midi auront à cœur de débattre de ces problématiques.

Toutes ces interrogations n'ont qu'un seul objectif : alimenter notre réflexion pour être mieux armée syndicalement sur quelques enjeux concernant l'IA. Faire de l'IA un outil de progrès social et d'émancipation, n'est-ce pas la bataille à mener ? Sur ce, je laisse la parole à notre animateur des débats, Céline, et nous souhaite de bons travaux.

Tables rondes avec les cabinets 3E, JDS et SECAFI



Céline VICAINE, Secrétaire Générale
CGT Sociétés d'Études

I. Vers un capitalisme algorithmique ?



Clémentine BIENSFELD,
Cabinet SECAFI



Merci Noël pour cette introduction. Je vais commencer par présenter nos intervenants : Didier Guyot de 3E Consultants ; Vincent Mazuy et Clémentine Biensfeld de Secafi, Mathieu Agostini de JDS. Nous allons commencer cette matinée avec notre premier sujet qu'a évoqué Noël en introduction, vers un capitalisme algorithmique. Chacun de nos experts va présenter son analyse, puis nous aurons l'occasion d'avoir un échange avec eux, avec la possibilité pour nous de poser des questions. Je leur laisse la parole. C'est Secafi qui va commencer, Clémentine et Vincent, sur le sujet du capitalisme algorithmique.

La question qu'on se pose aujourd'hui, c'est : Allons-nous vers un capitalisme algorithmique ? Quand on m'a posé la question, la première chose que je me suis demandée, c'est quel est l'état de notre capitalisme actuel. Pour s'intéresser à l'état du capitalisme actuel, quoi de mieux que de regarder ce que le capitalisme valorise le plus aujourd'hui, la Bourse et les entreprises cotées en Bourse.



Pour faire ma petite étude, je me suis dit quelles sont les entreprises les plus valorisées aujourd'hui et quelles étaient les entreprises les plus valorisées hier ? Pour aujourd'hui, j'ai regardé les entreprises les plus valorisées en 2021, et pour hier, j'ai pris 2011 :

- Les cinq entreprises les plus valorisées en 2011 au niveau mondial sont Exxon Mobil, PétroChina, Apple, La Banque Industrielle et Commerciale de Chine et Petrobras, autant dire des entreprises d'extraction pétrolière, une entreprise du numérique et une banque.
- Tournons-nous maintenant vers 2021, les cinq entreprises les plus valorisées au niveau mondial sont Apple, que l'on retrouve en première position, Microsoft, Amazon, Alphabet, l'entreprise mère de Google, et Meta (Facebook, WhatsApp, Instagram).

J'ai envie de vous dire, C.Q.F.D. On est passé de l'extraction pétrolière à l'extraction des données dans les entreprises les plus valorisées par le capitalisme actuel. Sommes-nous dans le capitalisme algorithmique ? Premièrement, qu'est-ce que le capitalisme algorithmique ? Le capitalisme algorithmique, une définition assez rapide, c'est l'accumulation des richesses par ceux qui possèdent et maîtrisent l'outil algorithmique et sa matière première qui sont les données. Mais concrètement, c'est quoi ? Le capitalisme algorithmique est dominé par les géants du numérique.

Ces géants du numérique concentrent la donnée et, par voie de conséquence, concentrent le pouvoir. Je prendrai un premier exemple, la question du stockage de ces données. Aujourd'hui, 80 % des capacités d'hébergement, dit de Cloud, cette idée de data center, en Europe, sont concentrées par Amazon, Microsoft et Google. La concentration des pouvoirs est forte pour ces trois acteurs du numérique, d'autant plus que ces acteurs du numérique proposent le traitement de ces données et des services additionnels.

Nous, citoyens, entreprises et États, sommes dépendants de trois entreprises, en l'occurrence américaines, au niveau mondial. Cela pose une question de dépendance et une question de souveraineté pour la question des États. Ces entreprises captent la valeur, captent la richesse produite au niveau mondial, ce qui leur permet d'accumuler des capitaux colossaux. Cela permet d'investir massivement dans la recherche et le développement de ces nouvelles technologies, l'intelligence artificielle, la réalité virtuelle, le métavers et j'en passe. Ces investissements et ces capacités colossaux, cette dépendance des États, des entreprises et des citoyens font que ces géants du numérique ont des capacités énormes de lobbying dans la constitution des législations pour leurs propres intérêts. Le capitalisme algorithmique, c'est ça.

Le capitalisme algorithmique a une autre forme, c'est le développement des plateformes. Ces plateformes chamboulent les chaînes de valeur traditionnelles. L'arrivée de Uber a chamboulé le quotidien des taxis, l'arrivée de Airbnb a mis à mal l'industrie hôtelière. La question de l'e-commerce pose des difficultés à la distribution traditionnelle. Outre la remise en cause de ces chaînes de valeurs traditionnelles, ces plateformes remettent également en cause le statut du salariat au profit d'un travail dit indépendant mais qui parfois masque un tâcheronnat qui revient.

Outre cette réflexion sur le statut de ces travailleurs, se posent des enjeux relatifs à la protection sociale de nos travailleurs. De plus, ces questions de plateformes développent ce qu'on appelle un management algorithmique, c'est-à-dire un travail prescrit par l'outil, prescrit par la machine qui déshumanise la relation de travail, la relation de management et qui pourrait s'étendre à d'autres secteurs.

Troisième point, le capitalisme algorithmique se fonde et se base sur une puissance de calcul énorme, mais surtout énergivore. Le capitalisme algorithmique, c'est un nouveau moyen d'exploitation de la planète et de ses ressources.

À la question que l'on nous pose, allons-nous vers un capitalisme algorithmique, il semblerait que notre capitalisme actuel en reflète une partie, que ce côté algorithmique est déjà une façade bien ancrée de notre capitalisme actuel. Ça pose des enjeux politiques, sociétaux et économiques forts et des questions sociétales et politiques cruciales. Ce capitalisme algorithmique sera amené à croître avec le développement de l'intelligence artificielle, notamment l'intelligence artificielle générative. Selon les estimations, il semblerait que le marché de l'intelligence artificielle soit actuellement à 96 milliards d'euros et d'ici dix ans, ce marché serait multiplié par vingt. C'est immense, c'est énorme.

Ces enjeux du capitalisme algorithmique, qui sont déjà cruciaux, vont s'amplifier dans les années à venir et nous imposent de prendre la mesure de ces questions et de ces enjeux pour la société et pour le monde du travail actuel. Merci.

Céline VICAINÉ, Secrétaire Générale
CGT Sociétés d'Études



Merci beaucoup pour cette intervention. Nous allons donner la parole à JDS représentée par Mathieu, qui va prendre la suite de cet exposé. Je te laisse la parole.

Mathieu AGOSTINI, Cabinet JDS



Merci. Bonjour à toutes et à tous. Pour poursuivre la discussion, j'ai envie de commencer par une citation et à vous deviner qui nous raconte ça : « Aujourd'hui, nous sommes sur le point de franchir la prochaine étape. Nos plus grandes opportunités sont désormais mondiales, comme propager la prospérité et la liberté, promouvoir la paix et la compréhension, sortir les gens de la pauvreté, accélérer la science. Nos plus grands défis nécessitent également des réponses mondiales, comme mettre fin au terrorisme, lutter contre le changement climatique et prévenir les pandémies. Le progrès nécessite désormais que l'humanité se rassemble non seulement en tant que ville-nation, mais également en tant que communauté mondiale ».

Ceci n'est pas un extrait du discours du Secrétaire général des Nations Unies, de Joe Biden ou d'un dirigeant occidental. Je n'ai pas non plus demandé à ChatGPT de me générer un texte au hasard pour introduire ma conférence. C'est Marc Zuckerberg qui dit ça. Ce que je veux dire par là, c'est qu'on va parler d'intelligence artificielle, vous allez parler d'intelligence artificielle toute la journée, mais l'un des premiers éléments que je voulais poser ce matin, c'est que l'intelligence artificielle, c'est d'abord un outil. Comme tout outil, ce qui va nous intéresser, c'est celui qui le manie et avec quelle intention il l'utilise. Un marteau est plus utile que la main d'un homme pour planter un clou, mais avec un marteau, on peut aussi exploser des rotules, si vous me permettez l'expression.

La question qui va se poser n'est pas tant de savoir si l'intelligence artificielle, c'est bien, c'est mal. D'ailleurs, quand on regarde les usages et les développements de l'intel-



ligence artificielle, concrètement, vous trouverez des réponses à tout. L'intelligence artificielle peut aider à prévenir un certain nombre de maladies cardiovasculaires. Si l'on regarde d'autres anecdotes de l'intelligence artificielle, c'est une femme qui rentre dans un magasin avec son père et le magasin affiche des félicitations pour sa grossesse sachant qu'elle ne l'avait pas encore annoncé à son père, fondée simplement sur l'utilisation des données que vont capter le magasin et les derniers achats qu'elle a faits.

Du point de vue éthique et moral, l'intelligence artificielle nous vend tout. Tout est possible. L'intelligence artificielle, c'est déjà tout ça. C'est la possibilité du meilleur comme du pire. La façon dont le capitalisme algorithmique avance sur ces sujets, c'est plutôt en

promouvant les éléments les plus positifs, les moins polarisants, alors que toute une partie de la question qu'il va falloir se poser, c'est cette ligne de crête éthique. Il y a des sujets très polarisants. J'imagine que la très large majorité des citoyens du monde sont favorables à l'idée de prévenir un certain nombre de cancers ou des maladies cardiovasculaires. Ce sera beaucoup plus polarisant si demain, on vient écouter les gens chez eux sans leur avis.

Si je prends un exemple moins simple du point de vue éthique, on sait qu'on peut prévenir l'alcoolisme chez les jeunes à condition d'utiliser et d'aspirer les données des réseaux sociaux. Il y a une série de questions qui vont se poser à nous sur cette ligne de crête éthique et la façon dont le capitalisme avance et nous vend les choses. La question qui va se poser pour nous, c'est quelle vision de l'IA est capsulée dans cet outil, notamment chez ceux qui en ont recours pour rebondir



sur l'intervention de ma collègue, ceux qui maîtrisent le développement du capitalisme algorithmique. J'en dirai deux mots à la prochaine table ronde. Bezos, Zuckerberg, Musk, ont un projet politique, comme je le disais dans mon introduction.

La première chose que je veux poser, il y a ce qu'on nous raconte, ce qu'on voit, il y a des masses d'anecdotes autour de l'IA, mais un de ces premiers développements, c'est déjà le capitalisme de la surveillance, le capitalisme de l'armement et comportemental. Pendant que les secteurs économiques se posent la question de savoir comment utiliser chatGPT, les gouvernements ont déjà choisi leur camp comment utiliser l'IA. Ils auraient pu faire un certain nombre de lois pour aider la médecine à prévenir des maladies ou à prévenir les

accidents du travail mortels en entreprise par exemple. On sait que c'est possible. La France est un des pays sur les pires trajectoires en termes d'accidentologie et de mortalité au travail. Cela aurait pu être un des premiers points de développement.

Juillet 2022, on a une proposition de loi relative à la diffusion du contenu à caractère terroriste qui autorise à filtrer, par l'intelligence artificielle, les blocages instantanés de tout contenu jugés à caractère terroriste. Sans vouloir mettre une pièce dans la machine des débats actuels, ce n'est pas l'enjeu, au moment où on va criminaliser les Soulèvements de la Terre, concrètement, ce type de loi empêche un texte de soutien aux Soulèvements de la Terre, pour prendre un exemple moins cristallisant que celui de l'actualité. Les poursuites engagées contre certains syndicats ou certaines organisations politiques pour leur soutien à la Palestine posent un certain nombre de questions.

Dans la loi d'orientation et de programmation du ministère de la Justice, il y a quelques années, il y avait des articles qui autorisaient l'activation à distance des objets connectés

chez les citoyens pour capter des images, du son et une localisation. Pour ceux qui ont suivi le débat, c'était l'intervention disruptive d'Ugo Bernalicis qui avait fait un amendement pour interdire la connexion à distance des sex-toys connectés. C'est ce qui avait fait parler de cet article de loi, mais ils ont voté la loi en l'état. C'est le Conseil constitutionnel qui a cassé ces articles les jugeant anticonstitutionnels, sauf pour la géolocalisation.

On peut continuer les exemples à foison. Estrosi bataille depuis des années contre la CNIL pour développer un système de reconnaissance faciale automatisé par la vidéosurveillance, sachant que c'est fondamentalement interdit. Nice est une ville où il y a 87 caméras de surveillance par habitant. Comme il bataille contre la CNIL et que la CNIL refuse, le gouvernement a pris le relais dans le projet de loi relatif aux Jeux olympiques et paralympiques de 2024, puisqu'ils ont déjà voté au Sénat un texte qui contient un article qui autorise l'expérimentation de la vidéosurveillance à reconnaissance faciale automatisée sur le territoire pendant les Jeux olympiques.

C'IA SUPPRIME DES EMPLOIS...



C'est un secteur d'activité en croissance de 10 % par an, extrêmement confortable. Mais là où c'est intéressant, c'est que c'est très loin d'être le premier secteur de développement. Comme il ne me reste que trois minutes, je ne vous parlerai pas trop de l'armement par exemple, mais en matière de géopolitique mondiale, il y a déjà énormément de mouvements aujourd'hui. La stratégie de l'OTAN pour le développement de l'intelligence artificielle, les différents projets de captation des données par les services de renseignement des différents pays posent des questions structurantes de gouvernance, de souveraineté, de libertés individuelles et de liberté démocratique.

Pour donner un exemple, les services secrets britanniques, le MI5, le MI6 et le département de la Défense ont décidé de centraliser leurs données de renseignement et de confier le contrat Amazon. Vous voyez le type de situations ubuesques dans lesquelles on va se retrouver. Bruno Lemaire va nous dire ça n'arrivera jamais chez nous sauf que dans le projet Gaia-X, il y a l'entreprise américaine Palantir. Pour ceux qui ont la référence, c'est la pierre dans le seigneur des anneaux qui permet de voir l'intégralité du monde.

Vous imaginez à quel point c'est révélateur. Ces mecs se prennent pour des magiciens et ils ont raison quelque part. Leur objectif, c'est d'être Sauron ou Gandalf selon leur position. Ce qu'il y a d'intéressant avec Palantir, c'est que ce sont des proches de Trump qui ont été mis en cause parce que leurs données servaient à la chasse aux sans-papiers aux États-Unis. C'est à eux qu'on va confier les données de renseignement.

Pendant qu'on discute, pas que nous, dans les secteurs économiques, le patronat, tout le monde se demande comment se positionner, on a déjà un capitalisme de la surveillance qui se déploie. L'armement et la surveillance sont très loin d'être les premiers secteurs.

Les cinq premiers secteurs de développement de l'IA, c'est la santé, l'amélioration des systèmes de production, les services clients et la maintenance, sans parler de l'éducation nationale. Comme le disait très bien la collègue de Secafi tout à l'heure, c'est qu'on a un capitalisme.

Jérémy, animateur du colloque

Bonjour. Excusez-moi du retard.

Mathieu AGOSTINI, Cabinet JDS



Pour conclure, vous comprenez l'idée générale. Le capitalisme algorithmique est en train de se déployer dans toutes les sphères de la vie privée. Il va aspirer nos données individuelles, collectives, sociales, politiques, en soi, pour produire des services, mais aussi pour soi, nos comportements vont être tracés et vont créer des données.

Jérémy, animateur du colloque

Je te remercie. On est obligé de tenir un planning, il y a déjà du retard. On va passer la parole à Didier. Deux mots.

Mathieu AGOSTINI, Cabinet JDS



C'est un travail gratuit généré par les gens. Aujourd'hui, la matière première est créée gratuitement par les citoyens. Ça pose la question du partage de la valeur, du partage

des gains de productible, des débats que l'on connaît très bien, et de l'IA qu'on veut, que la CGT veut. Parce que derrière cet outil, il y a un positionnement à avoir. Ça détermine un certain nombre d'orientations de la société sur lesquelles des corps sociaux, comme la CGT, doivent peser et dire quelle IA ils veulent parce qu'ils défendent tel monde et pas celui du capitalisme algorithmique. Merci.

Jérémy, animateur du colloque



Merci beaucoup, Mathieu. On va passer la parole à Didier Guyot, du cabinet d'expertise 3E, même s'il est tout seul. Il va nous parler des enjeux de régulation qui sont cruciaux pour le monde du travail.

Didier GUYOT, Cabinet d'expertise 3E Consultants



Bonjour amis et certainement Camarades. On voit, dans les deux interventions précédentes, qu'il y a un foisonnement actuel autour de ce sujet de l'IA qui s'explique en particulier – c'est mon analyse – par une rupture relativement récente dans un processus long. L'IA, on en parle depuis très longtemps, depuis

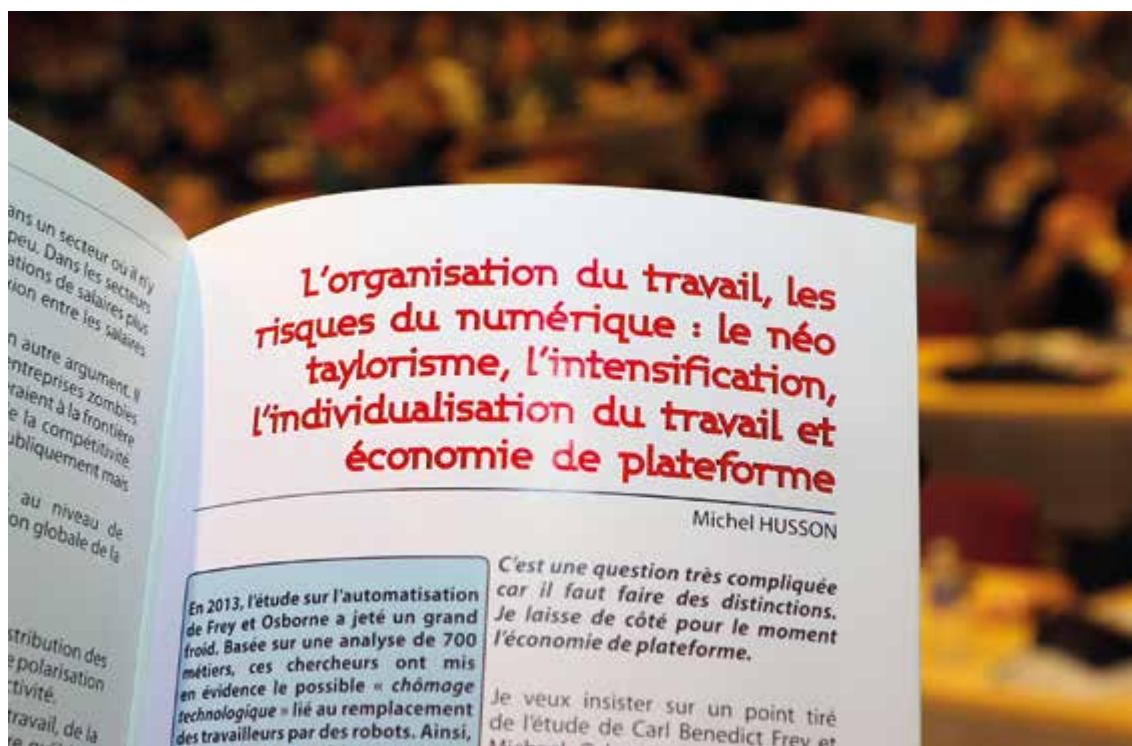
les années cinquante pour faire simple, sans remonter au-delà. Il y a eu une accélération à partir du 22 novembre 2022 avec l'apparition de ChatGPT 3. C'est un colloque qui fait suite à un précédent colloque de 2018. Je relisais les extraits récemment. Les problématiques que l'on aborde étaient déjà clairement posées par la CGT, l'UGICT CGT notamment. Il y a un numéro d'Options très bien fait sur le sujet. On n'est pas dans un schéma de redites parce que justement, il y a eu cette rupture.

Cette rupture nous rapproche de sujets et de thèmes qui tiennent à cœur à Noël, autour du transhumanisme, de l'éthique. Il y a un grand pas qui est fait sans que l'on panique en pensant qu'on n'y arrivera pas. Il y a des articles dans la presse qui nous disent qu'on y sera peut-être avec ChatGPT 5 en fin d'année, qu'on appelle superintelligence artificielle où l'homme serait totalement supplantable par une intelligence désincarnée qui serait la machine. Je fais partie de ceux qui ne croient pas à ce scénario.

Ceci étant, tous les travaux qui ont conduit à cette rupture de ChatGPT 3, relativement récente, démontrent qu'il y a une accélération. Il faut se poser la question, qui était déjà posée en 2018, de la régulation. Je suis pour une régulation à la question. Quelle régulation ? En sachant qu'on ne peut pas se la poser en 2023 comme on se l'est posée il y a quelques années et a fortiori comme on se l'est posée dans les années quatre-vingt-dix. La régulation par la simple loi ou par le Code du travail est une mauvaise réponse. Très certainement qu'il faudra du Code du travail, mais cela ne suffira pas.

Pour planter le décor et expliciter en quoi ce colloque est légitime d'autant plus, cela a été rappelé, je mets quelques chiffres sur ce que disaient mes prédécesseurs et Noël en introduction. 2018, ChatGPT 1, 117 millions de paramètres. Un an après, 1,5 milliard de paramètres avec ChatGPT 2. 175 milliards de paramètres avec ChatGPT 3.

Vous voyez le saut. ChatGPT 4, on dépasse 1 000 milliards et on avance des chiffres extrêmement élevés. Il y a donc légitimité à se poser la question des enjeux de régulation, d'autant plus que cette régulation est en cours, plus moins structurée, mais il se passe un certain nombre de choses.



On a intérêt de toute évidence à s'impliquer parce qu'il y a des enjeux de gouvernance, notamment des enjeux de gouvernance de la data. Il y a des enjeux, on pourrait les énumérer, mais il y en a un autre que vous connaissez bien, qui sont tous les biais que l'on peut connaître, puisqu'à l'origine, il y a un travail humain et quand il y a un travail humain, il y a des biais. On dit que les algorithmes sont d'abord faits par des hommes blancs de 27 ans. Ce ne sont pas des femmes, pas des noirs, etc. On a déjà pris ChatGPT à défaut sur ce sujet.

Dans les réglementations, une étape, qui est à deux doigts d'être franchie, me paraît être la mieux structurée. On en pense ce que l'on veut, mais à la lecture, c'est structuré, il y a quelques bonnes idées. Au niveau de l'Union européenne, on en est au stade où le Parlement européen propose un texte qui doit passer à la Commission, au Conseil des ministres, mais il donne un cadre avec une hiérarchie dans ce qui est acceptable jusqu'à ce qui est inadmissible. Un cadre de référence est en négociation. Dans l'inadmissible, je reprends les propos de Mathieu, il y a tout ce que l'on peut imaginer sur ce que l'intelligence artificielle pourrait négativement amplifier. Je ne m'étends pas sur le sujet, cela a été développé.

Il faut faire attention de ne pas tomber dans un travers qui consisterait à jeter le bébé avec l'eau du bain, que tout est mauvais. Je ne pense pas, même si on peut regretter tel ou tel point, que tout soit mauvais dans l'intelligence artificielle. Il y a cet enjeu de régulation au niveau de l'Union européenne qui est en débat, il faut penser politique parce que l'année prochaine, il y a des élections. De la même façon qu'il y aura d'autres débats autour de l'environnement, il y aura des débats à mener autour de l'intelligence artificielle.

Il y a des réglementations avec une apparente course contre la montre. On entendait l'Union européenne, mais on entendait peu les États, on entendait peu le G7, on entendait les États-Unis, la France, l'Allemagne. On a l'impression, depuis quelques semaines, qu'il y a une course en avant surtout pour dire « pas de régulation ». En plus, on nous a mis dans la tête que c'est inévitable et qu'il y aurait de très graves dangers. On nous habitue par anticipation, ça va être quelque chose de dangereux, donc faisons attention. Quand on écoute Macron qui dit « l'IA Acte de l'Union européenne, attention, s'il y a de la contrainte, je ne soutiendrai pas », c'est relayé. On a le même discours au niveau de l'Angleterre qui a fait un colloque mondial avec la Chine récemment, l'Allemagne, l'Italie,

la France, les États-Unis. Joe Biden qui prétend avoir régulé, quand vous lisez l'accord signé à la Maison-Blanche, c'est de la rigolade. Biden n'a aucun pouvoir, vous connaissez la situation politique aux États-Unis. En plus, il a simplement demandé aux cinq grands de l'intelligence artificielle de ne pas faire les méchants et les cinq grands ont répondu « nous ne ferons pas les méchants puisqu'on est là pour améliorer la situation ».

Il y a cet enjeu de régulation. Cette régulation ne passera pas nécessairement par le Code du travail qui permet déjà un certain nombre de choses pour prévenir des risques. Il y a des avancées sectorielles qui sont déjà réalisées. On pourrait parler du secteur de la presse où des chartes et des accords d'entreprise ont été signés.

Cela concerne surtout les journalistes, c'est-à-dire qu'une partie de la population. Il va falloir réguler parce qu'il y a de gros enjeux et ne pas refaire un certain nombre de bêtises qui ont été faites sur le long terme. La révolution industrielle, très bonne chose pour le niveau de vie, mais on a saccagé la planète. Le nucléaire, très bonne chose pour les enjeux énergétiques, ce n'est pas un avis personnel, mais de l'autre côté, capacité de destruction.

Il est grand temps que cet enjeu de régulation devienne un véritable sujet sans être manichéen. Ce n'est ni tout blanc, ni tout noir. Ce n'est pas binaire comme certains algorithmes. Ce sont des questions très difficiles. Peut-on contrôler un algorithme ? Je pense que la question d'une autorité de régulation au minimum européenne qui impose un accès à l'algorithme est une question clé. Cela prendra du temps.

Le temps, c'est ce qu'il manque le moins, d'autant plus qu'on a en face de nous des puissances qui ne sont peut-être pas dans le schéma classique du capitalisme, de l'accumulation ou de l'augmentation du rendement du capital, mais de la capacité de mobiliser des fonds.

C'est un angle qu'il faut voir. L'année dernière, tout ce qui gravite autour de la Tech, ça a été 622 milliards de levées de fonds. Vous voyez la force de frappe que ça peut avoir, donc il faut réguler.

Jérémy, animateur du colloque

Merci Didier pour ces éclairages. Cette première table ronde sur le thème vers un capitalisme algorithmique est terminée. On va faire un jeu de questions-réponses avec la salle.

On va essayer d'être court parce que ce n'est que l'introduction. Certaines questions auront peut-être leurs réponses lors de la table ronde suivante « Singularité technologique, transhumanisme, quelle place de l'être humain dans notre société ? », et peut-être qu'il y aura aussi des réponses lors de la dernière table ronde « Quelles conséquences du développement de l'IA sur l'emploi et les métiers ? ».

On peut faire quelques questions-réponses pour qu'il y ait plus d'espace pour les autres tables rondes. On va essayer d'être rapide. Il est 10 h 18. Je vous propose qu'à 10 h 25 qu'on ait terminé les questions-réponses, si vous le voulez bien. Sauf si vous en voulez plus, je ne suis pas là pour faire des 49-3, je vous rassure.

Isabelle CABECA, Union Départementale CGT de l'Hérault



Bonjour. C'est une question pour vous. Dans le monde, trois quarts de la population n'ont accès ni à l'eau, ni à l'électricité. Que va-t-il advenir de cette population ? D'après ce que j'ai compris, il faudra avoir un acquis majeur de formation et des outils pour l'utiliser. Qu'est-ce qu'ils vont devenir ?

Est-ce qu'on va vers une société mondiale où il y a ceux qui sont mis de côté et une minorité qui aura le pouvoir ? C'est ma première question.

Ma deuxième question concerne Mathieu. C'est sur la question de la valeur travail. Que deviendra-t-elle ? D'après ce que vous venez de dire, c'est un enjeu majeur, cette réflexion, par rapport à nous, la CGT, à tous les individus, mais je parle par rapport à nous. Merci.

Jérémy, animateur du colloque

La dernière question, je pense qu'il y aura des éléments de réponse dans la troisième table ronde « Quelles conséquences du développement de l'IA sur l'emploi et les métiers ? ». C'est aux experts de décider s'ils veulent vous répondre tout de suite ou s'ils veulent ménager le suspense.

Isabelle CABECA, Union Départementale CGT de l'Hérault



Excusez-moi, ce n'est pas la même chose. C'est la valeur travail, ce n'est pas la transformation de l'emploi et des métiers.

« Ceci étant, tous les travaux qui ont conduit à cette rupture de ChatGPT 3, relativement récente, démontrent qu'il y a une accélération. Il faut se poser la question, qui était déjà posée en 2018, de la régulation. Je suis pour une régulation à la question. »

Clémentine BIENSFELD,
Cabinet SECAFI



En effet, la question se pose. On est bien d'accord que ce sont des logiques privées qui développent ces algorithmes et ce capitalisme algorithmique de fait. La question se pose dans un monde fini notamment.

Toutes ces ressources mises en œuvre énergétiques en termes de cerveau humain et de composants, on n'a pas encore parlé des matériaux rares, la question se pose quand vous dites qu'une bonne partie de la population mondiale n'a pas accès à l'eau et à des besoins primaires de santé et d'éducation. C'est une question cruciale.

Vincent MAZUY, Cabinet SECAFI



Pour rebondir, ça pose la question d'un point qui est rarement évoqué. Dans quelle mesure ces scénarios de développements très prononcés de l'intelligence artificielle, mais également de la robotique de ces outils sont-ils crédibles au regard des ressources naturelles, énergétiques, minéraux et terres rares qu'ils supposent.

Cela peut être un champ de limitation, un champ de limitation matériel ou économique. Certains pourraient évoquer que l'intelligence artificielle pourrait participer à résoudre des problématiques d'alimentation en utilisant au mieux les ressources de la terre et en aidant les agriculteurs.

C'est un impensé peu mis en avant. Est-il crédible d'investir autant de ressources sur ces technologies plutôt que de les investir pour faciliter la vie de la population en accédant à des besoins primaires qui malheureusement, y compris en France où les difficultés sociales sont assez importantes – ne sont pas recouverts.

Clémentine BIENSFELD,
Cabinet SECAFI



À ce sujet-là, j'ai un exemple. Les programmes mondiaux pour les questions de nourriture, le World Food Programme, développent des programmes d'intelligence artificielle pour prédire les famines au niveau central.

Mais au niveau local, les gens qui travaillent dans les ONG disent on n'a pas besoin d'un outil d'intelligence artificielle, on sait très bien que c'est la sécheresse et qu'on aura des problèmes d'alimentation. Il y a cette question de l'ampleur des moyens mis en œuvre pour réduire ces enjeux humains.

Jérémy, animateur du colloque

Je demanderai aux gens dans la salle, quand ils veulent poser une question, de se présenter.

Excusez-moi, j'ai oublié de vous le demander, Madame. Si vous voulez vous présenter, vous pouvez évidemment.

Mathieu AGOSTINI, Cabinet JDS



Pour donner un ordre d'idée, l'entraînement de ChatGPT 3, c'est l'équivalent en consommation énergétique de 640 ans d'électricité pour un foyer français moyen. C'est l'équivalent en flotte de ce qu'il faut pour remplir la colonne de refroidissement d'un réacteur nucléaire. C'est ce que disait très bien Vincent à l'instant. Aujourd'hui, c'est intéressant, mais son développement et une société fondée là-dessus, est-ce que c'est soutenable ? La réponse est probablement non.

Sur la valeur travail, il y a des éléments de réponse qui arriveront aux tables rondes suivantes, j'essaie de ne pas trop déflorer le sujet. On nous vend une machine qui va remplacer l'homme. Pour l'instant, avec l'intelligence artificielle, aujourd'hui, c'est l'homme qui remplace la machine. On verra après avec le machine learning.

C'est fondé sur une division internationale du travail avec des immenses fermes à clics pour référencer les données. Quand on parle de valeur travail, il ne faut pas perdre de vue ce qu'il se passe dans les pays occidentaux et à l'échelle mondiale. On verra après d'autres formes de réponses.

En revanche, là où la question est pertinente, c'est que c'est un travail gratuit qui est transféré des citoyens au monde du travail. Je réserve mon billet SNCF tout seul en ligne, les exemples, je n'en fais pas mille pour être court, mais en plus, je produis de la donnée qui est captée et valorisée.

On a deux systèmes qui viennent créer de la valeur par un travail gratuit des citoyens. Cela revient à ce que je disais tout à l'heure, c'est la question de la répartition de cette valeur, la répartition des gains de productivité éventuels en temps de travail, etc.

Jérémy, animateur du colloque

Merci. Il y a plusieurs questions, mais honneurs aux dames, Monsieur, désolé.

le soutien des deux questions de Madame sur la valeur travail et sur l'intelligence artificielle. Beaucoup de citoyens dans nos pays ne vivent pas de leurs bras. Vous parlez de connaissances, que les bras et la connaissance font deux, et que l'intelligence artificielle va laisser pour compte des personnes qui ne peuvent pas vivre de leur travail. C'est une question. La deuxième question rejoint la question de Madame, l'intelligence artificielle dans le monde va laisser pour compte la majorité de peuples qui vivent de cultures vivrières. Pour eux, les ordinateurs ou l'intelligence artificielle, ce n'est pas un mot qui fait partie de leur langage ou de leur vie quotidienne. Merci beaucoup.

Nouara CHADER, représentante du personnel Agence Française du Développement

Bonjour. Je me présente, Nouara Chader, représentante CGT du personnel à l'Agence Française du Développement. Ma question est adressée à Monsieur qui représente la société 3E sur les enjeux de régulation.

Devant l'accélération de l'intelligence artificielle, vous parliez d'enjeux de régulation, notamment les enjeux de régulation au niveau européen. Est-ce qu'à ce niveau-là, on peut avoir des retours d'expérience par rapport à d'autres pays qui sont très avancés au niveau de l'intelligence artificielle ? Je pense à la Chine et aux États-Unis. Est-ce qu'on a des Retex, des retours d'expérience qui peuvent nous donner des billes pour avancer sur les enjeux au niveau européen. On a l'impression que le monde s'organise autour de différents gros empires qui commencent à s'affirmer. Dans la gestion des risques, prendre l'expérience de ces pays, ces empires. Je voudrais finir ma question avec

Didier GUYOT, Cabinet d'expertise 3E Consultants

Sur la Chine, je n'ai pas de données. Il y a une opacité la plus complète. Il y a des enjeux autour de l'IA qui frôlent avec des drames, quand on pense aux Ouighours, l'autosurveillance, etc.

Les États-Unis ont les mêmes débats parce qu'on est dans la même culture occidentale. Tous les sujets que l'on aborde, il faut tout contrôler, ne rien contrôler, il y a des choses très dangereuses, il y en a de très bonnes, en étant manichéen, tout cela est abordé. Il y a un peu de RGPD, on est aux États-Unis qui, je le répète, peuvent prendre le pouvoir, un pays qui loge les cinq plus gros opérateurs qui ont le pouvoir de négocier avec les États.

Ce qui peut nous faire peur, c'est que dans la commission Borne mise en place il y a quelques semaines, deux représentants de ces grands groupes américains y siègent. Il n'est pas envisagé de comité d'éthique. Le document que je trouve à la date d'aujourd'hui le plus

structuré est celui de l'Union européenne, avec tout ce qu'on peut en dire, faut-il au minimum le lire. Il est absolument loin d'être parfait. Il y a par exemple une annexe neuf qui exclut de toute régulation les intelligences artificielles qui sont déjà utilisées par Frontex dans les contrôles des flux migratoires. C'est exclu de tout élément de régulation, voire d'interdiction. Ce n'est pas un petit sujet. L'Italie a cherché à interdire ChatGPT 3 sur la base du RGPD, ça a duré une semaine. Qui lui a demandé de revenir en arrière, indépendamment des quatre gros ? On peut penser qu'il y a eu des coups de fil entre l'Élysée et l'Italie parce qu'on est dans une logique de Macron. Il y a une récente interview d'Emmanuel Macron, au mois de juin : « Je ne soutiendrai pas en l'état l'IA acte proposé par le Parlement ».

Jérémy, animateur du colloque

Il y avait une autre question de Madame sur l'emploi et les changements sur les métiers. Il nous reste deux tables rondes. Rassurez-vous, je pense qu'il y aura certains éléments de réponse. Tu peux répondre, mais rapidement.

Vincent MAZUY, Cabinet SECAFI



Je voulais rebondir sur ce que disait Didier sur la question de la régulation. C'est l'Union européenne qui se place comme promouvant un modèle de régulation avec tous les débats internes que ça pose et les conflits entre les intérêts économiques et les intérêts sociétaux

Ceci étant, c'est pour cela qu'on est d'accord sur le fait qu'il faut investir la question de la régulation, non pas parce qu'on croit absolument dans la capacité à la régulation de tout résoudre, mais sa capacité à donner

un cadre qui peut avoir des enjeux très directs pour le monde du travail. Si on s'intéresse à quelques notions qui sont importantes et qu'on ne va peut-être pas détailler, ça peut être la question de la transparence, la transparence des algorithmes. Transparent pour qui ? Est-ce que les algorithmes utilisés dans les entreprises sont transparents pour les représentants des salariés et pour les salariés ?

C'est la question du contrôle humain, qui contrôle, qui décide, qui a la responsabilité. Par exemple, dans certains secteurs d'activité qui ont une importance politique et sociétale, comme la presse, si les éléments de régulation disent qu'aucun organe de presse ne peut publier des articles uniquement sur la base d'intelligence artificielle sans contrôle humains et sans des procédures fortes en la matière, c'est à la fois un enjeu démocratique et un enjeu pour le monde du travail et les salariés de ces entreprises.

Il y a quelques principes sur lesquels il y a un intérêt à se mobiliser, y compris sur les sujets de régulation, parce que sur ces notions de contrôle humain, de transparence et d'encadrement, il peut y avoir des garde-fous qui ne sont peut-être pas respectés, qui ne résoudront pas tout, mais qui auront des incidences très concrètes potentiellement pour les travailleurs en France et ailleurs.



Jérémy, animateur du colloque

Merci beaucoup. Il y a beaucoup de questions. Il y a un monsieur là-bas. Il y a une dame qui est là. Il y aura le monsieur ici. Je ne vous ai pas oublié, je vous rassure.

On va commencer par le monsieur là-bas, mais après, promis, on vous passera la parole. Il est 10 heures 33 et vous avez la parole.

Cela va être une question courte, visiblement. Merci à vous par avance et n'oubliez pas de vous présenter.

Jean-Pascal FRANÇOIS,
Fédération CGT de la Construction

Bonjour, Jean-Pascal François. Je suis un syndiqué de la construction, accessoirement administrateur et en charge de l'activité internationale. C'est une question sur la régulation que je pose à Didier. Crois-tu réellement qu'on va réussir à mettre en œuvre une régulation d'un monde globalisé et dématérialisé ?

Mon expérience de ce que je vois à l'étranger m'interpelle. Je ramène un truc tout simple à la révolte des Canuts à Lyon entre 1830 et 1848, 700 morts. Ils étaient contre la mise en



œuvre de la machine Jacquard pour faire des vêtements. Cela n'a pas été de la régulation, c'est une régulation bizarre. C'est une vraie question. Je pense que ce n'est pas possible. Les attermolements rien qu'en Europe sur la régulation le démontrent. On n'est pas là pour l'imposer dans les pays étrangers, des pays où ils ont besoin de travailler. Ça peut être pour eux une opportunité. La première question, question très importante.

La deuxième question, plutôt que passer notre temps à penser comment réguler une chose qui n'est pas régulable, quel projet politique, à la CGT, on porte pour nous soucier de ce que va être le travail de demain ? Merci.

Jérémy, animateur du colloque

Si je résume, parce que vous m'aviez promis quelque chose de court, mais finalement, c'était long. Est-ce qu'il est possible de réguler ? Ensuite, quel est le projet politique de la CGT ? Je ne vais pas vous le dire. On va attendre cet après-midi. Les organisateurs de ces tables rondes vont vous l'expliquer et l'exprimer. Didier, je te laisse répondre certainement sur la première partie, sauf si tu veux avancer sur la deuxième.

Didier GUYOT, Cabinet d'expertise
3E Consultants

Tu as tout à fait raison de souligner le problème que ça représente. Qu'on se comprenne bien, quand je parlais de l'IA acte, je ne suis pas un thuriféraire de l'IA acte. Je dis simplement qu'il y a dans la société des mouvements qui convergent vers la nécessité de réguler, je répète, de réguler intelligemment. Dire que l'on va interdire l'IA, y compris pour

les raisons que tu as citées, est-ce que l'on va interdire l'IA en Chine ou l'IA générative aux États-Unis, si on pose le problème comme ça, on est mort. Ceci étant, on porte tous des valeurs, y compris quand on est à la CGT ou dans d'autres structures, des valeurs que l'on veut voir prises en compte pour influencer sur un certain nombre de décisions. Ce n'est pas gagné.



Je donnais un exemple sur l'IA acte et ses limites. Il y en a un autre. Un député européen, donc élu, était venu pour obtenir de la lisibilité sur un certain nombre d'éléments d'intelligence artificielle, toujours sur le contrôle (inaudible son 1, 01'04'15), vous comprenez ce que je veux dire. Impossible, il a été en justice. Sur quels thèmes ? Secret des affaires. On en est à se poser des problèmes éthiques, généraux, humains, de rendre une technologie qui est porteuse, pas que de choses négatives. On pourrait essayer d'en tirer le maximum de profits, c'est difficile, mais je ne crois pas en la fin du monde, mais de l'autre côté, on se rend bien compte qu'on part dans une course de demi-fond, mais un demi-fond particulier, c'est-à-dire qu'il y a toutes les haies aux 110 mètres haies devant nous.

« La deuxième chose, quand on parle des vilains américains, ce qui est vrai, on ne va pas se mentir, c'est complètement vrai, cela existe aussi en France. »

On le sait, mais c'est le rôle de nos organisations syndicales, des corps intermédiaires, des ONG, de la société civile qu'on voit émerger. C'est une menace existentielle, y compris pour des sujets qui viennent d'être abordés, qui font le lien avec l'autre sujet. Est-ce qu'on va réussir à maintenir l'élévation de la température et les émissions de gaz à effet de serre ? Je pense que oui, mais ce n'est pas simple. Mais si on ne le fait pas, on connaît les réponses.

D'un côté, des sociétés de plus en plus contrôlées, policées, voire répressives, avec du bien dans la santé dont on bénéficiera, sans nous demander si on veut d'ailleurs, dont on ne nous dira pas qui est responsable s'il y a un incident, c'est la machine, c'est le docteur.

C'est très difficile, mais je pense que les corps intermédiaires, dont l'organisation syndicale, ce n'est pas ce que j'ai entendu de Macron tout récemment qui a encore piqué une colère hier ou avant-hier à l'encontre du MEDEF et des organisations syndicales, qui va nous y aider. Si on est à la CGT, c'est parce qu'on sait que c'est difficile.

Jérémy, animateur du colloque

Merci beaucoup. Il y avait une question tout au fond d'une dame. Il ne faut pas oublier de se présenter.

Delphine, Fédération CGT de la Santé et Action Sociale

Delphine, je suis de la fédération santé justement. C'est vrai que le gouvernement Macron, dans la réforme encore « Ma santé 2022 », portait le développement de la médecine prédictive. C'est un sujet qu'il nous faut regarder, même si ce n'est pas forcément naturel pour nous. On peut envisager qu'il y ait des améliorations de prise en charge par cette technologie, ce qui nous posera des questions sur l'éthique des prises en charge. En tout cas, il faut que l'on regarde cela aussi.

Ce qui nous interpelle surtout, c'est le sujet de la maîtrise des données. Par-là, il peut y avoir des tentatives – ce qui m'intéresse beaucoup, c'est la question de l'usage – de maîtrise de l'accès aux services de soins et la maîtrise des questions de financement.

Il y a là aussi des choses qui peuvent intéresser le capital. Ma question était de savoir où en étaient les états de réflexion et d'organisation du recueil des données en santé. On avait posé une revendication au regard de la réforme Ma santé 2022 qui était de développer une structure de maîtrise publique avec un comité d'éthique adjoint. Est-ce que ce sont des discussions qui ont lieu quelque part ?

C'est une revendication qui nous semble assez urgente par rapport à ce qui est en train de se passer dans le secteur hospitalier et la gouvernance du secteur hospitalier dont l'État est en train de perdre la maîtrise.

Jérémy, animateur du colloque

Pour tenter de résumer cette question, la question des données et l'intelligence artificielle dans le thème de la santé, c'est un des thèmes, malheureusement, les collectes de données sont régulières. Quels impacts l'intelligence artificielle peut avoir dessus ?

Vincent MAZUY, Cabinet SECAFI



C'est un sujet central sur lequel il y a une pression très forte entre d'un côté les acteurs du cloud qui sont aux États-Unis et qui hébergent la plupart de données, et des acteurs en Europe qui essaient de développer la notion de cloud souverain. C'est en gestation.

Ce sont aussi des enjeux de régulation avec la question : est-ce que je stocke mes données dans un data center en Europe sur lequel je maîtrise la donnée ou est-ce que je l'envoie chez Amazon ou chez Azur avec le risque de l'extraterritorialité ? Avec leurs lois aux

États-Unis, ils ont la possibilité d'accéder aux données qui sont sur les serveurs, y compris d'entreprises étrangères. C'est un enjeu fort de régulation, d'autant plus pour la santé, en sachant qu'en France, il y a une richesse incroyable en matière de données de santé. C'est un actif précieux. Il y a aujourd'hui des réflexions sur le sujet.

Quelques acteurs en France sont mobilisés et il y a des projets en gestation. On peut penser à des acteurs de l'identité numérique, le Groupe La Poste développe et fait partie d'un projet de cloud souverain avec d'autres acteurs. Ce sont des éléments que collectivement, le monde syndical et les ONG travaillent pour protéger ces données qui sont essentielles, qui ont un intérêt très fort parce que bien utiliser ces données, c'est potentiellement mieux prévenir les problématiques de santé, mais les protéger de cette prédation que peuvent avoir les acteurs du numérique. C'est un enjeu central. Il y a des initiatives en France, en Europe, parfois d'acteurs qu'on méconnaît sur ces sujets comme La Poste, mais c'est un sujet d'actualité.

Jérémy, animateur du colloque

Merci de la patience parce que depuis tout à l'heure, il demandait la parole, mais il y avait d'autres gens à passer. Vous vous présentez et vous pouvez poser votre question.

Lionel DUCLER, CGT Atos Bull

Lionel Ducler, CGT Atos Bull. Pour une fois, je vais dire Bull parce que Bull fait partie du groupe Atos. C'est une question sur la souveraineté. Vous parlez beaucoup de souveraineté européenne, très bien. Il y a aussi la souveraineté française. Pour ceux qui ne le savent pas,

Atos est en grosse difficulté avec une possibilité d'être racheté par un milliardaire tchèque. On parlait des données de santé. Atos héberge des données de santé et cela risque de partir dans les mains d'un financier tchèque.

C'est d'abord et avant tout des données françaises. On héberge des données souveraines militaires, on héberge des données de sûreté nationale pour le nucléaire et demain,

ces données peuvent partir en Europe, en République tchèque, en Tchéquie, sans avoir la certitude d'un véritable contrôle. C'est le premier point. Je pense qu'il y a aussi un enjeu de souveraineté française sur les données avant la souveraineté européenne.

La deuxième chose, quand on parle des vilains américains, ce qui est vrai, on ne va pas se mentir, c'est complètement vrai, cela existe aussi en France. Malheureusement pour nous, c'est dans notre groupe. Il y a une société AVENTIX, ex- AMESYS, vous tapez AMESYS, c'est Kadhafi, vous allez vite comprendre. Ce sont les logiciels d'espion fait en France. Ce n'est pas fait aux États-Unis et ce n'est pas Trump qui l'a ordonné. Une partie existe encore. Je pense qu'il y a un enjeu de souveraineté française sur les données dont l'IA va utiliser massivement ces données-là. S'il n'y a pas un contrôle des données françaises avec une obligation que ces données restent en France et gérées par la France, on va vers un drame probablement social pour Atos parce que c'est compliqué pour nous en ce moment, mais derrière pour beaucoup de sociétés françaises.

Je voulais rectifier, la régularisation française et la souveraineté française sont aussi importantes que la souveraineté européenne par rapport aux hyperscalers américains. Merci.

Jérémy, animateur du colloque

C'était plus une intervention qu'une question, mais une intervention terriblement intéressante sur la protection des données. Une petite information, par exemple les pass sanitaires au moment du Covid étaient stockés au début sur des serveurs américains par l'Imprimerie Nationale française. Des fois, il peut y avoir des hésitations des autorités françaises.

Noël, tu voulais prendre la parole. Je te la donne très rapidement. Il est 10 heures 45, tu as trois minutes. Visiblement, la technologie ce matin n'est pas avec nous puisque son micro ne veut pas fonctionner.

Noël LECHAT, Secrétaire fédéral CGT Sociétés d'études



Trois points rapidement. Sur la question des données, plusieurs milliards de données existent, seuls 2, 3 % sont utilisés. Pourquoi ? C'est relativement simple, parce que derrière, il faut trier et étiqueter les données pour pouvoir les utiliser. Les données ne s'utilisent pas comme ça. C'est la première chose qu'il faut savoir.

Sur la valeur travail, je pense qu'on va en parler au troisième débat parce que ce n'est pas « pays pauvres » et « pays riches ». La transversalité va se faire, y compris dans les pays dits riches. Pourquoi je dis ça ? Parce que l'idée, c'est d'avoir des hyper-qualifiés et des hyper sous-qualifiés. C'est comme ça que ça risque de se passer.

Quand je parlais des data scientists, des data analysts, des gens qui maîtrisent l'informatique, les maths, donc des gens qui ont un certain nombre de diplômes, à côté, il faudra avoir les petites mains dans tous les sens du terme, y compris dans les pays européens, y compris aux États-Unis. Aux États-Unis, on a des travailleurs du numérique, qui sont des tâcherons payés à la tâche. C'est une réalité. On en avait parlé en 2015, mais il est toujours bon de le savoir.

Sur la régulation, on a eu un large débat avec Didier GUYOT. Des questions sont posées. Je ne sais pas ce que cela veut dire, la régulation, c'est aussi simple que cela. La seule chose que je sais, c'est que c'est un problème géopolitique. C'est clair on peut dire tout ce qu'on veut. On peut parler de la souveraineté numérique, ce qui me fait toujours sourire, mais derrière, il y a des pays « ennemis » à la tête de l'IA, la Chine, les États-Unis et la Russie. Pourquoi la Russie ? Parce que grâce

à la guerre, ils font des progrès technologiques. C'est con, mais c'est comme ça que ça se passe. La France et les pays européens qui sont dans l'arrière-cour, qui ramment comme des malades, quand on va réguler, quelle que soit la régulation, ils ne pourront jamais rattraper le retard pris sur les États-Unis et qu'ils continuent à prendre sur la Chine. C'est un problème. Quand Macron parle de start-up nation, qu'il est là pour développer des hubs partout, l'objectif, c'est de concurrencer, dans le monde impérialiste, les deux grandes puissances.

Jérémy, animateur du colloque

Merci pour cette intervention. Vous pouvez l'applaudir parce que c'était assez pertinent.

Didier, tu veux répondre ? Très rapidement. Sinon, on va être en retard sur le retard.

Didier GUYOT, Cabinet d'expertise
3E Consultants



Je ne peux pas m'empêcher de rebondir vis-à-vis de Noël. Cette régulation fait partie d'une démarche, c'est comme ça que je l'envisage, sans revenir sur les éléments de détail, sinon on n'en sortirait pas.

La dernière remarque sur les rapports de force entre les grands blocs me paraît déterminante. Il ne faudrait pas qu'on vive avec l'intelligence artificielle, voire l'intelligence artificielle générative, ce que l'Europe a vécu avec l'industrie automobile. Je fais un parallèle parce qu'en un laps de temps relativement court, on a réussi à saccager en Europe une industrie pratiquement centenaire, qui structurait toute notre économie et bon nombre de filières.

Ce sont les Chinois qu'ils l'ont approprié parce que les futures voitures sont des voitures intelligentes à batterie électrique, avant tout chinoises et américaines.

Je rajoute à la complexité du débat que tu as abordé tout à l'heure. Quand on se dit cela, les bras en tombent et on ne va pouvoir rien faire. Je crois qu'il faut avoir une approche globale. Cet aspect de régulation doit avoir sa bonne dimension.

Tu parles d'Atos, de la souveraineté nationale, le trésor de nos données de santé. La dimension nationale seule nous ramène à devoir pondérer nos rapports de force. Je n'en dis pas plus, mais faisons attention.

Nécessité d'une approche globale dont la régulation est un élément déterminant et sera peut-être l'originalité de notre culture européenne, parce qu'on a une éthique et une culture qui ne renvoient pas à ce qui se fait en Asie.

Ce n'est pas parce qu'ils sont mauvais, mais ce n'est pas notre culture. Il faut revoir cette approche globale.

Jérémy, animateur du colloque

Je vous propose de clore cette première table ronde. Je vous rappelle que c'était Vers un capitalisme algorithmique ? On va se diriger tout doucement vers la deuxième table ronde, : Singularité technologique, transhumanisme, quelle place de l'être humain dans notre société ?

II. Singularité technologique, transhumanisme, quelle place de l'être humain dans notre société ?

Jérémy, animateur du colloque

Notre premier intervenant, ce sera Mathieu du cabinet JDS. Il va nous faire un grand-angle sur les évolutions des intelligences artificielles. Ensuite, Didier Guyot prendra la parole du cabinet 3E sur les questions éthiques, morales et de responsabilités.

Enfin, Secafi nous parlera des outils actuels des CSE et leurs limites par rapport à la nature différente des technologies. Mathieu, je te propose d'apporter tes premiers éléments de réponse sur la singularité technologique, le transhumanisme, et quelle place de l'être humain dans notre société.

Mathieu AGOSTINI, Cabinet JDS



Merci Jérémie. Il me revient à la lourde tâche d'introduire cette table ronde : transhumanisme, singularité technologique, intelligence artificielle. Qu'est-ce que c'est, de quoi est-ce qu'on parle, où veulent-ils nous amener ? Pas simple comme intervention.

J'ai envie de commencer par dire que l'intelligence artificielle n'existe pas. Demain, on va se poser la question, mais aujourd'hui, elle n'existe pas. Quand on se penche sur la question de l'intelligence artificielle, les exemples ressassés et rebattus sont ceux que vous connaissez tous : 1997, Deep Blue bat le champion du monde d'échecs Gary Kasparov.

En 2017 ou 2019, je ne me souviens plus, AlphaGo bat le champion du monde de Go, dont je ne voudrais pas écorcher le nom. Pour reposer un tout petit peu le cap de ce dont on parle, c'est qu'on a un être humain qui va perdre en face l'équivalent de 2 000 ordinateurs.

La consommation énergétique d'un AlphaGo ou d'un Deep Blue, c'est 7 000 fois celui du cerveau humain. Kasparov ou le Coréen, avec ça, ils savent s'habiller, ils savent discuter, ils savent interpréter les choses. Quand ils perdent une pièce ou qu'ils ratent un coup, il y a des émotions et une sensibilité qui se développent. En face, vous avez un ordinateur

surentraîné, mais qui est là pour jouer aux échecs. Je suis un joueur d'échecs, j'adore ça. Mais en face, si vous voulez lui apprendre à jouer aux dames, il faut tout recommencer.

Pour remettre les choses à leur niveau, le fil rouge de mon intervention qui va fonder l'intelligence artificielle, c'est cette idée que dès 1956, la première conférence où on va commencer à parler d'intelligence artificielle, que copier le corps humain et le fonctionnement du cerveau va permettre de développer l'intelligence. Je pense que c'est relativement faux et on va voir pourquoi.

Depuis 1956, on a eu beaucoup de promesses, beaucoup de craintes, de peur, de promesses de développement, mais surtout beaucoup de ce qu'on appelle d'hiver de l'IA. Pendant très longtemps, à partir de 1956, on a essayé de développer et de copier l'intelligence humaine, on n'y est pas arrivé. Et pour l'instant, on n'y arrive toujours pas.

C'est ce qu'on appelle l'IA faible, c'est-à-dire les intelligences artificielles cantonnées à une tâche bien spécifique, qui sont tenues par les consignes qui lui sont données et qui ne dépassent pas, en termes d'autonomie, ce pour quoi elle a été programmée.

Mais ce qu'on a derrière, c'est qu'on a un projet, le projet de créer une IA forte, c'est-à-dire quelque chose qu'on va appeler la singularité technologique, ce rêve de l'intelligence numérique totalement autonome, capable d'apprendre d'elle-même, de s'autoprogrammer, de dépasser le cadre dans lequel elle était programmée, qui serait totalement maître de son destin.

On en est encore très loin. Pour regarder le projet politique qu'il y a derrière, qui peut me poser problème et que je mets en débat ce matin, on verra les patrons après, le premier, c'est celui qui fait que l'IA présuppose que la donnée va précéder la connaissance, que la data va déterminer l'intelligence. Je pense que c'est totalement faux, notamment à l'échelle des sciences dures.

Je vous raconte une histoire. En 1845, ils ont détecté des irrégularités dans la révolution d'Uranus. Qu'est-ce qu'ils font ? Ils sortent les maths, l'équation de la gravitation newtonienne, ils calculent et ils se disent que c'est forcément lié à un autre objet. On fait les maths, on fait les équations, on se dit à tel endroit,

à telle heure, on va trouver quelque chose compte tenu des irrégularités. Ils pointent les télescopes et on découvre Neptune. La donnée a précédé la connaissance. On a vérifié le modèle et on a trouvé quelque chose. En 1846, on a détecté le même type d'irrégularités de révolution pour Mercure. Il dit ça a marché avec la première fois, j'ai découvert Neptune la première planète découverte non pas par l'observation, mais par les maths. Ils font la même chose. On sort les maths, on sort les équations, on fait les calculs, on pointe les télescopes. Urbain Le Verrier est tellement sûr de son coup qu'il avait déjà baptisé officiellement et publiquement ses planètes Vulcain. Est-ce qu'on a découvert Vulcain ? On a pointé les télescopes, on n'a jamais trouvé Vulcain.



On n'aura la réponse à cette énigme que des années plus tard avec les équations de la relativité générale d'Einstein, équation de la relativité générale fondée sur quoi ? Sur une expérience de pensée, c'est-à-dire non pas sur du calcul brut et du traitement de données, mais sur une réflexion cartésienne, sur la créativité et la capacité de l'intelligence humaine. Vous comprenez ce que je veux dire ?

L'intelligence artificielle telle qu'ils nous la vendent – attention, ce n'est pas une remise en cause de l'intelligence artificielle – est une façon de créer un déterminisme dans nos sociétés par la donnée et son traitement. C'est le premier point sur lequel je voulais venir.

Le deuxième, c'est que c'est leur vision de l'intelligence artificielle. Concrètement, des gens, comme Musk, Bezos et d'autres, ont un projet politique déjà établi. J'ai lu l'extrait de Zuckerberg tout à l'heure. Les uns investissent dans le ralentissement du vieillissement,

les autres dans l'espace dans l'objectif de coloniser Mars, dans le transhumanisme, c'est-à-dire dans le dépassement de l'homme. On investit dans des puces qu'on va coller dans l'être humain pour le connecter à son cerveau et que son cerveau soit connecté. Ces patrons ont sorti la tête des bouquins d'ESF et ils ont dit « OK, on va le faire », mais ce sont des choix hyper lourds de sens et sur lesquels il devrait y avoir des choix et une pesée démocratique des corps sociaux constitués, notamment des syndicats.

Jérémy, animateur du colloque

Tu as commencé à 10 heures 51 et il est 11 heures. Il te reste normalement une minute, mais vu que tu es sympa, je t'accorde deux minutes. À 11 heures 01, il faudra t'arrêter.

Mathieu AGOSTINI, Cabinet JDS



Il me restait l'IA générative à aborder avec vous. Un truc sur lequel je veux insister particulièrement ce matin puisqu'on est dans la révolution ChatGPT, c'est de rappeler que GPT n'est pas fait pour répondre aux questions qu'on lui pose. Je ne sais pas dans quelle mesure c'est évident pour tout le monde, mais c'est une IA générative.

Lui demander de créer une affiche pour la prochaine manifestation syndicale, elle va la faire et ça ne va pas vous choquer parce que vous lui demandez une création originale. En matière de discussion, il fait exactement la même chose. GPT fait quoi ? Il calcule la probabilité du prochain mot que vous avez écrit. C'est un générateur de texte, il ne répond pas à vos questions. Il se fout de la vérité.

Ce sera ma conclusion qui introduit deux biais. Le premier, c'est celui de ceux qui ont conçu les algorithmes. Il y a 80 % de similarité de sens entre chat et chien par exemple, mais il n'y en a plus que 42 entre chat et lynx. Ça veut dire que le classement préprogrammé dans GPT, c'est la relation de l'humain à l'animal et pas une entrée biologique des correspondances qui ont été clairement établies entre le chat et le lynx, entre un chat sauvage et un chat domestique. Imaginez sur des concepts beaucoup plus sujets à discussion, à débat, à rapport de force, les déterminismes que cela peut amener. Entre GPT et ChatGPT, il y a des systèmes qui permettent de passer en mode conversationnel, qui font qu'on va évaluer les réponses données par ChatGPT. Concrètement, ça reste des humains chargés de construction sociale, de préjugés, de partis pris politiques, etc.

Cela donne des usages très précis. Ce sont les CV d'Amazon qui sont triés, qui discriminaient les femmes sur les métiers techniques, parce qu'historiquement, les CV étaient plutôt masculins sur la programmation informatique, donc il éliminait les femmes parce qu'il avait déterminé que c'était moins performant d'embaucher des femmes programmeur informatique.

Il y a des déterminismes, c'est une construction sociale et derrière, il y a des projets politiques qui sont bien déterminés et qui à nouveau réinventent pour se poser les bonnes questions. Je te remercie.

Jérémy, animateur du colloque

Merci à toi. Tu as légèrement dépassé, mais ce n'est pas très grave. C'était l'introduction sur la singularité technologique, le transhumanisme, quelle place de l'être main dans notre société. La suite logique de tes propos, ça va venir tout de suite avec les questions éthiques, morales et de responsabilité autour de l'intelligence artificielle. C'est Didier qui s'en occupe du cabinet 3E.

Didier GUYOT, Cabinet d'expertise
3E Consultants



Je relativise tout de suite, pas toutes. C'est un sujet très philosophique – pour moi, ça date un peu – voire religieux. C'est un enjeu de conviction. On n'a pas tous les mêmes cultures à l'échelle mondiale et ce type de questions en Asie, plus particulièrement au Japon et en Chine, davantage au Japon, ce sont des questions qui ne se posent pas parce que leur rapport à la machine est totalement différent.

Au Japon, une pièce inerte, une machine le cas échéant, mais ça pourrait être un outil, un instrument de musique, peut posséder une âme dans le shintoïsme et le bouddhisme. Leur poser des questions sur le rapport à la machine qui pourrait se substituer à l'homme, qui pense ou ne pense pas, n'a pas d'âme, se posent en des termes totalement différents. Il faut avoir cette dimension de relativisation du sujet, même si on peut être plus tranché sur certains sujets et légitimer un certain nombre d'interrogations.

Certains objets au Japon obtiennent automatiquement une âme au bout d'un certain temps, 30 ans. Là aussi, la machine qui deviendrait de plus en plus intelligente, ça n'enlève rien à ce qui a été dit par Mathieu sur l'état de l'intelligence artificielle actuelle et générative, mais je pense que ça va plus vite et qu'il faut faire attention. Il faut qu'on prenne du recul sur le sujet.

Le jeu de go, on dit que le fameux 37^e coup, on dit ce qui étonne dans ce fameux 37^e coup, c'est que personne ne l'attendait et on ne voit pas la logique dans les algorithmes qui sous-tendaient tout le programme du jeu de go. Il y a une étincelle. On ne peut pas écarter dans ces foutus algorithmes qui sont d'une



complexité inimaginable, où on ne sait pas ce qu'il s'y passe, qu'un jour, il y ait une dose d'intelligence. On ne peut pas commencer par dire non. Ça ne veut pas dire pour autant que c'est d'autant plus probable et que ça va arriver. Je reviens à cette accélération depuis ChatGPT 3, le débat revient sur le vent de la scène avec une certaine insistance et une grande vélocité, notamment le débat sur le transhumanisme.

Personnellement, je pense que cela relève quasiment du religieux. Il n'y a aucune démonstration dans le transhumanisme. La machine va permettre de dépasser l'homme, faire un homme bon, jamais malade, etc. je n'y crois pas. C'est très américain. Il y a une université en Europe, mais c'est quand même très américain. Il y a une foultitude de philosophes. Avec la puissance que les Américains sont capables de mettre derrière, ils alimentent énormément, en particulier la presse.

Ce qui peut interpeller également, il y a eu un événement récemment dans le secteur de la Tech, le licenciement de Blake Lemoine, un ingénieur qui a discuté avec une machine à intelligence artificielle générative, avec un agent conversationnel et il a déclaré publiquement qu'il avait pratiquement discuté avec quelqu'un d'intelligent, avec quelqu'un qui avait des sentiments. Il s'est fait virer. La presse s'en est fait bien entendu écho.

Quand on regarde la séquence des questions qu'il posait et les réponses, on se disait « j'ai quelqu'un en face de moi ». Ça a été étudié par le CNRS qui dit « non, on n'a pas franchi un cap qui permettrait de dire qu'on va vers la conscience dans la machine, on est encore dans la logique de l'intelligence artificielle générative, mais on arrive à des niveaux où on tutoie ».

On va se rapprocher d'une certaine frontière, mais ce sera comme en mathématiques, très certainement, ce sera une asymptote. C'est ma conviction, jamais on ne basculera vers la machine avec l'intelligence, l'âme. Quand on compare les algorithmes, on parle de neurones, donc cela nous fait penser au cerveau, mais cela n'a rien à voir avec le cerveau. Ce sont des formules mathématiques, des vecteurs. C'est un modèle qui pourrait s'inspirer des neurones, mais cela n'a rien à voir avec des neurones.

Pensez à cette histoire jusqu'où on peut aller dans les débats actuels autour du transhumanisme et cette expérience de Black Lemoine. Mais de l'autre côté, des questions éthiques sont posées. La question qu'abordait la camarade sur le sens au travail est une vraie question. Si on remplace le travail, si on a moins de personnes qui travaillent, le rôle du travail dans notre société comme élément de socialisation, outre de répartition des revenus, est percuté.

Il faut voir les discours, est-ce que c'est du marketing ChatGPT 5, d'aucuns nous disent on va franchir le pas pour aller vers cette intelligence artificielle générative de dernière étape, la machine sera l'homme. Il y a un marketing très puissant qui est développé. Ceci étant, il y a un philosophe qui disait : « On a beau grimper, même si l'arbre est haut, ça ne nous rapproche pas beaucoup de la Lune ».

Les questions sont posées. Certaines me paraissent ridicules, je raccourcis parce qu'il y a des gens qui réfléchissent sur cette histoire de transhumanisme. Des questions d'étiquettes, il faut se les approprier parce qu'elles sont posées de manière très crue et basique.

C'est ce que je disais tout à l'heure, l'utilisation pour gérer les flux migratoires de certaines intelligences artificielles, c'est un problème.

La médecine prédictive est un problème, jusqu'où va-t-on, indépendamment du traitement des données. Il y a de vrais problèmes qui commencent à être sérieux. Il y a des études, y compris dans les mouvements politiques ou syndicaux, qui permettent de les aborder pour ne pas aller vers cette histoire de transhumanisme, qui a le mérite d'occuper et de nous mettre dans la tête qu'on va y aller.

Derrière, ça va être une dystopie. On va avoir une dystopie numérique, tout va être très mal dans un futur proche, et de l'autre côté, on va passer sans contrôle des choses élémentaires basiques où le citoyen peut intervenir. C'est sous cet angle que j'aborderai le problème du transhumanisme et de l'éthique.

Jérémy, animateur du colloque

Puisque les citoyens doivent intervenir, j'interviens aussi. Merci pour tes propos sur la singularité technologique, le transhumanisme et quelle place pour l'être humain dans notre société.

Le cabinet Secafi va continuer à réfléchir sur cette thématique, mais sous l'angle des CSE. On peut se dire que c'est un peu étrange. Pourtant, ils vont nous donner tous les éléments de réponse. Merci.

Vincent MAZUY, Cabinet SECAFI



Merci Jérémy. Effectivement, c'est une transition bien placée sur le citoyen, le représentant du personnel et l'organisation syndicale. Que faire ? Que faire par rapport à des débats en matière de régulation, des débats juridiques, des débats philosophiques, des débats sociétaux ? Ne nous laissons pas trop submergés par tous ces questionnements qui, pour certains, sont beaucoup inspirés de la science-fiction. D'ailleurs, beaucoup des dirigeants des entreprises du secteur étaient de grands lecteurs de cette littérature.

Aujourd'hui, qu'est-ce qu'on fait dans l'entreprise ? On parle de projets à grande échelle et à très long terme avec une grande incertitude, mais l'intelligence artificielle est déjà là dans les entreprises. Je vais reprendre une formule, il y a l'IA à papa qui sert déjà dans de nombreux secteurs, dans le secteur de la banque, de l'assurance, parfois dans les ressources humaines. Dans un tas de secteurs, il y a déjà de l'intelligence artificielle. Et de façon parfois discrète, parfois à l'insu des employeurs, l'IA générative est déjà utilisée dans le monde du travail. J'ai regardé quelques sondages. En Europe, il paraîtrait que 10 % à peu près des salariés utilisent l'intelligence artificielle générative dans le cadre de leur travail. Je trouve que Clémentine écrit très vite ses rapports.

Il y a déjà aujourd'hui, de manière maîtrisée et pas maîtrisée, l'intelligence artificielle dans l'entreprise, et parfois de manière très discrète, avec des enjeux qui sont ceux de la régulation et du monde du travail, la question de la transparence, la question du contrôle de l'encadrement. S'il y a un contrôle humain, une notion qui est beaucoup poussée par l'Union européenne. Mais c'est quoi le contrôle humain ? Est-ce que c'est le contrôle humain

par le dirigeant, par les actionnaires, par les salariés, par les instances ? Il y a deux choses. Il y a un cadre existant qui devrait permettre à tous les syndiqués dans les entreprises de faire un point sur la situation dans l'entreprise et de la questionner. On va voir sur quelle dimension parce que l'intelligence artificielle et ces sujets, ça touche à des tas de choses.

Il y a une question de dépassement. Pourquoi ? Par rapport à des technologies classiques, y compris de l'intelligence artificielle à la papa, les nouvelles intelligences artificielles ont la propriété particulière d'évoluer, d'apprendre, d'apprendre sur la base de schémas neuronaux, le deep learning. Qu'est-ce que ça veut dire que ça apprend ? Cela veut dire que ça évolue sans contrôle humain. D'ailleurs, les créateurs de ChatGPT se sont dits surpris par les résultats obtenus. Ils ne comprennent pas exactement tout ce qu'il s'est passé pour obtenir ces résultats, donc ce n'est pas contrôlé par l'homme.



Cela veut dire que le schéma classique de l'employeur arrive avec une nouvelle machine, une nouvelle technologie, on a fait évaluer les coûts et les bénéfices. On a fait évoluer les incidences. On va le rentabiliser en cinq ans. Cela aura telle incidence sur tel poste, voire supprimer tel poste. On consulte et c'est fini. Ce n'est pas applicable à l'IA, à ce type d'intelligence artificielle.

Pourquoi ? Parce que si on suppose que ces outils apprennent, est-ce que l'intelligence artificielle va conduire nécessairement à des ressources très qualifiées d'un côté, des ressources de moins en moins qualifiées d'un autre côté et accroître les inégalités ? C'est probable, mais on ne sait pas à quels métiers seront concernés.

Si on arrive à avoir des capacités très fortes de production, des algorithmes de plus en plus puissants qui apprennent fortement, y compris des emplois très qualifiés qu'on n'imaginait pas au début du projet seront concernés par une forme de remplacement d'un certain nombre de leurs tâches. Il y a une capacité d'évolution et il y a potentiellement une forme de lâcher-prise, de perte de contrôle. Les outils classiques ne sont pas forcément adaptés.

Qu'est-ce qu'on a aujourd'hui ? L'information est clé et avoir les informations, c'est mieux se positionner. Il y a les classiques. Orientations stratégiques, quels sont les projets d'intelligence artificielle dans l'entreprise, imaginez les investissements qu'on va placer. Est-ce qu'on accompagne les salariés, mettre en place de la formation ? C'est une expression qui est parfois utilisée. L'IA ne vous remplacera pas, mais vous risquez d'être remplacé par quelqu'un qui utilise l'intelligence artificielle. Cela pose des questions de formation et d'adaptation pour ces personnels. Il y a aussi les enjeux stratégiques pour l'entreprise.

Aujourd'hui, vous confiez vos données à tel ou tel acteur, vous maîtriserez encore votre outil de travail, mais est-ce que ce n'est pas quelqu'un d'autre qui va capter la valeur à la place de votre entreprise, voire vous mettre en danger. Toutes ces questions qui ont traversé nos débats de ce matin, on peut les interroger dans le cadre de ce qui existe.

S'agissant de la politique sociale, est-ce que les ressources humaines, dans le cadre du recrutement, utilisent l'intelligence artificielle pour garder les profils ? Dans le cadre du management, qu'est-ce qu'on fait des données personnelles ? Parce qu'il y a un enjeu de liberté individuelle qu'il faut adresser. Comment en termes de conditions de travail, parce que la politique sociale, ce sont aussi les conditions de travail, comment l'intelligence artificielle peut avoir un impact à la fois sur le contenu du travail, mais également sur les risques psychosociaux.

Des questions sont évoquées sur la possibilité du droit de retrait par rapport à la technologie ou la question de la responsabilité. Il y a un outil que je maîtrise mal, qui me dit qu'il faut que je fasse ça. J'ai un doute, qu'est-ce que je fais ? Sujet responsable, s'il y a une erreur, est-ce que c'est l'IA qui est responsable,

est-ce que c'est moi qui suis responsable. Comment je gère, comment je gère la réponse, sans oublier les multiples sollicitations liées à ce qu'on appelle l'infobésité. Sur l'économie, assez classiquement, qu'est-ce qu'on investit et qu'est-ce qu'on fait de la création de richesse ? Parce que ça nous permet de créer de la richesse.

Pour finir, introduction de nouvelles technologies, projets importants, ce sont des classiques qui ne sont pas suffisamment utilisés parce qu'il y a des projets importants qui passent sous le manteau. Pourquoi un dépassement potentiel ? Il y a un certain nombre de sujets à travailler pour dépasser le cadre légal actuel.

Ça peut être de faire une information-consultation tous les ans sur l'intelligence artificielle en disant c'est quoi les éléments qu'il faut donner sur l'utilisation des données, les algorithmes, la transparence. On peut aussi avoir une adaptation et un suivi dans le temps. Il y a des enjeux de construction ad hoc dans certains secteurs. Il y a tout un pan du dialogue social, pour utiliser un terme générique, qui doit être renouvelé et adapté pour dépasser les conditions actuelles.

Jérémy, animateur du colloque

Merci pour cette intervention rapide et efficace avec plein de contenus. On peut remercier nos trois experts. Ce n'était pas un thème simple, la singularité technologique, le transhumanisme et quelle place de l'être humain dans notre société par rapport à ces intelligences artificielles qui sont déjà présentes,

se développent et surtout apprennent. En tant que journaliste, j'utilise l'intelligence artificielle, non pas pour écrire mes articles, parce que ça ne servirait strictement à rien.

Sil'information doit être justement traitée par des machines, ce n'est plus de l'information, ça s'appelle de la communication.

La plus-value des journalistes, être humain, c'est justement de savoir construire des articles, savoir angler, choisir des mots de vocabulaire précis qu'on peut appeler parfois le style, ça permet de bien nommer les choses. En revanche, je l'utilise pour la traduction.

C'est là où je te rejoins sur l'apprentissage de l'intelligence artificielle. J'avais des articles en ukrainien et en russe à traduire, je vous avoue que ce sont des langues qui me sont complètement étrangères. Ça m'a proposé différentes traductions. La première n'était franchement pas top.

La deuxième, ChatGPT me dit : « Est-ce que cela va mieux ? ». Ce n'était pas fluide. La troisième, c'était beaucoup plus fluide. Et maintenant, dès que je lui mets des textes en russe ou en ukrainien, ce ne sont que des traductions fluides. J'ai vu en quelques clics qu'elle avait réussi à apprendre.

C'est très surprenant. Je ne m'en sers que comme ça ou comme méga moteur de recherche puisque tout Internet est dessus. Ça permet d'avoir des réponses plus précises qu'avec Google et plus rapidement. Je vous laisse la parole. Est-ce que vous avez des questions ? Monsieur, vous avez été le premier, le plus rapide. C'est à vous.



Sylvain GOUJON, CGT Capgemini

Sylvain Goujon, CGT Capgemini. J'ai fait des études de mathématiques appliquées et d'informatique. J'ai fait des études de programmation et j'ai travaillé dans l'administration des serveurs, principalement des systèmes Unix, Linux, puis dans les bases de données.

On n'a pas le choix avec l'IA. Je vais être franc dans mon parlé. On n'a pas le choix et comme c'est dans le colloque, ce n'est qu'un début. En tout cas, il y a un truc qui est sûr, c'est qu'il ne faut pas le laisser au privé. La construction par les termes qu'on a déjà pu entendre dans le passé est faite. Quand on parle de cloud, ça nous permet de transvaser des bases de données d'un endroit à un autre, d'un pays à un autre ou ailleurs, sans même qu'il y ait d'interruption de service, ce qui n'était pas le cas avant.

Avant, il fallait arrêter les machines, déplacer les machines dans le pays, avec plein d'opérations. Ce n'est plus le cas. C'est le cloud, ce sont des trucs où tout se fait tout seul. Ce n'est pas vrai, ça ne se fait pas tout seul. Il y a du monde derrière. Les bases de données, je suis administrateur de bases de données, sont immenses et de plus en plus grandes. Et là, vient le virage de l'IA. La Direction a dit comme le virage du cloud, on prend le virage du cloud. On fait parfois comme Ayrton Senna, on va droit dans le mur, ce n'est pas grave. L'IA, c'est du machine learning, c'est plus de la reproduction plutôt qu'une intelligence et une personne à part entière qui nous sortirait du marasme dans lequel on est.

J'ai oublié de dire dans la présentation que je suis élu titulaire au CSE Capgemini TS Infra. Je suis aussi délégué syndical. Je suis membre de la commission exécutive de l'Union départementale de l'Isère et je suis impliqué dans les formations CSE. C'est la production de ce qu'on vit. C'est un apprentissage avec des capacités phénoménales qui ne va pas s'arrêter. La loi de Moore en 1965 nous parle déjà du doublement du nombre de transistors présents sur une puce de microprocesseurs tous les deux ans et cette loi est vérifiée. Les capacités de calcul sont de plus en plus immenses et elles ne font que croître. Il y a des exemples de vécus récemment de l'IA. C'est Marie qui me l'avait

rapporté. Un salarié contestait son entretien annuel avec de l'IA. J'ai voulu regarder. Oui, ça tient la route. C'est du bull shit langage comme avec la direction, mais il n'y a aucun élément qu'on aurait pu apporter en tant que représentant du personnel.

Jérémy, animateur du colloque

Tu vas me détester, mais il faut faire vite. Il faut faire extrêmement vite.

Sylvain GOUJON, CGT Capgemini

Le deuxième exemple de ChatGPT, c'est un discours de Macron d'un ami où il écrivait le discours du retrait de la réforme des retraites suite à nos manifestations. C'était bien écrit. Par contre, on aurait pu le croire. Dans nos boîtes, c'est déjà parti.

Chez Capgemini, c'est parti. L'IA, on est en plein dedans. Les commerciaux l'utilisent. Ils nous l'ont dit au CSE il y a deux, trois mois. Pour les salariés, on a eu des présentations, mais pas par l'entreprise. Des présentations entre nous, entre des gens qui connaissent et qui expliquent. Les diapositives, c'est un impact social rouge. L'impact social est énorme.

On va tous perdre beaucoup de plumes au niveau de l'emploi. Pour les salariés, on a le choix. Soit on a un compte avec Capgemini, mais ce n'est pas pour tout le monde. Qu'est-ce qui se passe ? Individuellement, je vais prendre en compte. Se pose la question, comme tes traductions, de la propriété intellectuelle, qui est en faute, comment ça se passe. Il y a un gros problème de mise en concurrence des salariés. J'ai une question pratico-pratique sur le CSE.

Jérémy, animateur du colloque

On l'attendait.

Sylvain GOUJON, CGT Capgemini



J'ai fait plusieurs réclamations DP, je sais introduire mon propos et poser des questions. On a posé le sujet de la consultation la dernière fois au CSE, la direction ne va rien faire, il n'y aura pas de consultation, même si c'est une modification importante des conditions de travail.

Ça pose de sérieuses questions. Tout à l'heure, on a parlé du RGPD. Cela paraît bien petit par rapport à ce qui nous attend. Je voudrais poser la question à la CGT.

On en est où par rapport aux données personnelles ? On en est où par rapport à ce qu'on utilise ? On en est où par rapport aux logiciels libres ? On en est où par rapport à tout ça ?

On en est où par rapport à Twitter ? Et sur Mastodont, il ne se passe rien. Twitter est envahi par l'extrême droite. Je termine, l'IA envahit nos métiers. Elle nous fait même notre chanson pour

la campagne pour la NAO et vous raconter la vie des salariés Capgemini. Si vous cherchez, on a une chanson qui a été faite avec de l'IA.

Jérémy, animateur du colloque

Merci pour ce propos introductif et cette question. Je ne veux pas répondre à la place des experts, mais je pense qu'ils ne sont pas les mieux placés pour répondre à la place de la CGT.

Ça tombe bien puisque cet après-midi, il y aura différents responsables de fédération qui pourront prendre la parole au nom de la CGT. À moins que vous vouliez répondre, mais je pense que ce sera un petit peu casse-gueule.



Sylvain GOUJON, CGT Capgemini

Sur la consultation des CSE quand même, on a des outils pour avoir des consultations. J'aimerais savoir si ça a déjà été fait ailleurs et si on peut se baser sur le travail qui a été fait ailleurs.



Jérémy, animateur du colloque

Une réponse très rapide parce qu'il y a d'autres questions dans la salle et le temps passe assez vite.

Didier GUYOT, Cabinet d'expertise
3E Consultants

Bien entendu, il y a toujours les enjeux de rapports de force pour faire appliquer le Code du travail. Toute mesure susceptible d'avoir un impact sur la marche générale de l'entreprise, les qualifications, l'emploi, l'organisation, doit faire l'objet d'une procédure d'information-consultation.

Je ne parle pas de si elle sera bonne ou pas bonne. Je dis que sur ce sujet, le Code du travail, on a cette disposition encore. Il ne faut pas écarter qu'un jour, elle saute, parce que justement, elle pourrait venir entraver le rêve d'Emmanuel Macron. Je pense qu'on irait jusque-là.

Toute mesure susceptible d'avoir un impact sur la marche générale de l'entreprise, l'emploi, les qualifications, les rémunérations et l'organisation doit le faire. Si ce n'est pas fait, Monsieur le Juge, vous pouvez faire annuler le choix qui a été opéré, empêcher sa mise en œuvre. Une procédure d'information-consultation ne permettra pas de bloquer en tant que tel, mais permettra d'être correctement informé.

Vincent a expliqué les autres dispositifs du Code du travail. Je ne reviens pas dessus, mais l'idée est de se dire sur ce sujet, tout aussi existentiel que celui sur le réchauffement climatique, qu'il faudrait au minimum avoir une procédure d'information dans les trois procédures que vous connaissez très bien. Cela me paraît très légitime. Cela peut être

fait. Rien n'empêche un élu d'inscrire, dans une réunion exceptionnelle ou dans ces trois procédures existantes, ce sujet-là.

Je terminerai là-dessus. Il ne faut pas oublier les comités de groupe et les comités d'entreprise européens. Je parlerai surtout des comités de groupe.

C'est à ce niveau qu'un certain nombre de décisions majeures sont prises, en particulier celles qui touchent ce qui pourrait arriver dans le domaine de l'intelligence artificielle générative, en particulier au travers d'un élément qui a été, pendant de longues années, selon moi, une tarte à la crème et qui prend une autre dimension avec ce qui est en train de se préparer au 1^{er} janvier 2024, à savoir la RSE, au travers de la RSE qui donne lieu à la production de documents magnifiques qu'on a envie de mettre dans sa bibliothèque tellement ils sont beaux et parce que tout va bien, il y a des sujets qui peuvent être abordés dans le cadre de la solidarité internationale, j'aborde les grands mots.

Ce qui a été dit tout à l'heure sur les fermes à clic, il y a un article paru récemment je crois dans Le Monde, sur les enjeux liés au travail des adolescents dans ces fameuses fermes, puisqu'on leur demande de faire de l'alignement, donc de corriger dans un premier temps ce que les machines sortent.

Ils sont confrontés à tout ce que vous pouvez imaginer de plus dur pour dire à la machine « tu ne dois pas en tenir compte ». La charge mentale que peuvent avoir des adolescents ou Pakistan, pour quelques dollars, est d'être confronté à ce tri de toutes les images les plus dures. Il faut penser à cette dimension comité de groupe et dimension de la RSE. Ne pas laisser le champ libre à ce qu'on n'aborde pas ce sujet, y compris ce sujet avec les enjeux environnementaux, ce qui a été dit. Est-ce qu'on a les ressources pour les faire ? La réponse est non à la date d'aujourd'hui avec tous les enjeux sociaux derrière.

Jérémy, animateur du colloque

Merci beaucoup. Il y a beaucoup de questions, mais il n'y a pas beaucoup de temps. Je vous demande d'être efficaces. Il y a un monsieur derrière, puis on passera à madame.

Soyez efficaces dans vos réponses et dans vos questions. Malheureusement, je crois que tout le monde ne pourra pas poser sa question. Je vous l'annonce tout de suite. Sinon, on est encore là demain, ce qui pourrait être agréable, mais ça va être compliqué.

Jean-Luc KRAVETZ, Info'Com CGT



Bonjour, Jean-Luc Kravetz, Info'Com CGT. Je travaille pour un site qui fait du contenu public. On est en train d'expérimenter différents moteurs d'intelligence artificielle type ChatGPT, mais il y en a bien d'autres, pour faire des résumés de contenu, donc nous concurrencer nous qui sommes rédacteurs pour un site public.

Pour l'instant, on a des doutes sur l'efficacité des moteurs et des intelligences artificielles à produire du contenu. La question sera de savoir ce qu'on veut proposer au public et le niveau d'exigence par rapport à ce que



produit l'intelligence artificielle. C'est à l'État de mettre un degré dans ce qu'il considère comme correct pour l'utilisateur. De la même façon, dans la presse d'actualité, on peut aussi proposer des sujets traités par l'intelligence artificielle. Si on considère qu'ils satisfont les lecteurs ou si pour la rédaction, c'est suffisant, cela va, cela va suffisamment approfondir le sujet, on s'en satisfait.

Il y a aussi la question de l'exigence que les exploitants de l'intelligence artificielle auront par rapport au travail produit. Une autre chose par rapport à l'intelligence artificielle. Il faut redéfinir ce qu'est l'intelligence parce qu'il y a intelligent dans intelligence artificielle. Une machine à calculer toute bête, c'est déjà de l'intelligence artificielle. Mais l'intelligence artificielle telle qu'on en parle aujourd'hui, c'est quelque chose en plus qu'il faut préciser.

Jérémy, animateur du colloque

Merci beaucoup. On va faire une réponse très rapide. Dans la presse, l'intelligence artificielle est de plus en plus utilisée. Il y a eu plein d'expériences, notamment le journal Le Monde. Hier, je parlais d'une radio en Suisse qui, pendant toute une journée, a remplacé tous les animateurs et tous les journalistes par de l'intelligence artificielle à qui ils avaient appris d'imiter la voix des animateurs et à faire les flash infos par rapport à l'actualité du jour. Ils n'ont prévenu les auditeurs que le lendemain, personne n'avait rien vu. Ce n'est pas parce qu'on imite que c'est forcément la même chose.

L'intérêt de la plus-value humaine dans les médias est d'être honnête dans l'information, ne pas être neutre, ne pas être objectif. Sauf que l'intelligence artificielle, avec sa neutralité, ne sert qu'une chose, ce sont les puissants. C'est très grave, ça peut être très dangereux. Je dirai à tous mes amis journalistes, sortez-vous les stylos du derrière, excusez-moi de l'expression. Faites votre travail, apportez une plus-value et faites réellement votre travail en mettant en perspective l'information et arrêtez de recopier des dossiers de presse parce qu'à terme, c'est la démocratie qui est en danger et vos emplois. On va prendre la dernière question sur cette thématique.

Kévin, CGT des APAVE

Kévin, CGT des APAVE, rattaché à la Fédération des sociétés d'études. J'avais une question pour le premier intervenant. On parle d'intelligence artificielle pour ChatGPT depuis le début. Est-ce que ce n'est pas erroné ? Est-ce que ce n'est pas un terme générique, sachant que c'est juste du deep learning ? Le premier intervenant, je suis désolé pour le prénom, disait qu'on ne peut pas parler d'intelligence artificielle tant que ça, partir du moment où on a des réponses parfois erronées. Je prends un exemple.

Si on demande à ChatGPT, si la CGT est raciste, elle va nous dire non, la CGT lutte contre le racisme. On va lui dire : « Non, tu as tort, la CGT est raciste ». Elle va dire : « Oui, tu as finalement raison, la CGT est raciste ». Est-ce qu'on peut réellement parler d'intelligence artificielle ? Est-ce qu'on utilise ce terme un peu trop vite ?

Je peux prendre un autre exemple. Ça va peut-être perdre une partie de l'assemblée. On a eu un problème avec la plateforme Twitch, une plateforme de streaming. La Vtubeur Neuro Sama a eu des propos négationnistes pendant un live devant des milliers de personnes. Est-ce qu'on peut parler d'intelligence artificielle quand on parle de ces choses-là ?

Il y a eu un petit point sur l'IA forte, ce que voudraient les gros groupes, une IA forte avec une conscience. En tant qu'utilisateur, ce n'est pas l'impression que ça me donne d'aller vers cette IA forte. C'est plutôt de rassembler leurs IA faibles et d'avoir une IA faible qui pourrait répondre aux questions d'un architecte et lui sortir les plans en même temps, donc de la productivité.

Jérémy, animateur du colloque

Merci pour cette question. Si un expert veut répondre, c'est avec plaisir.

Mathieu AGOSTINI, Cabinet JDS

Effectivement, les deux se répondent bien. Je ne pense pas qu'on puisse qualifier les systèmes actuels d'intelligents. L'exemple de la calculatrice a été donné tout à l'heure. Si je vous dis $1\,493\,787 + 16\,812$? Même moi, je ne me souviens plus des chiffres que je viens de vous donner.

La calculatrice le fait instantanément. Est-ce que ça fait de nous des gens complètement débiles ? Non. Dans l'intelligence dite artificielle aujourd'hui, il y a énormément d'intelligence. J'aime bien ton expression. Beaucoup d'intelligence est mise dedans, mais ça ne la rend pas intelligente pour autant. Je me demande même dans quelle mesure intelligence artificielle n'est presque pas une mauvaise traduction de l'anglicisme artificial intelligence, où intelligence est plus à penser comme dans la CIA, c'est-à-dire renseignement de données. Ce n'est pas la centrale intelligente, c'est la centrale de renseignements. On est plus là-dedans, il me semble, que dans une intelligence. Le biais que ça crée chez nous, c'est qu'on attend quelque chose qui ressemble à ce qu'on est, à notre forme d'intelligence.

Je ne ferai aucune prédiction parce qu'en 1956, on était déjà sûr qu'on allait réussir à copier l'intelligence humaine. Ce n'est pas moi qui vais vous dire on va réussir à faire de la singularité technologique ou pas, mais ce dont je suis certain, c'est que ce soit une IA faible, renforcée, développée, une combinaison d'IA faibles ou une singularité technologique,

quoi qu'il arrive, en face de nous, on aura quelque chose qui ne ressemblera en rien à l'intelligence humaine. Les enjeux sociaux, syndicaux et derrière, c'est de comprendre ce qu'ils sont en train de développer. Tu le disais à l'instant, on a déjà presque perdu le contrôle. Quand ChatGPT fait des erreurs, on appelle ça des hallucinations.

On continue à appliquer dessus un anthropomorphisme, voire un anthropocentrisme, mais on ne comprend pas certaines réponses que fait ChatGPT, pourquoi il les fait, alors qu'on est encore sur une IA faible générative de textes et « c'est tout », même si c'est très compliqué et qu'il y a énormément d'intelligences derrière.

Anticiper ce qui va nous arriver, que ce soit dans le monde du travail ou dans la société, c'est plus sortir de ce plaquage anthropomorphiste sur l'intelligence artificielle qu'essayer de la comprendre et de comprendre ce qu'on est en train de développer.

Jérémy, animateur du colloque

Merci pour cette réponse. Il est 11 heures 40. Je vous propose de faire une petite pause de 10 minutes. On se retrouve à 11 h 50. Visiblement Noël veut parler, donc je vous demanderai de vous rasseoir. Noël, tu as la parole.

Noël LECHAT, Secrétaire fédéral CGT
Sociétés d'études



Je ne pense pas que ce soit de la science-fiction. Je pense qu'il y a des réalités. La réalité, ce sont des millions d'euros investis dans des instituts, Nokia, Google, etc. sur l'IA forte. Quand on nous dit la nature ou les émotions, on les traduit en langages mathématiques, on est là-dessus.

Ce n'est pas autre chose que ça. Il y a une université de la singularité technologique aux États-Unis qui brasse des millions et qui a des subventions de l'État. C'est une réalité.

Enfin, il y a des exemples. Aux États-Unis, dans un EHPAD, c'est une machine qui distribue les médicaments aux patients. La personne à côté est là pour caresser dans le bon sens la patiente ou le patient. Ce n'est que la machine qui distribue les médicaments, donc elle sait à qui elle va les distribuer.



COLLOQUE CGT INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : ENTRE MENACES ET PERSPECTIVES

Toujours aux États-Unis, les ordonnances sont distribuées par une machine. Il n'y a personne à côté. Enfin, un truc révélateur. En Californie, un procureur, pour savoir si on fait sortir une personne de prison ou la conserver, c'est l'intelligence artificielle qui le lui dit.

C'est elle qui prend la décision, sauf que dans 90 % des cas, elle prend la même décision que l'IA.

C'est extraordinaire. L'IA est renseignée sur les décisions qui sont prises et c'est comme ça qu'on fait une machine apprenante. Chaque cas est différent, chaque cas est renseigné dans la machine. Ce n'est pas que de la science-fiction. Ce n'est pas de la philosophie non plus.

Jérémy, animateur du colloque

Merci Noël. On se retrouve vers 11 heures 50. Il est 11 heures 43. Ça a rogné un petit peu sur le temps de pause. Si on commence à 11 heures 51, je pense que personne ne nous en voudra. À tout à l'heure.

III. Quelles conséquences du développement de l'IA sur l'emploi et les métiers ?

Jérémy, animateur du colloque

Nous allons aborder le troisième thème de la matinée. Ce troisième thème, ce sont les conséquences du développement de l'intelligence artificielle sur l'emploi et les métiers. Cette thématique a été presque abordée, presque touchée, un petit peu déflorée dans les deux thématiques de ce matin.

Quelles conséquences du développement de l'intelligence artificielle sur l'emploi et les métiers ? Il y aura trois interventions.

La première intervention, ce sera le cabinet 3E qui va nous parler des risques et des opportunités pour l'emploi.

Ensuite, JDS va nous présenter une question toute simple et pourtant primordiale de savoir si l'intelligence artificielle est l'ennemie des conditions de travail ou une opportunité

à saisir. Enfin, Secafi pourra conclure cette dernière table ronde avec quelques questions et les différents réflexes pour les CSE par rapport à l'introduction de l'intelligence artificielle au sein des entreprises.

Didier, je te laisse la parole pour nous présenter les risques et les opportunités pour l'emploi avec l'intelligence artificielle.

Didier GUYOT, Cabinet d'expertise
3E Consultants



Le sujet est plus simple que le précédent, sachant que mon approche est de dire qu'il y a quelque chose de nouveau qui se passe. Avec ce qui est nouveau, on n'a pas tous les éléments de réponse à l'heure où l'on se parle.

On trouve des écrits, des études. Il faut bien comprendre les adverbess utilisés parce qu'on voit des grands écarts. Il a été fait état tout à l'heure de l'étude de l'OIT, je vais revenir dessus.

Il y a une étude qui a marqué en mars 2023 faite par un grand organisme financier américain qui s'appelle Goldman Sachs, qui dit clairement les systèmes « d'IA générative vont fortement perturber le marché du travail ».

Il avance un chiffre à l'échelle mondiale qui est de 300 millions d'emplois à temps plein, plutôt aux USA, en Europe et dans la zone euro parce qu'il y a des enjeux d'accès à l'information, qui seraient percutés, concernés par l'entrée dans les entreprises ou les administrations de l'IA générative.

Ce n'est pas négligeable. 300 millions d'emplois, cela ne veut pas dire 300 millions d'emplois supprimés. J'ai lu l'étude. C'est une étude de Goldman Sachs. Elle vaut ce qu'elle vaut, je ne l'ai pas trouvée idiote.

Ils vont plus loin sur un sujet également intéressant par lui-même, les gains de productivité que cela pourrait générer. Ils donnent un chiffre de 7 % du PIB sur la période, plusieurs années. L'IA générative permettrait au conditionnel de générer 7 % de points de PIB, ce qui est colossal et pose un débat derrière – le PIB, ça descend au niveau des entreprises – c'est : Qu'est-ce que je fais de cette productivité ? Comment est générée cette productivité ?

Est-ce que cette productivité est générée par la suppression d'emplois ? Qu'est-ce que j'en fais ? Est-ce qu'elle va alimenter les marges ? Et derrière les marges, les générations de cash. Derrière les générations de cash, les stratégies de distribution de dividendes ou de rachat d'actions. Ce sont des débats auxquels vous êtes habitués sur la productivité et l'appropriation des gains de productivité. Des études abordent ce sujet. Ayons en tête ces 300 millions d'emplois, c'est un vrai sujet.



Ce qui est intéressant de voir dans cette étude et qui est corroboré par d'autres études, ce sont les fonctions qui seraient touchées davantage. Cela toucherait, pour faire simple, les cols blancs, beaucoup les cols-bleus. L'IA, non seulement le concept existe depuis longtemps, des années cinquante, mais l'IA, que j'appelle IA de papa, est déjà dans bon nombre d'entreprises de la sphère productive.

C'était la première étape de l'IA, l'automatisation d'une fonction, d'un automate, de deux automates le cas échéant. Il suffit d'aller dans l'industrie automobile, dans la sidérurgie, la métallurgie, l'avionique, il y a déjà de l'IA.

Toutes les études démontrent que cette IA n'a pas détruit de l'emploi, tout dépend où on met le curseur. Il y avait une appréhension de la part des opérateurs concernant l'IA, c'est-à-dire une vision négative, entre autres

sur le thème suppression d'emplois, perte de compétences, etc. Or, les 25 et 30 dernières années démontrent que cette perception a rapidement, radicalement changé. Les personnes dans les entreprises, cette technologie de l'IA – je ne parle pas d'IA générative, je parle de l'IA de papa – n'a pas été perçue comme quelque chose de coercitif parce que c'était un outil supplémentaire. Cela n'a pas été perçue comme la révolte des canuts avec les métiers Jacquard, pas du tout. Cela a été perçue comme quelque chose d'inconnu qui nécessitait dans l'entreprise des explications, des explications ont été données, des tests ont été faits, de l'apprentissage a été fait, mais cela fait 30 ans que ces entreprises, plutôt dans la production, vivent avec de l'IA.

L'IA générative, on devient beaucoup plus critique parce qu'on considère que ça va toucher davantage les fonctions d'une façon générale des cols blancs, les tâches administratives, les fonctions support, les cadres et les professions qualifiées. C'est quelque chose de nouveau sociologiquement. Ce ne sera plus « je ferme une usine, je délocalise parce qu'il y a un problème du coût du travail, c'est moins cher au Pakistan pour faire un tee-shirt ». Non, mais la même chose.

Ça ne va pas être « je supprime », la suppression d'emplois, c'est peut-être une quinzaine de pourcents, ce qui est déjà colossal, mais surtout, il y aura de nouvelles méthodes de travail, des fonctions à remettre en cause. Il y a des fonctions, les dirigeants, où l'intelligence artificielle va percuter le métier des dirigeants à un certain niveau, certainement pas l'actionnaire in fine, mais les dirigeants ou certains niveaux de cadres supérieurs.

C'est assez détaillé. Il y a des pourcentages. Cela vaut ce que cela veut. Ce n'est pas idiot au niveau de Goldman Sachs.

Il y a une deuxième étude qui a été menée par OpenAI et l'Université de Pennsylvanie, qui considèrent que 80 % des employés seraient affectés par l'IA, non pas suppressions de postes, mais affectées dans leur travail. Il y a la fameuse étude de l'OIT, ça ne va pas tuer l'emploi. Par contre, il y a certains aspects, je ne rentre pas dans le détail, pour les femmes, ça va être plus dur en lien avec le point précédent parce que ça va toucher pas malles fonctions de bureau administratif.



L'INTELLIGENCE RÉELLE ÇA FAIT LES JETONS!!

-F-

Or, les femmes sont surreprésentées dans nos pays, sont encore surreprésentées dans ce type de métier. Il y a un segment particulier de la réflexion à avoir. Les pays à revenus élevés, c'est ce que dit également l'OIT, vont être davantage touchés.

Il y a des professions directement concernées, pas nécessairement pour le pire. On parlait de la santé tout à l'heure, sans revenir sur les sujets RGPD. De toute évidence, dans plusieurs domaines, l'IA pas de papa a permis des gains considérables, soit dans la prévention, soit dans le traitement, y compris dans la prédiction, avec les fantasmes que l'on pourrait mettre derrière. Il faut aussi regarder les gains que cela a permis de réaliser pour l'individu dans les parcours thérapeutiques. C'est vrai qu'on est toujours balancé entre Docteur Jekyll et Mister Hyde. Il ne faut pas que notre approche, peut-être avec trop d'appréhension sur le sujet, nous conduise à ne pas regarder ce que l'IA générative pourrait apporter.

Le secteur de la presse, on pourrait être intarissable sur le sujet, est percuté avec tous les dangers autour de la démocratie que tu soulignais tout à l'heure, avec le phénomène

des fake news et le nivellement par le bas de l'IA. L'IA est déjà rentrée, y compris générative, est déjà rentrée dans la presse. Au moment des élections régionales et cantonales il y a quelques années, tout le monde avait été étonné le lendemain matin, le monde avait sorti une analyse de x centaines de résultats. Tous les résultats de France et de Navarre avaient été analysés. Le Monde a avoué que l'IA lui avait permis de le faire. Ils avaient marqué un gros coup. Il y avait tous les résultats, ça monte, ça descend, ça n'allait pas loin. Les autres métiers du journalisme sont touchés. On est dans les sujets d'actualité puisque les journalistes cherchent à se battre pour éviter que l'IA vienne travailler à la place des journalistes.

D'autres sont touchés, les avocats, les développeurs, les hackers y compris, la banque finance, le consulting, l'analyse financière. Ce sont des métiers parfaitement identifiés où l'IA, notamment l'IA générative, remettra en cause les métiers, les services clients, les écrivains, les métiers du marketing. D'ores et déjà, la cartographie existe des métiers vis-à-vis desquels on sait que l'IA, notamment l'IA générative, va les percuter et va les percuter rapidement. Ça arrivera peut-être

le jour où on arrivera à faire que. Le journalisme, c'est tout de suite. Le photographe avec des problèmes éthiques derrière, si on fait des photos par IA, le témoignage qu'apporte la photo, qu'est-ce qu'il devient si ce sont des photomontages. Il y a des opportunités pour l'emploi également, parce qu'il peut y avoir de la valeur ajoutée dans l'appropriation de l'IA par les salariés, mais on n'est pas dans le schéma à l'heure d'aujourd'hui où on peut dire que ça va être une révolution et que l'homme va être remplacé par la machine. J'insiste sur cette histoire qui peut être interne à la CGT, on voit très bien les craintes sur des professions dont je viens de parler. N'oublions pas qu'on a des camarades et des collègues, notamment dans la production, pour qui l'IA a fait peur un certain temps, mais elle est rentrée dans leurs entreprises, dans leurs ateliers, sur leurs machines et pour le moment, ils n'en sont pas morts.

Jérémy, animateur du colloque

Merci. On va donner la parole à Mathieu du cabinet JDS. Est-ce que l'IA est une ennemie des conditions de travail ou est-ce que c'est une opportunité à saisir ?

Mathieu AGOSTINI, Cabinet JDS



Merci. On le voit bien avec l'intervention du collègue précédemment, ce n'est pas simple d'évaluer les impacts de l'IA sur l'emploi. Une des causes explicatives qu'on pourrait trouver là-dedans, c'est que l'IA risque de ne pas transformer les choses de façon massive par le haut. Elle a plutôt tendance à transformer nos conditions de travail et nos métiers par le bas. Il est rare que l'IA débarque dans une entreprise comme étant une forme de table rase, on revoit intégralement notre système de production et on va installer l'IA dans l'entreprise.

Elle va venir par petites touches d'évolution, de montée en puissance, par exemple montée en charge ou montée en version de tel ou tel



logiciel. Si on prend les logiciels de gestion du service clientèle, de facturation, les SAP, c'étaient des logiciels qui préexistaient dans les entreprises et qui, petit à petit, sont venus s'implémenter sur telle ou telle tâche d'une couche, d'une surcouche, d'une dimension liée à l'intelligence artificielle. Quand on parle d'IA et de conditions de travail, il faut bien mesurer que la digitalisation du travail a déjà considérablement préparé le terrain et transformer les choses.

C'est tout ce que vous connaissez du point de vue de la standardisation et de l'homogénéisation des pratiques, l'atomisation des tâches, du découpage de nos fiches de poste en sous-tâche, leur atomisation pour dire celle-ci est automatisable, on peut la transférer dans un centre de services partagés ou l'externaliser.

Tous ces éléments n'ont pas attendu l'arrivée de l'intelligence artificielle, mais l'intelligence artificielle va venir comme une accélération de ces systèmes.

Je vous donne un exemple. Je travaillais l'année dernière avec des camarades qui m'avaient appelé parce qu'un matin, ils ont eu la surprise de voir débarquer les Américains avec le chronomètre à la main. C'était un entrepôt d'archivage et de stockage papier.

C'est un boulot de manutention. Ils sont venus, ils ont commencé à chronométrer et à découper chacune des tâches en sous-tâche, en petits morceaux, jusqu'à donner une valeur au pas de déplacement, jusqu'à donner une valeur moyenne avec une précision à 10-7 secondes.

Pour ceux qui ont un peu de culture scientifique, c'est à peu près ce qu'on utilise comme ordre de grandeur en physique moléculaire. Ils ont fait ça très sérieusement. En manutention, le pas n'a pas la même valeur le lundi après le week-end où on s'est reposé, que le vendredi soir quand on a passé une semaine à soulever des cartons, à les trimballer.

Du point de vue des conditions de travail, le pas, ça va être un régulateur protecteur pour éviter que le corps cède.

Or, en matière d'intelligence artificielle, l'objectif ultime reste ce qu'on appelle l'usine 4.0 et le management algorithmique. C'est quoi tout ça ? L'usine 4.0, c'est l'idée que

demain, le monde du travail est complètement interconnecté, à travers des machines, de l'Internet des objets et les algorithmes d'intelligence artificielle travaillent à optimiser les comportements, les systèmes de production, l'activité des travailleurs. Typiquement, c'est l'interaction entre tous ces systèmes et ça passe par le management algorithmique.



Le management algorithmique, c'est l'idée qu'on peut remplacer nos encadrants par une IA qui va nous guider dans nos processus de production, dans nos activités. À l'intérieur du management algorithmique, on voit trois niveaux. Il y a ce qu'on va appeler l'humain augmenter, c'est-à-dire le chatbot en entreprise, qui nous fait gagner du temps. On lui pose une question et plutôt que de passer des heures à faire des recherches, il nous donne les réponses les plus habituelles. Ce sont les systèmes de modélisation ou de projection qui vont permettre, dans les énergies renouvelables par exemple, d'optimiser ou d'accélérer les constructions. Au deuxième niveau de management algorithmique, il y a ce que j'appelle l'IA gestionnaire qui commence à remplacer le manager et qui, de son point de vue, va optimiser les processus de production, la façon dont on se comporte travail.

Je vous lis ce que disait un salarié dans une étude récente sur le sujet. C'est un commercial. Comme à La Poste, est installé un système d'intelligence artificielle qui prévoit ses trajets, qui il doit aller voir, ce qu'il doit vendre. Il me disait : « Ce truc me propose de terminer par le client qui finit le plus tôt. L'IA croit que je ne suis pas capable de cliquer sur Waze pour optimiser mon temps de trajet ? Ce truc est

complètement con. Si je suis son plan de travail, j'arrive, le client est déjà parti. C'est pour ça que je ne fais pas comme ça. Aujourd'hui, je peux ne pas suivre ses consignes, mais si je n'atteins pas mes objectifs, à la fin, c'est pris en compte ». C'est ce qu'on appelle en management algorithmique, les nudges, les récompenses, les incitations. On n'est pas encore dans la coercition, mais si tu ne suis pas les recommandations de l'IA, ta prime à l'objectif est revue à la baisse. Le troisième niveau qui me semble le plus important lorsque les employeurs prennent la main sur les IA dans le monde du travail, c'est l'IA coercitive. J'aurais bien aimé vous donner d'autres exemples, ce qui relève de la tarte à la crème, que Amazon, mais la réalité, c'est que Amazon, tout est là. De l'intelligence artificielle qui trie les CV à l'embauche, jusqu'au casque qui dit où il faut aller, quel geste il faut faire, les caméras de vidéosurveillance à reconnaissance faciale, les badges biométriques. Ils ont des badges qui surveillent le pouls, le ton de la voix, les conversations. Dans ces conditions, au regard des méfaits qu'a déjà produit la digitalisation du travail, j'ai du mal à voir dans quelle mesure l'IA patronale serait une opportunité pour les conditions de travail.

Dans ces conditions, j'ai du mal à voir comment les corps vont résister, comment le travail va garder son sens. En même temps, c'est l'IA patronale. C'est ce que je disais lors de la première table ronde, ça reste un outil et tout dépend qui l'utilise. Il y a des systèmes de développement qui peuvent être extrêmement bénéfiques du point de vue des conditions de travail, prédiction des accidents du travail, anticipation, maintenance prédictive, autant d'éléments hyper intéressants pour les conditions de travail. Au final, quand on parle d'IA, d'employeur, optimisation, on peut se demander si c'est le remplacement de l'homme par la machine ou si c'est la mise en place de la robotisation de l'homme, comme les travailleurs de Amazon, quand ils sont dans les galeries, avec les consignes directement au micro.

L'IA ne transforme pas réellement le travail. Ce qu'elle va transformer, c'est la prescription du travail. C'est la vision complètement biaisée des employeurs de ce qu'on doit faire. Or, le travail est quelque chose de fondamentalement vivant et. Le numérique fait exactement

l'inverse La digitalisation du travail vient atomiser le travail, le segmenter en personne, puis en sous-tâche. On oublie complètement toute la dimension de créativité, de nécessité et de régulation entre collègues, parce que c'est par l'erreur, par la discussion qu'on va réussir à faire notre travail. Aujourd'hui, travailler, c'est désobéir à la prescription. Si l'on suit à la règle la prescription dans le travail, on n'atteint pas les objectifs qui nous sont fixés. Travailler, c'est désobéir, c'est désobéir à cette vision du travail qui est une vision quantifiée, une vision résumée aujourd'hui par les données, demain par les algorithmes, fondamentalement contraire à l'intérêt même de la production. Ce n'est pas la première fois que le capitalisme fait des choses complètement contraires à ses intérêts économiques.

Jérémy, animateur du colloque

Je vais te demander de t'approcher de ta conclusion.

Mathieu AGOSTINI, Cabinet JDS



Je m'approche de ma conclusion. Einstein disait que l'intelligence artificielle ne fait pas le poids face à la connerie humaine. Je trouve que cela résume bien ce que je viens de vous dire. L'IA a des potentialités de développement, on ne va pas le nier, y compris dans le monde du travail, y compris pour soulager un certain nombre de tâches récurrentes. En face de Einstein, le fondateur de Doctissimo propose de créer un quotient de compatibilité des salariés avec l'IA pour en faire un indicateur phare de l'employabilité, dans quelle mesure est-ce que vous êtes

fusionnable avec l'intelligence artificielle. Je laisserai un de ceux qui parlent le mieux du management algorithmique, c'est le camarade de l'UGICT, Matthieu Trubert, qui nous rappelle l'étymologie du mot algorithme, algos, la douleur, arithmos, le nombre. Un algorithme peut être entendu comme une procédure permettant de calculer ce qui est pénible, sous-entendu à la main ou à la tête. Est-ce que le management algorithmique n'est pas le retrait de la pensée de quelque chose qui est pénible ? Le management.

Jérémy, animateur du colloque

Merci beaucoup, Mathieu. Pour terminer cette dernière table ronde, Secafi va intervenir, Clémentine ou Vincent, voire les deux en même temps, pour répondre à une problématique : Quelles questions et quels réflexes pour les CSE par rapport à l'introduction de l'intelligence artificielle au sein des entreprises ?

Vincent MAZUY, Cabinet SECAFI



Merci Jérémy. On ne va pas redétailler l'ensemble des dimensions de l'intelligence artificielle que l'on a beaucoup évoquées ce matin, mais on peut schématiser deux formes d'intelligence artificielle, une très présente aujourd'hui et une que l'on peut voir différemment.

Il y a tout d'abord celle qu'on va considérer sous le prisme de la réduction des coûts, de l'intensification du travail, de l'accumulation du capital, en tirant le fil de la domination, voire de l'aliénation. Effectivement, ce type de projet, on les voit apparaître, ils existent déjà dans certaines entreprises. Ce sont des réflexes que vous connaissez, vous savez

vous y opposer avec les moyens existants et ceux qui n'existent pas. Sur ce sujet, on a une posture très défensive, ça se comprend, mais il y a peut-être un enjeu à aller sur des éléments plus offensifs, dans la mesure où on pourrait imaginer qu'une autre IA soit vue comme un moyen nouveau de permettre aux travailleurs de faciliter leur activité plutôt que de remplacer leur poste, qu'elle soit un support d'émancipation. Les nouvelles technologies, de manière générale, on l'a vu dans l'histoire, la CGT et d'autres organisations syndicales, ont fait que la productivité est d'abord au capitaliste et à travers des luttes sociales et des rapports de force, il y a eu des gains sociaux, ont aussi émergé les congés payés, la réduction du temps de travail. Ce sont des éléments dont a su se saisir le monde syndical.

La première chose qu'on peut se dire, c'est une position qu'on partage autour de cette table, c'est qu'il faut s'investir dans la régulation non pas parce qu'on y croit de manière aveuglement, mais parce que ça va jouer sur le monde du travail. Il faut se saisir des outils actuels dans les entreprises pour être au courant, s'informer, prendre conscience des sujets, voire de les influencer. Il y a aussi un enjeu à imaginer quelles pourraient être les applications positives de l'intelligence artificielle pour le monde du travail, avec une notion environnementale qui est comment faire une IA sobre. Le numérique sobre est aussi un enjeu important qui nous concerne tous.

On pourrait imaginer que l'IA soit un sujet d'amélioration des sujets d'inclusion face au handicap. L'IA sera prochainement utilisée par les médias vidéo. Par exemple, un match de football, quelqu'un qui ne voit pas n'a pas la description de ce qui se passe.

Vous avez des systèmes qui vont décrire ce qui se passe. On peut imaginer, par rapport à différents types de handicap, que l'IA puisse aider leur inclusion dans le monde du travail. Il y a aussi la question de la lutte contre l'illettrisme. Beaucoup de salariés peuvent être en difficulté par manque de compétences, peut-être que l'IA peut les aider sur ces compétences. Il y a la question des risques psychosociaux. Beaucoup de salariés sont inondés par l'infobésité, des centaines de mails et de données. L'IA peut aider à trier et rappeler ce qui est important.



C'est ambivalent. Il y a un intérêt de se prémunir pour éviter l'avènement du pire, mais il y a aussi un enjeu à pousser en quoi ça pourrait aider, si tant est que ça ne menace pas les équilibres planétaires. Le sujet final, pour créer une vidéo, rédiger un article, si on passe trois fois moins de temps, la question, c'est : Qu'est-ce que devient ce temps supplémentaire ? Est-ce qu'on va faire encore plus pour une seule personne ou est-ce qu'on peut aller sur des sujets qui sont les vôtres ? La réduction du temps de travail par exemple. C'est un sujet vaste.

Il y a un enjeu à s'investir sur le sujet à tous les niveaux, régulation dans l'entreprise et se dire puisqu'elle est là, puisque la proscrire, même si certains le préconisent, paraît peu crédible aujourd'hui, en quoi potentiellement, dans l'entreprise, on peut en faire un point d'appui pour les salariés. Il y a du défensif, mais il ne faut pas laisser de côté l'offensif parce que c'est au travers de l'offensive qu'un certain nombre de droits ont été acquis au fil du XXe siècle et pourquoi pas au XXIe siècle.

Jérémy, animateur du colloque

Merci à nos trois cabinets d'experts pour leurs éclairages de ce matin. Il y avait Secafi avec Clémentine et Vincent, JDS avec Mathieu et 3E avec Didier. Place aux questions sur

cette thématique : Quelles conséquences du développement de l'intelligence artificielle sur l'emploi et les métiers ? On m'a fait le reproche tout à l'heure de ne pas trop interroger ceux qui sont dans le fond. J'en profite. Pour l'instant, personne dans le fond ne demande la parole. Monsieur, vous pouvez y aller jour.

Fabien, délégué syndical Info'Com

Fabien, délégué syndical Info'Com. Je suis également délégué syndical dans mon entreprise. C'est une entreprise de communication. On fait de la publicité et des dispositifs digitaux.

Pour nous, c'est déjà une réalité. Depuis le mois de mars, l'entreprise a pris un abonnement à Midjourney. Midjourney, c'est l'équivalent de ChatGPT mais pour la création d'images. Se sont posées toutes les questions sur l'utilisation des images, le droit des photographes ou des illustrateurs. Tant qu'on n'est pas en production, tant que ce n'est pas diffusé sur les médias, on utilise cet outil quotidiennement. C'est un petit témoignage. On nous demande de devenir illustrateur, photographe en plus d'être créatif.

Notre métier, c'est de trouver des concepts, de trouver des idées de films, d'affiches. On est en train de tuer les métiers connexes.

On internalise de plus en plus là où on faisait appel à des illustrateurs, des photographes. On fait ce métier à leur place. Cela n'a pas tué notre métier, mais on devient de plus en plus des experts en prompt.

Le prompt, c'est comment dialoguer avec l'intelligence artificielle. C'était plus un témoignage qu'une question. Effectivement, l'impact sur les métiers n'est parfois pas direct, pas frontal. La DRH nous a dit clairement qu'il n'y aurait pas de suppressions de postes. Pour autant, les entreprises avec lesquelles on travaille sont impactées de plein fouet.

Jérémy, animateur du colloque

Merci pour ce témoignage. J'ai une bonne et une mauvaise nouvelle. La bonne nouvelle, c'est qu'on va pouvoir aller manger, c'est toujours agréable. La mauvaise, c'est qu'on a le temps que pour deux autres questions. Pour éviter de brusquer trop de monde, il y avait une dame qui était là. Je suis désolé, Monsieur, honneur aux dames parce qu'il y a eu beaucoup de voix masculines. On va prendre une dame ici et la dame qui lève la main depuis tout à l'heure de manière très énergique. J'ai peur qu'elle me saute dessus si je ne lui donne pas la parole.

Une intervenante, Fédération CGT des Sociétés d'études

L'intelligence artificielle doit être utilisée comme un support, mais le problème, c'est que je vois énormément de risques. Tout à l'heure, tu parlais de Amazon, qu'il y avait une sorte de pacemaker pour contrôler les pas. Je me pose la question : Où est le secret médical dans ce système-là ?

Quel rôle nous avons en tant qu'élus, de quels outils nous disposons, en tant que membres du CSE, membres du CSSCT, pour parer à des dérives par rapport à l'intelligence artificielle ?

Jérémy, animateur du colloque

C'est une question que je vais résumer rapidement. Les données personnelles, notamment le secret médical, sont de plus

en plus bafouées par les intelligences artificielles, mais aussi toutes les technologies. En entreprise, comment on peut essayer de lutter contre ce phénomène ? Qui veut répondre à cette question ?

Vincent MAZUY, Cabinet SECAFI



C'est compliqué parce que je ne suis pas juriste pour le coup. Je vais répondre de la façon suivante. Je prends l'exemple que je citais tout à l'heure. Estrosi s'est fait rembarrier par la CNIL quand il a voulu utiliser la reconnaissance faciale automatique dans les caméras de vidéosurveillance.

Est-ce que ce type d'éléments peut permettre de répondre en entreprise ? Je suis pour explorer ce type de pistes. Ce que fait Amazon, c'est capter, contre leur gré, des données individuelles, des données précises sur les salariés. Pour autant, il faut voir d'où on part.

Depuis la crise du Covid, ne serait-ce que pour les organisations syndicales dans les entreprises, avoir accès aux salariés à distance, avoir accès aux mails pour continuer à communiquer avec eux, avoir accès aux salariés, ce n'est pas de droit.

Vous avez la libre circulation dans l'entreprise, mais pas d'obtenir les adresses mail des salariés sans leur consentement, puisque c'est la propriété de l'entreprise. C'est de là où on part. Ma conviction profonde sur ces sujets, on nous renvoie souvent à des arguments techniques, à une forme de neutralité technologique. L'intelligence artificielle, c'est une boîte noire qu'il faut débunker. C'est un sujet technique, mais il ne faut pas que ça reste un sujet de technicien. Vous avez raison de faire ce type de choses et il faut impérativement le faire redescendre au niveau des entreprises.

C'est une boîte noire qu'il faut complètement ouvrir et qu'il ne doit pas rester un truc de spécialiste, pas plus que quand vous avez accès au compte de l'entreprise, il faut être analyste financier pour voir où va l'argent. C'est exactement le même type de questions auxquelles vous allez être confrontés demain.

Les copains à la table l'ont, les informations-consultations existent. Le problème, c'est que l'IA avance masquée au travers de la digitalisation du travail. C'est ce levier qu'il faut réussir à actionner, être au courant quand une IA se développe sur un nouveau progiciel ou des choses comme ça.

Jérémy, animateur du colloque

Merci beaucoup pour cette réponse. La dernière question de la matinée, ce sera pour une dame.

Valérie, Fédération, CGT des sociétés d'études



Je voudrais intervenir par rapport aux risques d'organisation du travail pour les salariés qui ne voient plus la notion du travail prescrit et réel puisqu'avec l'IA, il y aura plus de prescrits que de travail réel.

On sait que pour avoir du sens dans son travail, il faut une partie de réel et une partie de prescrit. Sauf qu'avec l'IA, j'ai peur que le prescrit domine et le salarié, quel sens il va donner ? Je prends l'exemple d'un service client où il y a une réclamation. La machine va répondre à tel type de réclamation, mais la machine ne peut pas répondre à toutes les réclamations et c'est là qu'intervient la connaissance du salarié sur son travail réel.

Lui, il a déjà eu ce cas, il peut échanger avec le collectif de travail, demander à ses collègues : « J'ai eu tel cas de figure. Comment tu as répondu ? ». Avec la machine, il n'y a plus ces interactions. J'ai peur que le sens donné au travail se perde. C'était mon intervention. Merci.

Jérémy, animateur du colloque

Depuis tout à l'heure, Didier, sur son fauteuil marmonne, je pense qu'il veut répondre.

Céline VICAINE, Secrétaire Générale CGT Sociétés d'Études



Excuse-moi Didier, mais cet après-midi, ce sujet de l'emploi sera abordé.

Je peux comprendre, peut-être que les experts ne seront pas là, donc je laisse pour un dernier mot. Il faut que l'on aille déjeuner pour éviter d'enchaîner avec un retard supplémentaire cet après-midi.

« Quel rôle nous avons en tant qu'élus, de quels outils nous disposons, en tant que membres du CSE, membres du CSSCT, pour parer à des dérives par rapport à l'intelligence artificielle ? »



Jérémy, animateur du colloque

Didier, une réponse en une minute.

Didier GUYOT, Cabinet d'expertise
3E Consultants



Je reviens sur la question, c'est purement technique, au niveau de ta remarque sur le CHSCT et ainsi de suite, qu'est-ce que je peux faire.

Au niveau des HSCT et CHSCT, on a pris un grand coup de massue. Je ne reviens pas sur ce sujet. Il faut penser que dans l'information-consultation sur la politique sociale de l'entreprise, l'enjeu santé au travail peut être abordé.

Tu n'as pas à demander une info spécifique. L'entreprise va te dire : « Pourquoi ? Non, je n'ai pas à le faire ». Tu peux demander une réunion exceptionnelle, l'entreprise est obligée de la provoquer modulo le calendrier.

Par contre, dans le cadre de l'information-consultation sur la politique sociale de l'entreprise, il y a une partie qui te permet d'aborder les enjeux HSCT. Comme l'entreprise doit t'informer et te consulter, elle te doit de l'information.

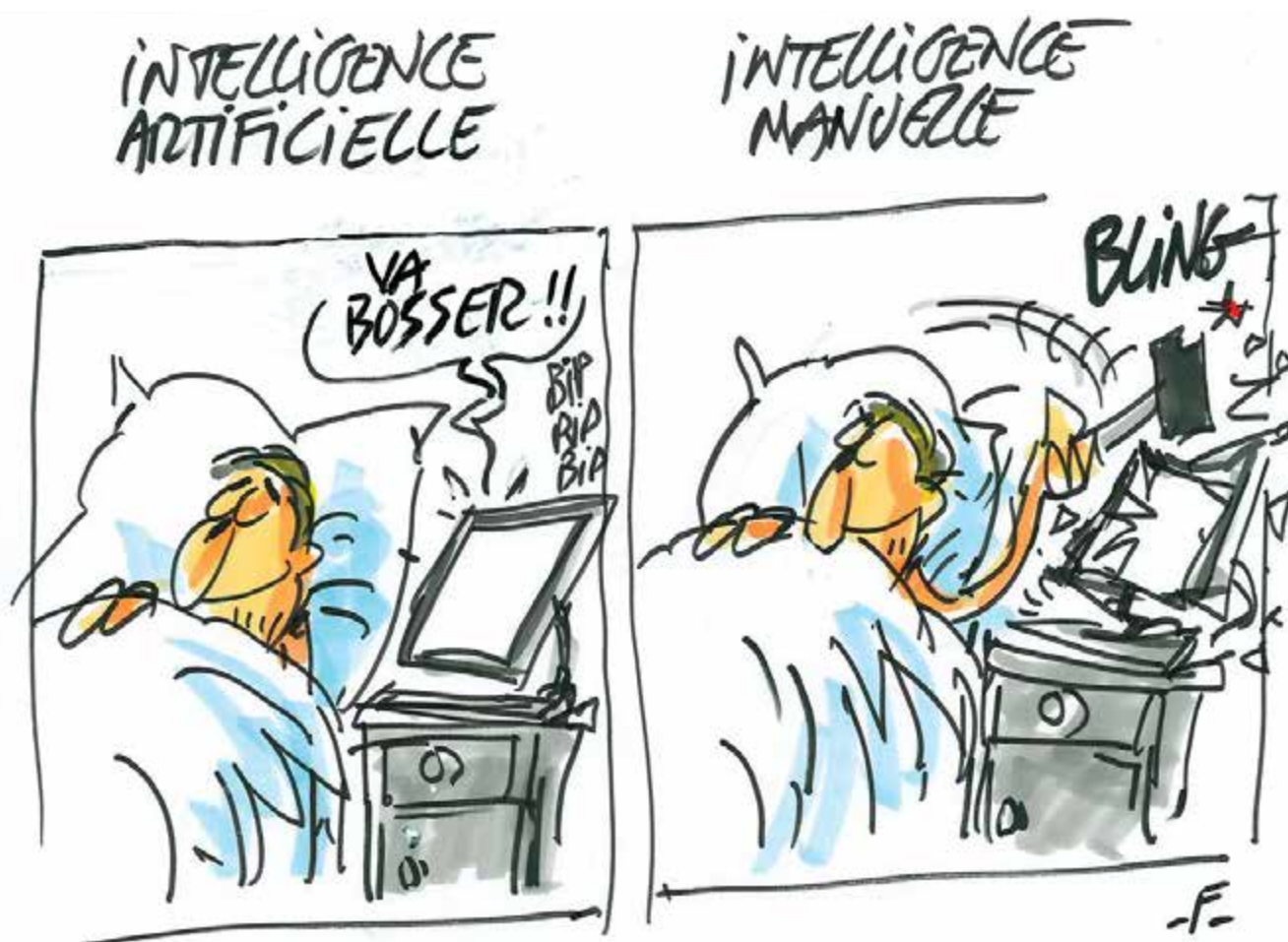


COLLOQUE CGT INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : ENTRE MENACES ET PERSPECTIVES



COLLOQUE CGT INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : ENTRE MENACES ET PERSPECTIVES

Table ronde avec les fédérations Banques & Assurances, Mines et Énergies et Bureaux d'études



Jérémy, animateur du colloque

Il est 14 heures 26. Nous allons reprendre nos discussions. Je vous presse un tout petit peu parce qu'à 16 heures 30, Sophie Binet va venir parler devant vous. Il nous reste deux heures avant de l'accueillir.

Le programme est encore assez dense. Je vais laisser les différents intervenants se présenter. On va commencer par Stéphane.

Stéphane GRAVIER, Fédération CGT
Mines et Énergies



Bonjour, Stéphane Gravier, en charge de la communication fédérale de la Fédération nationale Mines Énergies CGT.

Valérie LEFEBVRE HAUSSMANN,
Fédération CGT des banques
et assurances



Valérie Lefebvre Haussmann, secrétaire générale de la Fédération bancassurance.

Céline VICAINÉ, Secrétaire Générale
CGT Sociétés d'Études



Céline Vicainé, secrétaire générale de la Fédération des sociétés d'études.

Marianne RAVAUD, Info'Com CGT -
FILPAC CGT



Bonjour, Marianne Ravaud, Info'Com CGT également pour la FILPAC.

Sylvain DELAÎTRE, Fédération CGT
de la Métallurgie



Bonjour, Sylvain Delaître, pour la métallurgie.

I. Impact de l'IA sur les différents secteurs de l'économie

Jérémy, animateur du colloque

On va commencer ces prises de parole. Marianne, tu peux nous expliquer et donner quelques exemples d'utilisation de l'intelligence artificielle dans les corps de métiers représentés par la FILPAC et Info'Com. Je te laisse la parole. Merci.

Marianne RAVAUD, Info'Com CGT – FILPAC CGT



Bonjour à tous et toutes. Je vais faire quelques redites par rapport à ce qui a été dit ce matin, mais ça ne viendra que confirmer un constat que vous avez vous-même fait. Ceux qui ne connaissent pas la FILPAC, c'est la Fédération des industries du livre, du papier et de la communication et Info'Com CGT, c'est un syndicat dans la communication, la presse, les industries graphiques, qui rassemble des journalistes, cadres, employés, agents de maîtrise, techniciens, ouvriers.

Quand je disais qu'il y a que j'allais faire quelques confirmations de constats qui ont déjà été faits, je ne vais pas parler de tous les secteurs, mais j'y reviendrai parce que cela fait partie des nécessités à construire au niveau des fédérations, pour les secteurs auxquels je me suis intéressée et sur lesquels on travaille, on fait partie des métiers, des emplois, des secteurs qui, contrairement à la camarade des bureaux d'études, vont être impactés très rapidement. Pour certains dans la communication, d'ici trois à cinq ans.

Comme l'a dit le camarade ce matin, on remarque que les patrons sont assez peu bavards sur l'IA et je confirme aussi le constat fait ce matin sur le fait que l'IA est infusée et qu'elle vient d'en bas. Dans la publicité, certains patrons de presse, dans le magazine Stratégies, un magazine spécialisé dans la communication, déclarent que pour l'instant, l'IA est expérimentée de manière ludique. On a l'impression qu'à un moment donné, ils vont siffler la fin de la récréation et à ce moment-là, il y aura un certain nombre d'impacts sur les emplois. Comme sur d'autres sujets d'ailleurs, les organisations syndicales sont plutôt tenues à l'écart. Le travail nécessaire pour nous aujourd'hui, c'est d'avoir une sorte d'observatoire, d'échanger entre nous ce qui est en train de se passer dans les entreprises, ce qui n'est pas rendu facile, comme l'a dit l'intervenant ce matin, par le fait qu'avec le travail hybride, c'est encore plus difficile d'être sur le terrain et d'aller voir les collègues. Ce travail est nécessaire au niveau du syndicat et de la fédération, de faire remonter les informations et savoir ce qui se passe.

L'édition est un gros secteur où il y a un énorme potentiel. Un livre blanc édité par un centre de recherche canadien en 2020 faisait déjà un certain nombre de recommandations. Le patronat en matière d'édition a aussi un certain nombre d'attentes. Comme on est dans le secteur de la culture, on a parlé de l'argent public donné dans la recherche et développement, en matière de culture et de livres, il y a beaucoup d'attentes pour une aide publique, parce que ça demande d'énormes moyens, pour aider en matière de données, pour centraliser les données au niveau de la chaîne du livre. Cela concerne aussi bien la diffusion que la création.

On a aussi parlé de sens au travail. Comme on l'a dit, on est dans un système capitaliste. La question du sens au travail et de la déshumanisation se pose aussi. Le fait d'avoir de nouveaux outils, d'avoir des assistants ne garantit pas aux journalistes de donner plus de sens à leur travail. On ne maîtrise ni l'organisation, ni la charge de travail. Le chantier qui s'ouvre, certes que la CGT s'intéresse au sujet, mais qu'elle arrive à sensibiliser les salariés et comme sur d'autres sujets qui nous intéressent, être capable de faire nos choix, agir et avoir notre mot à dire. Ça ne nous change pas de ce qui se passe déjà

dans la production. Nous produisons, nous travaillons, donc nous devons choisir. C'est ce que nous voulons défendre. Pour ce qui nous concerne, à très court terme, s'il y a des impacts sur l'emploi, ce sera de renforcer la formation. Les salariés seront très vite mis en concurrence entre ceux qui seront formés aux outils de l'IA et ceux qui ne le seront pas. Il y a cette question de la formation. Il y a cette question d'imposer. On l'a vu en CSE, c'est très compliqué. Quand en face de vous, un employeur ne veut pas vous donner d'informations, on le connaît déjà et on le vit déjà. Le chantier qui nous attend, c'est de construire une force, d'amener les salariés avec nous pour avoir notre mot à dire, aussi bien en tant que salariés que citoyens.

Jérémy, animateur du colloque

Le bon timing, les interventions durent entre cinq et six minutes. On ne fera pas tout de suite les questions de la salle. Tout le monde va d'abord présenter. Il y aura tous les éléments de compréhension pour bien lancer les débats. C'est à toi.

Stéphane GRAVIER, Fédération CGT Mines et Énergies



En préambule, j'affirmerai une évidence sur laquelle on sera tous d'accord. Il n'y a pas d'intelligence artificielle sans électricité. Sur le sujet de la Fédération nationale Mines Énergies n'a pas de position arrêtée sur la question. L'intelligence artificielle, c'est certain, aura un impact sur le secteur de l'énergie, à savoir l'électricité, le gaz et la gestion des réseaux. L'exemple le plus marquant, c'est votre compteur Linky.

En charge de la communication fédérale, je ne peux pas vous expliquer pourquoi et comment l'intelligence artificielle modifie la production, les relations au travail dans la branche des industries électriques et gazières. Dire que l'intelligence artificielle a réduit de dix secondes l'intervalle entre deux appels pour une collègue sur un plateau clientèle de la direction commerce à EDF, c'est un fait. Conséquence, l'utilisation d'algorithmes et d'intelligence artificielle est ou sera impactant sur la structure et la manière de travailler aujourd'hui et demain.

Nous ne partons pas de rien à la FNME. En 2016, une étude de l'Union des services publics européens (EPSU) et la FNME intitulée « Notre avenir numérique » avait pour objectif de façonner les processus de numérisation sur les lieux de travail dans l'intérêt des travailleurs, influencer la numérisation des services publics, trouver, construire et utiliser ces outils qui peuvent nous aider, poser la question dans le débat public.

Sept ans plus tard, en mai 2023, une autre étude européenne réalisée par l'Observatoire social européen (OSE) et le bureau d'études Secafi intitulé « L'impact de la numérisation sur la qualité de l'emploi et le dialogue social dans les services publics en France » faisaient le constat que ces outils accélèrent les rythmes de travail dans certaines professions. 53 % des interrogés considérant que la numérisation a accru le contrôle des salariés.

Par exemple, l'accord Totem chez Enedis ou l'accord Tama chez EDF conditionne et contrôle la prise de poste des techniciens sur les sites de travail. Aujourd'hui, ils sont tous dotés d'un téléphone et d'une tablette. L'outil informatique va leur indiquer à quel endroit ils doivent intervenir et combien de temps ils ont pour intervenir. Autre exemple dans la branche, j'ai noté que 70 000 dossiers de salariés avaient été numérisés, l'objectif DRH étant de standardiser les contrats de travail au sein.

Au sein de la FNPE, pas d'opposition officielle, mais l'adjectif qui revient le plus souvent lorsque l'on parle de l'intelligence artificielle, c'est bluffant. Pour cette intervention, nous avons interrogé l'intelligence artificielle qui nous a proposé un plan en trois parties et une conclusion.

L'IA FAIT FROID DANS LE DOS



Cette partie que je vais développer est construite avec une IA et plusieurs intelligences humaines. Je vous passe le côté positif, puisqu'on est bien d'accord qu'on ne va pas se laisser promener, mais sur les aspects négatifs notés par l'intelligence artificielle : L'IA aura un impact dans la branche des IEG, sur l'emploi, la formation face à l'automatisation des tâches générées par l'IA. La question qui est posée pour la FNME, c'est : Comment les syndicats vont accompagner les salariés sur cette évolution du salariat ? Deuxième point souligné, question sur l'éthique et la responsabilité que l'on a évoquée ce matin : Quelle prise de décision automatisée et quelle responsabilité pour le manager, pour le salarié, en cas d'erreur, voire en cas de drame ? En ce qui concerne la branche des IEG, les collègues qui travaillent sur le réseau, cela a également un impact sur la vie privée et sur les données personnelles.

Autre impact sur les conditions de travail, la déshumanisation du travail, on en a parlé ce matin. Autre point, stratégie et vision à long terme, Quel impact sur le secteur des IEG à l'heure de l'IA et la question qui se pose, à savoir la question de la souveraineté énergétique du

pays, qui est une véritable question politique. Enfin, sur la question de la coopération et du dialogue social avec la dématérialisation et l'accès au service public de l'énergie.

Pour reprendre cette réflexion, puisque nous en sommes à ce stade, la FNME, à travers son excellent journal, Énergie syndicale pose, a décidé de poser le débat il y a plusieurs mois. Depuis le mois de juillet dernier, nous avons volontairement posé la question : « Faut-il taxer l'IA d'un point de vue pécunier ? ». Deuxième question, à travers un deuxième article d'une page : « L'IA est-elle intelligente ? ». Le dernier papier était « Les petites mains de l'IA ». Le prochain sera « Les besoins énergétiques pour générer une IA ».

Pour conclure, la FNME s'interroge sur les suites à donner à cette initiative confédérale, notamment par la mise en place de formations syndicales pour que le numérique puisse devenir un outil émancipateur.

Et je voulais vous faire la lecture d'un discours avec un message interne à la CGT en 500 mots généré par l'IA. Je sais que c'est un document qui a été fait par un collègue puisqu'il y a une faute d'orthographe dans l'intitulé.

La conclusion est : « En conclusion camarade, l'IA est un défi de taille, mais c'est ensemble, unis et solidaires que nous relèverons ce défi. La CGT est engagée à vos côtés pour que l'intégration de l'IA se fasse dans le respect de nos droits et en faveur du progrès social. Restons mobilisés, restons forts, faisons entendre notre voix ».

Jérémy, animateur du colloque

Merci beaucoup. On va donner la parole aux banques et assurances. En quoi l'IA intervient dans ce domaine d'activité ?

Valérie LEFEBVRE HAUSSMANN,
Fédération CGT des banques
et assurances



Je vais m'arrêter sur deux exemples. Le Crédit Mutuel a été le premier à mettre en place l'outil Watson d'IBM dans les agences pour répondre aux mails des clients. Cela a posé plusieurs questions et cela pose toujours plusieurs questions puisque Watson a été mis en place, de mémoire, en 2017 ou 2018.

Aujourd'hui encore, des collègues rectifient les mails de Watson parce qu'il y a de la déshumanisation. Les collègues ont des difficultés à accepter des messages bateau pour tout le monde. Notre métier de conseiller bancaire est la relation avec le client et de connaître l'avis des clients pour les aider à appréhender l'avenir de façon plus sereine.

Le deuxième exemple, c'est Orange Bank, Orange a racheté Groupama banque pour développer une banque en ligne en partant du principe que le réseau d'agences de téléphonie allait vendre les produits bancaires.

Sauf que chez Orange, il n'y a pas de banquiers, il n'y a pas d'employés de banque, il y a des commerciaux. Le métier d'employé de banque est un vrai métier avec des formations spécifiques.

Les collègues, dans un premier temps, n'ont pas eu de formation. On leur a dit il va falloir vendre des comptes dépôts, Orange Bank travaillera derrière et ils ont mis en place un conseiller virtuel, un robot qui prenait le relais derrière. Plus du tout d'humanisation de la relation clientèle et pas de conseil au client. Ça a posé des problèmes dans le réseau d'agences parce que les collègues vivaient mal le fait de vendre un truc qu'ils ne connaissaient pas, et pour les clients parce que pas de relation client. Même si c'est une banque en ligne, on voit le résultat aujourd'hui, Orange revend Orange Bank.

On espère que la casse ne sera pas trop importante. Normalement, ça devrait être une autre banque qui rachète, mais tant que ce n'est pas fait, je ne donne pas le nom. Manque de formation, ça a été dit par tout le monde ce matin et cet après-midi. C'est un vrai problème dans nos secteurs d'activité.

L'autre pendant, ce n'est pas tant l'intelligence artificielle, mais les algorithmes. Nous sommes régis par les algorithmes depuis des années. Les conseillers financiers se retrouvent en face de l'ordinateur et c'est l'ordinateur qui va servir d'entonnoir pour proposer un produit à un client en fonction des données qu'on rentre. Il n'y a pas la relation, il n'y a pas le feeling.

« L'IA est-elle intelligente ? ».
Le dernier papier était
« Les petites mains de l'IA ».
Le prochain sera
« Les besoins énergétiques
pour générer une IA »

Ce qui nous pose problème et ce qui nous interroge, c'est que les algorithmes sont programmés de façon à répondre aux besoins de la banque, mais pas aux besoins du client. C'est un risque déjà avéré, on ne va pas se le cacher. Des anciens collègues arrivent à contourner les systèmes parce qu'ils bidouillent, mais les nouveaux collègues, on leur montre comment fonctionne le système et ils appliquent les procédures qu'on met en place. C'est un vrai problème parce qu'il n'y a plus le côté management pour aider les équipes, il n'y a plus ce côté humain. C'est un réel souci. On le sait tous, les banques et les assurances ne sont pas des entreprises philanthropiques, ça se saurait. Leur souci premier, c'est faire de l'argent à tout prix. C'est en agence.

L'intelligence artificielle des algorithmes touche les collègues aussi dans les back-offices parce que petit à petit, on remplace les collègues qui avaient de l'expertise et qui aidaient les collègues en agence. Quand on avait un souci, on appelait le service concerné et on avait des collègues. Maintenant, ils donnent des petits prénoms sympas, Chloé dans une banque, François dans une autre, et on a un assistant virtuel sur notre poste de travail pour nous expliquer notre boulot. Ça dévalorise le métier.

Il y a tout un pan des métiers dans nos entreprises qui disparaissent. Notre souci, comme dans la grande distribution, c'est que nous faisons tous nos opérations bancaires à partir de notre téléphone ou de notre ordinateur. Toutes ces opérations étaient faites par des collègues.

Ça permettait de rentrer dans les entreprises bancaires avec moins de diplômes qu'aujourd'hui. Ce que nous présentent nos patrons, c'est « on met en place des algorithmes de l'intelligence artificielle pour enlever les tâches de moindre valeur ajoutée », sauf que c'est vous qui les faites. On revient à ce qui a été dit ce matin, du travail gratuit. Pour reprendre Stéphane, il faut poser la question : Est-ce qu'on taxe ou pas ?

Le rapport de force, pour le moment, nous ne l'avons pas pour obtenir des augmentations de salaire significatives, pour pallier le manque de cotisations qui ne sont plus payées via l'emploi. Il y a un problème de reconnaissance des compétences.

L'intelligence artificielle, en enlevant des tâches de moindre valeur ajoutée, a permis aux patrons d'augmenter les objectifs commerciaux, d'augmenter les objectifs des collègues dans les sièges, ce qui fait une augmentation de la charge de travail et une détérioration des conditions de travail, d'où l'intérêt d'aller sur la revendication de réduction du temps de travail pour travailler plus nombreux. Merci.

Jérémy, animateur du colloque

On voit, grâce à ton témoignage, toutes les incidences graves de l'introduction de l'intelligence artificielle dans ton corps de métier, les banques et les assurances.

Sylvain, chez les métallos, est-ce que le constat est semblable à ce que déjà on a pu entendre depuis ce matin ?

Sylvain DELAÎTRE, Fédération CGT de la Métallurgie



Cinq minutes pour répondre, c'est quasiment impossible, mais j'espère qu'on y reviendra dans le débat. Au niveau de la métallurgie, j'aurais tendance à dire que par rapport à ce qu'on a connu dans les années 80 et 90, surtout avec la fameuse révolution informatique, il y a pas mal de similitudes. C'étaient déjà des algorithmes, mais ils étaient limités sur la sphère bureautique et la sphère des supports. L'introduction de ces nouveaux outils informatiques dans les années 80 à 90 a fait qu'un tas de métiers ont disparu, notamment dans les services. J'étais en laboratoire de recherche, la secrétaire a disparu. Et surtout les ingénieurs, comme cela a été dit pour la banque, c'est l'ingénieur qui s'est occupé de traduire son texte dans un mauvais

anglais parce que ce n'était pas son boulot, de prendre ses billets pour les colloques, retenir le nom de son hôtel. En soi, le problème n'est pas nouveau de ce côté.

À nouveau, on est face à l'éruption de nouvelles technologies que j'appelle, en tant que chercheur, informatique avancée parce que le terme d'intelligence est très problématique, y compris pour ChatGPT. Il y a une grosse poussée d'automatisation et de remplacement de l'humain par ces algorithmes. Ce n'est pas nouveau. Réfléchissons et surtout, cette fois-ci, ne laissons pas faire la révolution informationnelle à notre place. Pour rassurer, il y a un certain nombre de groupes de réflexion. Je participe à deux groupes au niveau métallurgie industrielle dans le cadre européen où la CGT fait de la résistance parce qu'il y a une espèce de consensus mou pour être fataliste, ce sont de nouveaux outils.

Nous avons des expériences, y compris avec des copains de Microsoft – ce n'est pas n'importe quelle boîte – qui démontrent qu'on a réussi, chez Microsoft, à bloquer l'éruption de nouvelles technologies tant que l'expertise n'a pas rendu ses conclusions, donc moratoire et ils attendent. Le patron est refroidi puisqu'il va falloir expliquer et pas simplement l'alibi de l'intelligence artificielle nouvelle technologie pour dire on supprime des emplois.

La question, c'est pourquoi faire ? Le gros danger de l'intelligence artificielle, c'est qu'on ne sait pas ce que c'est. Deuxièmement, la plupart du temps, on vous dit « Ce sont des réseaux de neurones, il n'y a pas d'algorithme, on ne peut rien expliquer ». Si on peut expliquer, on doit expliquer comment sont faites les bases d'apprentissage. Elles doivent être testables. On doit pouvoir tester un outil d'intelligence artificielle pour prouver qu'il n'y a pas de biais, pas de discrimination ou de fonctions cachées qui arrivent derrière. Il faut que tout cela soit négocié.

Ce que l'on défend au niveau européen, il y a un autre groupe chez Eurocadres, c'est la négociation et la négociation qui bloque. Rendez-vous compte, les syndicats autrichiens ont un droit de veto dans un certain nombre d'industries. En Autriche, ils ont bloqué l'arrivée des outils d'IA en disant : « On veut savoir combien d'emplois sont supprimés ». C'est la démarche.

Pour finir, il y a aussi les questions industrielles. Le copain de l'énergie le pointait tout à l'heure. ChatGPT, c'est la grande vedette. Il en est déjà à quatre modules. Il est parti d'une centaine de milliers de paramètres. La dernière version avait 200 milliards de paramètres et la nouvelle version a 3 000 milliards de paramètres. À chaque fois, vous rajoutez la dépense en énergie qui est au moins proportionnelle. Au niveau industriel, il y a d'autres solutions parce qu'on va dans le mur. Il faut développer de nouvelles filières, notamment de composants, des réflexions avec les chercheurs. Il y a des gens du CNRS qui travaillent aussi là-dessus pour faire des circuits de neurones et non pas du silicium qui chauffe avec des vieux algorithmes d'il y a quarante ans, avec un gain de dissipation d'énergie d'un facteur 1 000 ou 10 000. Il y a des vrais sujets et là-dessus, Facebook, Microsoft, les Américains n'y sont pas.

Nous avons des chercheurs en France. On pourrait développer ces questions-là, mais à la fin, la première question, c'est : Qu'est-ce qu'on veut faire de l'outil IA dans l'entreprise ? L'IA doit être explicable, testable, négociable et surtout, elle ne doit pas prendre de décision à la place de l'homme. C'est l'homme à la fin qui décide si l'IA a raison ou pas.

Jérémy, animateur du colloque

Bravo. Bravo d'avoir tenu les délais. Ce n'était pas simple, tu as beaucoup travaillé. Bravo d'y être parvenu. Vous avez pu entendre les différents intervenants. Il nous reste les cabinets d'études.

« L'Qu'est-ce qu'on veut faire de l'outil IA dans l'entreprise ? L'IA doit être explicable, testable, négociable et surtout, elle ne doit pas prendre de décision à la place de l'homme. C'est l'homme à la fin qui décide si l'IA a raison ou pas. »

L'IA S'ATTAQUE À TOUS...

COL BLANC | COL BLEU



COLVERT



Céline VICAINÉ, Secrétaire Générale
CGT Sociétés d'Études



Les sociétés d'études. On a été interpellé de-ci, de-là. La Fédération des sociétés d'études porte le secteur du numérique, donc même si nous aurons aussi des transformations d'emplois, ce n'est pas là-dessus qu'on est plus inquiets, puisqu'on sait bien que dans le numérique, un certain nombre d'emplois vont se développer.

Pour vous donner un ordre d'idée, en 2018, l'OCDE avait chiffré à 12 % de l'ensemble du capital investi dans le secteur des start-up

spécialisées pour l'intelligence artificielle. On parle de 2018. Aujourd'hui, on est en 2023, ChatGPT cartonne, on a entendu parler de tous les investissements qu'il pouvait y avoir qui se chiffrent en milliards d'euros. Ce n'est pas le secteur où on est le plus inquiet par rapport au volume d'emplois parce qu'au-delà du volume d'emplois, il y a un certain nombre de sujets qui se cachent derrière.

D'ailleurs, une grande partie des sujets qu'on a abordés depuis ce matin traite du numérique. L'avènement de Airbnb et de Amazon, qui ont été des prédateurs pour les secteurs d'activité, c'est le numérique, ce n'est pas l'intelligence artificielle. Cela existait avant. C'est important de le comprendre parce qu'on confond souvent. Il y a des grandes tendances qui arrivent.

L'intelligence artificielle est un outil qui va faire prendre de l'ampleur à un certain nombre de sujets. À travers les différents exemples énoncés, une grosse partie des sujets concerne certes l'emploi de manière assez immédiate sur un certain nombre de points, je ne dis pas le contraire, mais il y a une vraie problématique : où est investi l'argent,

COLLOQUE CGT INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : ENTRE MENACES ET PERSPECTIVES

pour quel type de modèle. La question qui relève du sens de la technologie et du contrôle, on aura le temps d'y revenir pendant les débats, ça a déjà été abordé, mais ce qu'on ne met pas suffisamment en avant, ce sont toutes les problématiques qui sont liées à l'organisation de travail. Avant l'intelligence artificielle, on parlait de Uber et de Deliveroo. On tue certains marchés physiques, on met en place ce genre de système en expliquant que ce sera la liberté. On fout en l'air le statut du salariat, les gens ne cotisent plus à rien. Cela fout en l'air les cotisations sociales. Ce n'est pas pour ça que ça atterrit dans les poches des salariés qui ne sont plus salariés.



Tout ça, c'était déjà le numérique. L'intelligence artificielle est de nature à accroître ce phénomène, d'intervenir dans les différents secteurs, de dire comment organiser le travail, comment le combiner, d'imposer des évolutions en temps réel. C'est un vrai sujet pour nous. La question relève de ce point-là.

Je vais y revenir tout de suite après parce qu'il y a un autre point que d'autres ont dit. On se retrouve avec des évolutions. On aura de super experts, de super cadres, avec de super compétences, mais à l'autre bout du spectre des emplois de tâcherons, comme Noël l'a dit tout à l'heure, qu'on appelle les ouvriers du clic. Une intelligence artificielle, c'est du big data, c'est-à-dire d'énormes bases de données et des algorithmes qui viennent combiner cette information pour produire un résultat. Cela n'invente rien. C'est un résultat moyen. Tout ce qui est fait se fait par rapport aux données qui existent déjà, mais cela permet de combiner un certain nombre de choses. Derrière ces algorithmes, ce sont des notions de performance, de contrôle et de surveillance qui sont mises en avant.

Cette petite introduction qui fait la synthèse avec ce qui a été dit ce matin, c'est pour dire que les questions qu'on se pose, c'est OK, l'intelligence artificielle, ce sont des évolutions, mais pour quels emplois, pour quels statuts associés à ces emplois, quelles organisations de travail, quelles conditions de travail, quelles conditions de travail, pour peu que l'on arrive à garder le statut du salariat. Bref, quelles sont les formes de captation de la valeur qui se cache derrière ce que va produire cet avènement au niveau du capitalisme ?

Cela me permet d'aborder une autre question. Je ne suis pas intervenue ce matin parce qu'on était très short. Je suis aussi experte CSE. J'entendais un certain nombre de questions, j'ai deux choses à dire. La régulation est devenue un thème très à la mode quand Elon Musk a décidé de brider OpenAI dans son développement parce qu'il avait pris du retard. La régulation, on en a beaucoup entendu parler à cette occasion, beaucoup moins maintenant. Concernant les CSE, cela fait un certain nombre d'années que je fais ce métier, je n'ai pas vu les droits progresser de manière favorable depuis un certain temps. Je vois des droits qui reculent. Effectivement, les sujets abordés sont de plus en plus larges. On a le droit à l'information, cela nous fait plaisir, mais jusqu'à preuve du contraire, une consultation n'a jamais empêché aucune entreprise de mettre en place son projet. Je dirais même que dans un certain nombre de cas, c'est mis en place. Sur l'intelligence artificielle, c'est l'introduction de nouvelles technologies. Vous pouvez faire votre expertise. Tout le monde s'en fout, ça n'empêche pas les choses d'avancer.

Par contre, en tant qu'organisation syndicale, il va falloir qu'on comprenne quels sont les mécanismes derrière ces formes de captation de la valeur. C'est une question de statut, une question de polarisation de l'emploi. Je reviens souvent à cet exemple des années 50, quand il y a eu l'électrification. À cette époque, un certain nombre de métiers ont disparu, d'autres créés. On disait souvent qu'il y a eu la mort d'un certain nombre de métiers. La vraie problématique, c'était de les accompagner dans la transition.

Là, il y a un phénomène majeur, on se retrouve avec des problématiques proches des débats que l'on pouvait avoir sur la taylorisation

à l'époque, comment l'IA, en dehors de toute intervention humaine, à travers la manière dont on l'aura calibré au départ, va vous expliquer comment vous insérez dans un rouage, travailler. Ça donne une dimension supplémentaire à la réflexion qu'il va falloir qu'on porte. On se retrouve face à des sujets qui touchent le modèle économique, la manière dont est inséré le travail dedans et le statut qu'on y associe.

Cela va bien au-delà des problèmes d'emploi de certains secteurs. J'ai envie de dire aux gens qui perdent leur boulot, venez chez nous, vous en aurez, mais cela ne veut pas dire qu'il sera super sympa et de qualité reconnue. Je ne refais pas l'ensemble des sujets qui ont été traités.

Il y a un autre sujet important. C'est la vie. Le numérique s'est inséré dans nos vies. Nous avons nous-mêmes développé les applications, nous fonctionnons avec. Cela nous guide sur les images que nous pouvons avoir, même des images positives. Les directions en jouent. Quand elles vous collent des trucs à la con genre QVT, c'est pour éviter de parler du modèle de production, mais en réalité, on a nous-mêmes mis nos données personnelles sur les réseaux avec lesquelles on travaille, pour nous vendre derrière des choses comme étant des besoins que les programmes ont créé pour nous. C'est une réflexion qui rejoint. Je ne peux pas dire je ne suis pas d'accord avec les autres, chacun apporte des bribes.

Nous sommes le secteur où à la fois on va être dedans et à la fois on va nous demander de le mettre en place. C'est un sujet extrêmement sur lequel il est difficile de se dire on va créer des formations pour répondre sur comment on traite l'IA. Il nous faut déjà comprendre les mécanismes sous-jacents derrière, il me semble.

La question de la surveillance et de la démocratie, on a abordé la question ce matin, en fait partie. Aujourd'hui, les outils de surveillance, on est dans un système où on se dit que si tu n'as rien à cacher, ce n'est pas grave. Oui, mais tu es en France. Le jour où tu bascules dans un modèle chinois, ce n'est pas la même. C'est caricatural, mais c'est pour aider à lancer la réflexion aussi sur ce sujet. J'ai fait hyper court.

Jérémy, animateur du colloque

Merci à vous toutes et à vous tous pour ces interventions. Vous l'avez compris, depuis ce matin, l'intelligence artificielle collecte, beaucoup de données, données personnelles qui peuvent ensuite se retourner contre nous. Il y a quelques années, la grande mode, c'étaient les balances connectées avec le poids qui s'affichait sur le téléphone parce que visiblement, on était trop fainéant pour regarder le cadran.

Ces données pouvaient être vendues ensuite à des assurances. Si vous étiez en surpoids, l'assurance pouvait le savoir et vous faire payer un petit peu plus. C'est une petite donnée comme ça, ce n'est que du poids, mais ça peut rentrer sur plein de choses. On a aussi vu la déshumanisation des échanges à cause de l'intelligence artificielle. Cette déshumanisation, c'est terrible. Tu parlais de la démocratie, c'est vrai qu'une démocratie sans échange et sans interaction humaine, ça va devenir très compliqué. Je ne vais pas revenir sur l'exemple des journalistes, mais je reste stupéfait de voir toutes les incidences sur mon métier des intelligences artificielles. Je vous rappelle que les journalistes, notre métier, c'est un lien entre l'information et l'informé pour que le public, les lecteurs, auditeurs, téléspectateurs puissent avoir un maximum de clés de compréhension quand ils se retrouvent dans l'isolement. C'est ça, notre métier. Avec l'intelligence artificielle, ça va être compliqué.

Il est 15 heures 03, il nous reste une heure et demie pour discuter. Il y a déjà une main qui vient de se lever.

« Je n'ai qu'un vœu à formuler, au-delà de ce colloque, avec tout ce qu'il y aura derrière, mon syndicat ne peut que souhaiter un travail commun dans la CGT sur l'ensemble de l'intelligence artificielle. »

Kévin, CGT des APAVE

La question que je me posais, c'est : Est-ce que la CGT a un rôle et est-ce qu'elle peut jouer un rôle pour bloquer la mauvaise utilisation de l'intelligence artificielle ? Ou est-ce que la limite ne serait pas l'acceptabilité de la société ? Céline disait tout à l'heure que les groupes ultracapitalistes ne font jamais machine arrière quand cela est implanté. Je me rappelle des lunettes de Google, les citoyens américains ne l'avaient pas accepté et ça partait en bagarre dans les bars. Google a finalement retiré ses lunettes.

Avec l'éducation des salariés et au-delà, du peuple, on pourrait limiter la progression du mauvais usage de l'intelligence artificielle. S'il y a l'acceptation du peuple, c'est qu'est-ce qu'on va faire quand il n'y aura plus de ressources. Ils seront bien obligés de s'arrêter. Est-ce que les limites, finalement, ce n'est pas ça ? Ou est-ce que nous, CGT, on a des moyens ? Est-ce qu'on peut faire quelque chose pour la progression ?

« je n'ai qu'un vœu à formuler, au-delà de ce colloque, avec tout ce qu'il y aura derrière, mon syndicat ne peut que souhaiter un travail commun dans la CGT sur l'ensemble de l'intelligence artificielle. »

Jérémy, animateur du colloque

Céline va te répondre.

Céline VICAINE, Secrétaire Générale CGT Sociétés d'Études

Je ne suis pas obligée d'être la seule à répondre. On est un syndicat, donc on va réfléchir sur le travail et ce qui tourne. Il faut être réaliste sur une chose. De toute façon, c'est quelque chose qui a été initié.

On peut essayer de corriger le tir, mais notre problématique sera sur le travail. Sur le sujet Google que tu mentionnes, c'est un sujet plus politique, une problématique de citoyenneté. Cela avait un coût pour l'entreprise. Ça a été un déficit en termes d'image tel que Google a préféré retirer ses lunettes. C'est comme ça aussi qu'il faut l'entendre.

Par contre, par rapport à la question première, qu'est-ce qu'on peut faire ? On est un syndicat. Notre problème est de réfléchir sur le travail. Pardon, mais c'est revenir aux fondamentaux, comment on est exploité là-dedans et comment on essaie de s'organiser pour s'assurer des garanties et éviter d'avoir une détérioration de nos conditions de vie.



Ali AZAG, Délégué Syndical CGT
ORANGE



Je suis Ali Azag, je travaille au sein d'une filiale d'Orange cybersécurité, cyberdéfense. Je suis tout à fait d'accord avec notre camarade, secrétaire de la société d'études concernant tout ce que vous avez dit. On n'a quasiment pas de force pour contraindre ou pour interdire certaines solutions IA qui impactent fortement la santé et les conditions de travail. Le problème pour moi, c'est que la technologie domine carrément.

C'est fini, elle domine tout ce qui est législatif, procédures et règlement. Notre action au sein des CSE, en tant que représentant syndical, est quasiment nulle. On va continuer à faire des avis négatifs et des résolutions qui n'aboutissent à rien, à des plans d'action inutiles au sein des entreprises. La disparition des emplois, on le voit déjà. Si vous regardez le support, le niveau un a quasiment disparu remplacé par des solutions d'intelligence artificielle. L'action syndicale, au-delà d'apporter des solutions d'organisation, est de proposer quelque chose qui interdise les solutions d'IA mauvaises pour l'humanité. C'est le plus important.

À l'instant où je vous parle, des brevets sont déposés et des sociétés créées. Ce qui intéresse le monde, c'est le business. L'humanité risque beaucoup avec l'IA, avec la robotisation, avec l'automatisation. On peut nous dire qu'on va créer de l'emploi, mais de l'autre côté, il y a destruction. Merci.

« Le problème pour moi, c'est que la technologie domine carrément. »

Rebecca, CGT Duacom



Bonjour. Je suis Rebecca de Duacom, une boîte qui sous-traite pour des grands groupes comme EDF. C'est un centre d'appels. Je voulais réagir par rapport à l'intelligence artificielle. On parlait de ne pas confondre numérique et intelligence artificielle, mais on est obligé de la confondre parce que c'est la prolongation du numérique.

Quelle solution apporter alors qu'on est déjà impacté ? Ça serait de déceler quelle est l'intelligence artificielle qui agit sur nos métiers. En centre d'appels, on est malusé, on est impacté par un logiciel qui nous écoute, qui reprend le discours du conseiller et qui dépasse son cadre législatif. Cette intelligence intelligente ou logicielle, notre employeur ne nous a pas parlé, il n'a ni consulté, ni informé le CSE.

Je voulais vous faire part de ce qu'on subissait là-bas. C'est un logiciel qui va écouter et discerner le dépassement du discours légal, parce qu'il y a une politique commerciale qui impacte notre société par rapport à la réglementation. Les gens qui vendent du tarif réglementé ne peuvent pas vendre des offres de marché. Ils ne peuvent pas en parler. Quand ils en parlent, l'intelligence artificielle discerne le dépassement de discours et c'est l'expert métier EDF qui va prendre l'écoute, va écouter attentivement et va nous malusser. On est impactés sur nos résultats.

On va prendre 1 000 euros d'amende à chaque dépassement de politique commerciale. On va dire au conseiller : « Tu as mal fait ton travail, tu as été écouté et tu as parlé du gaz alors qu'il ne fallait pas que tu parles du gaz parce que tu ne dois parler que de l'électricité parce que c'est du tarif réglementé. EDF ne fait pas de tarif réglementé sur le gaz ». C'est la politique commerciale.

Il faut savoir qu'EDF a été amendé à plus de 3 millions d'euros concernant une vente déloyale par rapport à leurs concurrents. Nous sommes impactés. Comme le disait la camarade tout à l'heure, la personne qui a parlé au début, elles étaient déjà là, elles venaient du bas, on ne savait même pas qu'elles étaient là. Finalement, c'est l'expert métier qui s'est vanté : « J'aime bien mon petit robot, je suis à l'aise avec. Ça me permet de détecter le conseiller qui a fait l'erreur et lui taper dessus ». C'est une intelligence artificielle qui fait partie d'une suite logicielle qui s'appelle Allo-Media, qui impacte La Poste, Orange, EDF, des grosses sociétés. Vous pouvez aller sur Internet pour vous renseigner.

Jérémy, animateur du colloque

Merci pour cette intervention. Je donne la parole à Romain.

Romain ALTMANN, Secrétaire général
Info'Com CGT



Bonjour à tous. Romain Altmann, secrétaire général d'Info'Com CGT. Altmann pas celui qui s'est fait virer de ChatGPT, pour ceux qui suivent l'actualité, qui a été réembauché ce matin, comme quoi l'IA peut être synonyme de réintégration parfois.



Un petit mot, déjà pour remercier, cela paraît évident, mais je tiens à le dire, au nom de tous les organisateurs, les militants pour nous avoir permis de tenir cette journée parce qu'on participe tous à ce colloque. On va tous manger et je tenais à leur dire que toutes les petites mains, qu'on ne voit pas toujours dès le matin, qui ne comptent pas leurs heures, c'est une véritable intelligence humaine. Je tenais à leur dire merci au nom de l'organisation et de ceux qui ont organisé cette journée. Merci pour eux. On aime particulièrement quand cette CGT est solidaire, de lutte et d'anticipation à l'image de ce colloque.

Mon intervention va durer trois minutes. Suite aux analyses de ce matin et les échanges de points de vue, quelle est la responsabilité de la CGT face à l'intelligence artificielle et qu'est-ce qu'on y met comme réponse syndicale face à ces phénomènes ? Je ne veux pas intervenir pour dire si l'IA, c'est bien ou pas bien, chacun a son avis.

Les projets patronaux sont différents les uns des autres. À mon sens, le débat qu'on devrait avoir aussi cet après-midi, c'est : Qu'est-ce qu'on met comme intelligence syndicale face à l'intelligence artificielle ? C'est une responsabilité collective. On est ici, pour une très grande majorité, des syndiqués, militants ou dirigeants de la CGT.

On a aussi des camarades ou des collègues qui viennent de l'extérieur. Ce moment, on doit le partager entre nous. On doit considérer que l'intelligence artificielle doit faire partie des problématiques communes au cahier revendicatif CGT, au même titre que les salaires, l'égalité homme femme, le temps de travail. En tant que syndicat, c'est une nécessité de considérer que ce n'est pas une question subsidiaire, ce n'est pas une question à sous-traiter à d'autres, mais à s'approprier, donc en faire un élément et une démarche revendicative à part entière.

Pour moi, il y a trois points qui me semblent importants et qu'il faut affirmer, quels que soient nos cas de figure, nos entreprises ou nos secteurs. Le premier, on ne peut pas laisser faire des entreprises qui mettent en place des éléments d'intelligence artificielle sans information, ni transparence. Didier l'a dit ce matin, au niveau de 3E, sur les obligations légales habituelles du CSE, mais la réalité, c'est que ce n'est pas toujours une pratique

des entreprises qui considèrent que des éléments d'installation d'IA dans le processus de travail sont soit cachés, soit induits, mais certainement pas permis à une intervention syndicale.

Je pense qu'il faut que la CGT réaffirme très fortement ce point parce que c'est l'une des conditions sine qua non d'une intervention sur le travail et les conséquences de l'intelligence artificielle dans le processus de travail.

Le deuxième point qui me semble important, c'est le contrôle qu'ont les travailleurs, les salariés sur ce que peut générer l'IA. Quand je dis contrôle, on n'est pas tous des informaticiens ici, mais au moins que les représentants du personnel dans les instances comme le CSE, puissent avoir un avis à émettre et une étude d'impact, ce qui n'est pas souvent le cas.

Ou quand ça l'est, c'est uniquement quand il y a un plan social d'ampleur. Je tiens à citer une agence qui, il y a quelques semaines, a décidé de virer trois quarts de ses salariés parce qu'elle considérait qu'elle mettait de l'intelligence artificielle en œuvre.

Du coup, la Direction, face au scandale, est revenue sur ses propos et a reporté le plan social qu'elle avait prévu. C'est un droit à conquérir. Quand je dis qu'il est nécessaire que les représentants du personnel ou les syndicats aient un contrôle sur les conséquences admises ou pas de l'intelligence artificielle dans le travail, cela fait partie des choses qu'il faut revendiquer, et pas simplement de dire « on vous informe qu'on va mettre en place un nouveau système ». C'est avoir ces éléments-là.

Enfin, le dernier point, c'est l'intervention très intéressante du camarade de la métallurgie sur le fait qu'il y ait un droit de veto. En France, ça n'existe pas. Par rapport à ce que tu disais sur l'Autriche, je trouve que c'est extrêmement important parce que le droit de veto, au moins sur deux questions essentielles que sont les conditions de travail et les emplois, permettrait au syndicalisme de jouer son rôle. C'était mon approche. Il faut qu'on se questionne. Ne vous vexez pas la tribune, mais ce n'est pas qu'une question-réponse à la tribune. Ce sujet concerne tout le monde dans cette salle parce qu'on est tous des représentants et des militants CGT.

Dernier point, je n'ai qu'un vœu à formuler, au-delà de ce colloque, avec tout ce qu'il y aura derrière, mon syndicat ne peut que souhaiter un travail commun dans la CGT sur l'ensemble de l'intelligence artificielle qui voit le jour et dans toutes ses composantes, pas que nos seules trois organisations soient à l'initiative de cette journée, mais tous les secteurs professionnels parce qu'on va très vite se rendre compte que l'intelligence artificielle, c'est une question interprofessionnelle. Merci à vous.

Amar, adhérent CGT



Bonjour, Amar, directeur technique et adhérent à la CGT. Pour aller dans le sens de Romain et des camarades de la tribune, je dirais que les éléments de langage de l'IA, c'est ce qu'on retrouve au niveau de l'industrie, de la finance, des services et du management en général. Performance, optimisation, efficacité, pilotage, gouvernance, tout sauf la décision des gens concernés. On veut que la technique se substitue aux politiques pour dire que la faisabilité doit l'emporter sur l'utopie. C'est le premier point. J'aimerais citer, pour aller dans votre sens, l'exemple de Tesla. En 2018, Tesla décide d'installer en Californie pour son troisième modèle de voiture, une usine complètement robotisée, 100 % robotisés. Objectif : 5 000 voitures par semaine. Au bout de quelques mois, Elon Musk déclare que c'était un cauchemar et la pire période de sa vie parce qu'ils atteignaient le pic de production était de 3 500 voitures par semaine et a minima 100 millions de dollars de pertes par semaine.

Ce qu'ils font, ils réfléchissent, sur le parking de l'usine, ils décident de monter une usine sans robot, 100 % humaine. L'usine est installée en

deux semaines, coûte 50 fois moins cher que l'usine 100 % robotisée. Ils installent une ligne d'assemblage avec des humains, des hommes et des femmes et au bout de trois semaines, ils atteignent les 5 000 voitures par semaine, donc leurs objectifs. Elon Musk a déclaré en 2018 à la chaîne CBS : « Humans are underrated », « les humains sont sous-estimés ». En effet, les humains sont sous-estimés.

Comment l'expliquer ? Avec tout ce qu'on a construit comme robots, tous les ingénieurs et les armadas de développeurs n'ont pas pu atteindre ça. Les techno-prophètes, les futurologues et les ayatollahs du numérique ont tendance à oublier que les humains disposent d'une très vieille technologie qu'on appelle cerveau humain. Les humains sont facétieux. Non seulement ils ne disent pas tout ce qu'ils savent, mais ils ne disent pas tout ce qu'ils font. Du coup, les ingénieurs process n'ont pas pu identifier toutes les tâches que réalisait l'humain pour atteindre ces résultats. C'est pour ça que pour nous, c'est aussi une réflexion. Pour le meilleur ou pour le pire, les différentes IA, la bataille n'est pas gagnée, elles ne peuvent que s'améliorer, on le voit dans l'attitude de l'IA générative.

Tout ce qui est techniquement possible sera un jour réalisé. La technologie n'a pas de morale, n'a pas d'éthique. La science ne pense pas qu'on disait un philosophe et elle n'a pas d'état d'âme. Le tout, pour nous, c'est de s'approprier ces choses-là, d'être au centre de la chose et de remettre l'humain, donc les salariés dans les entreprises au centre du sujet.

Sophie BASINI, CGT AKKODIS



Je suis Sophie Basini, je fais partie d'une société qui s'appelle AKKODIS, c'est la contraction

de MODIS et AKA, qui appartient au groupe Adecco, une ESN. On vient de nous mettre un outil qui s'appelle Whoz dans lequel on a dû rentrer notre CV. Cet outil utilise l'IA. Cela veut dire que bientôt, tout le processus de recrutement va disparaître parce qu'il suffira de mettre Whoz avec les appels d'offres. Je crois qu'on va avoir beaucoup d'emplois qui vont sauter.

On sait qu'Adecco veut faire 200 millions d'économies, vous voyez ce qui arrive. Hier, notre DG était à notre CSE, le nouveau DG qui vient d'arriver, qui a bien voulu passer une petite heure avec nous. Avant, ils restaient, mais celui-là ne restera pas, il vient de Lausanne. Il ne nous a dit que des termes en anglais. Il nous a dit qu'il veut faire de l'offshore, en plus de tout ça, ce n'est pas suffisant et qu'il va faire sauter tout ce qui est help desk, centres de services. Tout ça ne l'intéresse pas. Je pense qu'ils vont l'emmener vers d'autres pays et faire sauter tout ça.

Nous sommes nombreux à avoir travaillé dans l'industrie d'armement, nos CV sont confidentiels. On ne veut pas qu'elles aillent partout. Nous avons aussi des engagements par rapport à des choses qu'on a signées et on ne sait pas où vont finir nos CV parce qu'Adecco et Akkodis sont mondiales.

Je vais être clair dans ce qui s'est passé récemment, ils sont en train de le mettre en place, en train de former les gens et ils ont déjà licencié parce que quelqu'un ne l'avait rempli qu'à 75 %. C'était une personne en situation de handicap, c'est une des raisons, et la deuxième, c'est qu'il n'a pas voulu aller en déplacement.

Tout est utilisé là-dessus. Aujourd'hui, ça commence, mais ça va faire très mal. On a eu la révolution industrielle, on a la révolution numérique qui arrive et elle aura des conséquences qu'on n'imagine même pas. J'en suis convaincue parce que pour des raisons du profit, ils iront jusqu'au bout.

On ne les intéresse pas, l'humain ne désintéresse pas. La seule chose qui va les bloquer, c'est qui va consommer. Ce sera le problème. Parce que si les robots font, il faudra bien des consommateurs en face ou on obligera à consommer. Il faudra qu'ils trouvent une solution. C'est ce que j'avais à vous dire.

Jérémy, animateur du colloque

Est-ce que quelqu'un veut prendre la parole ?

Lionel DUCLER, CGT ATOS BULL



Merci de me donner la parole. Deux choses. Pour moi, il y a deux problèmes. Depuis ce matin, on parle de l'intelligence artificielle et pour moi, il y a beaucoup de casse.

C'est la transition numérique. On a entendu ce matin qu'utiliser la calculatrice, c'était de l'intelligence artificielle. Bien sûr que non. On citait aussi ce matin l'exemple de La Poste, que l'intelligence artificielle de La Poste se tromperait sur les parcours.

L'IA n'était pas bonne. Par contre, le salarié de La Poste préfère utiliser Waze. Désolé de vous dire, mais Waze, c'est aussi une intelligence artificielle. Il suffit de prendre le taxi régulièrement à Paris quand vous êtes un guignol de province comme moi, pour comprendre que tout le monde utilise Waze. Cela ne résout pas les problèmes parce que tout le monde utilise le même logiciel.

Par contre, je voudrais intervenir sur un point par rapport à notre camarade d'Info'Com qui citait tout à l'heure des problématiques. Pour moi, ce sont des problématiques de changement d'emploi, tout simplement.

On doit s'inquiéter aujourd'hui de la suppression de poste parce que l'IA fait le travail que faisait. On doit s'inquiéter de la reconversion des camarades.

C'est un vrai débat. Sylvain citait tout à l'heure les boîtes d'ingénieurs, on est ingénieur, on est peinarde. C'est nous qui en faisons les frais, on n'a plus d'assistance. C'est nous qui faisons les traductions. On nous a supprimé des postes,

mais on fait le boulot. On n'a pas perdu notre taf. Mais la personne qui le faisait, on en a fait quoi ? Dans les sociétés d'études, je te taquine, Céline, il n'y a pas que des ingénieurs informaticiens. Dans nos entreprises, on a des assistantes, on n'en a quasiment plus. Qu'est-ce qu'on en a fait ? C'est un vrai débat. C'est là où je te rejoins. Qu'est-ce qu'on va faire de nos camarades salariés qui vont perdre leur emploi par rapport à la transition numérique ? Je mets tout ensemble.

L'IA n'est qu'un composant et un petit composant de la transition numérique. Je pense que la CGT doit s'approprier ce sujet par des systèmes de reconversion. On ne doit pas rater ce virage. On en a raté une partie dans les années 90 quand on a tous supprimé.

On doit remettre la main à la pâte pour dire qu'on est en train de laisser des gens à la traîne, il ne faut pas qu'on les oublie. C'est là-dessus que je voulais intervenir. Merci.

Jérémy, animateur du colloque

Merci beaucoup.

Nouara CHADER



Nouara, de l'Agence française de développement. Ce n'est pas une question, c'est un sujet de réflexion.

Pour avoir les clés de compréhension pour tout un chacun, chaque citoyen, chaque personne, quelle qu'elle soit, comment rendre l'accessibilité à tout un chacun pour comprendre et appréhender les mécanismes de captation de la valeur que va produire l'intelligence artificielle et tous les dommages collatéraux que cela peut entraîner dans les conditions

de travail. La pénibilité, on n'en parle pas, les rythmes de travail insoutenables qui flinguent l'être humain. Est-ce que ce ne serait pas intéressant comme piste à travailler, d'organiser des sessions de formation basiques pour expliquer ce qu'est l'intelligence artificielle, même si ce sont des prémices, pour que tout le monde se mobilise autour de ce sujet, comme les camarades viennent de le présenter. C'était une suggestion. Merci beaucoup.

Jérémy, animateur du colloque

Il est 15 heures 30. Il nous reste encore une heure, je vous rassure. Certains me demandent souvent la parole. J'essaie d'alterner entre la droite, la gauche, le centre. Et ceux qui sont devant évidemment. Je vais essayer de faire parler tout le monde. C'est le principe.

Cheikh, CGT NATEXIS



Cheikh, de Natexis, concepteur développeur informatique. La sémantique est importante. On parle d'intelligence artificielle. On parle d'algorithmes codés par l'intelligence humaine, donc il n'y a pas d'intelligence. Il peut y avoir une intelligence animale humaine. Mais là, on parle de codes, de lignes de code pondus par une personne. Dans la sémantique, intelligence artificielle, il faudra que l'on réfléchisse à comment l'aborder.

Pour moi, ce qu'on appelle intelligence artificielle, ce n'est qu'une machine et se pose la question de taxer toutes les machines. On peut parler d'IA ou de robotique, mais cela ne reste que des machines. Comment on taxe ces machines ?

J'ai appris plein de choses. Je trouve que c'est une superbe initiative. On a pu identifier tous les dangers dans nos métiers, parce qu'on connaît nos métiers. On sait très bien les conséquences que ça va avoir. Aujourd'hui, on est tous convaincus. Le fait de venir à ce colloque, c'est qu'on est tous convaincus. En tant que convaincu, j'ai pu apprendre beaucoup de choses.

Comment on s'organise, nous, la CGT, pour déployer au maximum dans les fédérations, dans les territoires, cette question sur les algorithmes au travail et les conséquences dans notre quotidien ? Comment aider les élus et les mandatés, comment les outiller via la formation pour contrer ? J'ai entendu parler ce matin de régulation, mais je suis désolé, réguler l'IA, c'est comme réguler le capitalisme. Pour moi, il faut l'abattre.

Aujourd'hui, nos patrons sont là pour faire du fric. S'ils peuvent mettre n'importe quel outil algorithmique pour faire du fric, ils le feront. On va mettre des lois, ils vont les contourner. Il y a des gouvernements qui vont arriver avec des lobbyings, qui vont leur faire des rustines, on va se faire avoir. Qu'on ne parle pas de régulation, mais plutôt comment reprendre notre outil de travail avec les salariés et comment outiller les camarades pour aller au contact des salariés et peser sur les instances.

Un intervenant, retraité CGT
Pôle emploi



Je suis retraité de Pôle emploi. J'ai été élu du personnel, je suis toujours militant et je continue à suivre les affaires dans cette boîte, Pôle Emploi et plus généralement dans le service public de l'emploi. L'automatisation des tâches et l'intelligence artificielle sont partout. En plus, chez Pôle emploi, le DG

est pote de Macron et fou de ces questions. Très tôt, il a fait tester un chatbot il y a au moins une douzaine d'années. Les problèmes qu'on rencontre quand on est représentant du personnel, qu'on doit regarder les choses, savoir quelles vont être les conséquences et les expliquer au personnel, parce que c'est important d'expliquer au personnel, vous vous doutez bien que dans une boîte comme Pôle emploi, les camarades qui siègent dans les CSE régionaux ou au CSE central, ce ne sont pas des informaticiens.

Dernièrement, il leur est tombé un truc en information qui s'appelle Les grands modèles de langage, cela concerne l'IA, mais ils ne comprennent pas ce que c'est. Le patron est heureux parce qu'il présente un truc que les autres en face ne sont pas en mesure de véritablement comprendre, en tout cas pas suffisamment vite.

Il fait ça tambouille et on se démerde avec ça. Quand on arrive dans les CSE ou dans un CSEC, les éléments ont été fournis par le patron. On n'a pas le temps d'aller chercher un expert. C'est difficile. J'aimerais bien savoir comment on peut solutionner ce genre de choses.

Depuis ce matin, on parle de l'intelligence artificielle. Il y a une chose très importante, les données, les data. C'est le nouvel or noir. Il y a quelque chose qu'on a évoqué au cours de ce colloque très intéressant, je vous remercie de l'avoir organisé, c'est le problème écologique. Cela consomme de l'électricité, cette électricité est produite avec du charbon, notamment aux États-Unis.

Ça consomme de l'eau. On est en déficit hydrique depuis plus de deux ans, la sécheresse. En Irlande, ils ne savent pas comment ils vont faire. Ils sont en train de capter plus de 50 % de leur flotte pour ces fichus data center. Les data centers sont concentrés dans certains endroits. Il y en a plein à Marseille.

Pourquoi ? Parce qu'il ne faut pas être trop loin des câbles. Il y a une énorme pieuvre de câbles qui est en train de s'agrandir et qui permet de faire circuler très vite les données. Il faut économiser le plus de distance possible pour être le premier à livrer la donnée quand elle est demandée, quand elle est récupérée dans un data center. C'est affolant ce truc-là et ça a des conséquences. Pour la première

LA CGT SURVIVRA À L'IA



fois depuis très longtemps, les Chinois – je ne sais plus dans quel pays d’Afrique – ont installé des militaires parce qu’ils ont peur pour leur câble. Cela va devenir un élément dans les oppositions fortes entre les différents blocs, ces fameux câbles par lesquels circulent les informations. Les datas circulent assez peu par les satellites, mais énormément par les câbles. En plus, quand ils tendent les câbles, je vous garantis que le fonds marin est défoncé.

Cette question, dans tous les secteurs, quand on est militant syndical et qu’on parle de ces questions, il ne faut surtout pas qu’on oublie ces aspects-là. Merci. Je voulais dire un autre truc. Il y a un copain qui a dit qu’on allait se séparer des cols blancs dans les entreprises. Je ne suis pas du tout d’accord parce que les cols blancs, ils en ont besoin pour voter pour les syndicats croupions lors des élections professionnelles. Ils ne les supprimeront pas.

Xavier BUROT, Fédération CGT
des Sociétés d’Etudes



Xavier Burot, Fédération CGT études. J’aurais deux petites réflexions sur la consultation des CSE sur l’IA. Je vais partir d’un exemple assez récent, même si ça fait quelques années. Quand on a mis en place les téléphones mobiles dans les entreprises, quand on a

mis en place l'internet dans les entreprises, est-ce qu'il y aye consultation des CE à l'époque ? Aucune. Aucune consultation suite à la mise en place d'Internet ou des téléphones mobiles. Pourquoi ? Parce qu'il y avait la pression des salariés qui trouvaient fun d'avoir un téléphone mobile, qui trouvait fun d'avoir accès à Internet. Cela a squizzé complètement le débat au niveau des CSE. L'IA, c'est la même chose. Quand vous prenez la publicité actuelle de Microsoft avec sa nouvelle IA qui va être intégrée à la solution Microsoft 365, c'est un système qui fait les tableurs en quelques secondes, qui fait le tri des mails par importance, qui fait même des réponses avec votre propre langage, votre façon d'écrire ou de parler.

Plein de salariés vont être contents parce que ça va diminuer leur charge de travail, parce que ça va retirer un certain nombre de charges qui prennent beaucoup de temps pour pas grand-chose, ils vont être contents. C'est le pied qui permet d'ouvrir la porte. Mais une fois que la porte est ouverte, ce sera la deuxième phase qui est la suppression d'emplois. C'est pour ça que sur l'IA, il faut être très vigilant sur la mise en place de la technologie parce que ça risque d'être progressif et demandé par les salariés. Il va falloir qu'on explique aux salariés le danger qu'il y a derrière. Deuxième chose, il y a un autre problème avec l'IA. En informatique, il y a un biais cognitif simple, on dit que l'ordinateur ne se trompe jamais, que la machine ne se trompe jamais L'IA, ce n'est pas vrai.

On va prendre un exemple. Il y a quelques années, il y a eu un krach boursier lié à l'IA. Les valeurs ont dégringolé et l'IA avec comme mission de vendre si cela passait sous un certain seuil, En faisant ça, ils ont accéléré le crack. Il a fallu couper les ordinateurs pour calmer le jeu. Donc la machine se trompe, sauf que dans la tête de nos patrons, la machine ne se trompe jamais. Le jour où vous aurez un problème entre un salarié et une décision machine, c'est le salarié qui va prendre. C'est le danger pour moi de l'IA.

Jérémy, animateur du colloque

Merci à toi. Je vais donner la parole à Monsieur.

Marc GIBERT, Secrétaire CGT DSI de Pôle emploi



Marc Gibert, secrétaire CGT DSI chez Pôle emploi. Pôle emploi encore pour quelques mois, parce qu'on va devenir France Travail. Informaticien, hyper expert en data center, syndicaliste à la CGT depuis 30 ans. J'ai vu arriver le tournant qu'a pris le CGT, bravo Sophie en passant. Je voulais vous remercier aussi d'avoir fait ce colloque parce que nous, informaticiens chez Pôle emploi, parce que Pôle emploi a pris un virage numérique important depuis dix ans. On est la pointe de la technologie virtuelle. Virtualisation et data centers, on est au top du top. On n'a pas pu empêcher la mise en place de Microsoft Office 365, surtout les données qui partent. C'est un souci. J'ai déjà interpellé Madame Sophie Binet lors du meeting de Pôle emploi Île-de-France. C'est une problématique qui va toucher tout le monde et l'IA, c'est exactement ça. Ça ne touche pas que le syndicalisme, ça ne touche pas que le monde du travail, ça va toucher tous les citoyens.

Ma femme est aussi syndicaliste. On a des enfants, 20 ans, 22 ans. Ils ne voient pas l'IA comme nous. Je regarde la moyenne d'âge. C'est vrai que la CGT, il faut qu'elle fasse attention. Ils ne voient pas tous les inconvénients qu'on voit. Ils ont leur âge de jeunes, mais il ne faut pas oublier que demain, c'est un tournant. Le court terme, on l'a pris en pleine figure, c'est trop tard. Le moyen terme, on est dedans, mais il y a surtout le long terme. Qu'est-ce qu'on va faire de cette IA ? Parce qu'on a beau la tourner dans tous les sens, elle sera là. C'est vrai qu'elle sera destructrice d'emploi, comme on l'avu avec la robotisation, la mécanisation. Internet est arrivé, nous les informaticiens, on a essayé au niveau des CE à l'époque de dire qu'il faut encadrer Internet.

On l'a tous pris en pleine tête. Aujourd'hui, qui n'utilise pas Internet ? Dans le monde entier, les pays pauvres, les pays de tiers monde, partout, Internet est incontournable. Demain, l'IA, ce sera sûrement pareil. Si vous n'avez pas l'IA, ce n'est pas grave, vous pourrez vivre, vous pourrez vous en passer, mais elle sera incontournable. L'IA sera là. On ne pourra pas lutter contre l'IA.

C'est surtout former. La CGT doit prendre le bon tournant. C'est ce que j'attends de la CGT, comme elle a pris le bon tournant pour les cadres. Elle a eu du mal pendant de nombreuses années. Comment on va faire ? Comment on va s'organiser ? Je reviens à ce que disait Info'Com et Céline. On n'a pas le choix, il faut qu'on s'organise. On est structuré en fédérations, mais il faut surtout qu'on forme nos camarades, voire les salariés, qu'on leur explique comment ça marche. Dans la salle, je ne suis pas sûr que tout le monde ait déjà tapé quelque chose dans ChatGPT. C'est bluffant. Même si ça fait peur, c'est bluffant. Franchement, lutter contre l'IA, c'est perdu, je le pense mais peut-être que je me trompe. Par contre, il faut encadrer tout ça.

Je reviens sur la réglementation, sur tout ce qu'on doit porter au CSE, sur tout ce qu'on doit mettre en place, ne pas laisser l'IA dicter ce qu'on doit mettre en place, mais c'est un combat énorme que malheureusement, nous ne pourrions pas porter seuls au niveau de la CGT. Il va falloir faire comprendre aux autres syndicats de faire des colloques parce que je crois qu'on est les seuls à le faire, félicitations encore une fois. On a de l'avance et il va falloir la garder et entraîner tout le monde sur cette réflexion. On voit le débat, on est pour, on est contre. Qu'on soit préparé, qu'on prépare non seulement les salariés, mais aussi nos enfants, les citoyens, à ce raz-de-marée numérique qui arrive.

Pôle emploi l'utilise, nos développeurs l'utilisent, mais dans l'IA, il n'y a pas que l'utilisation de l'IA, il y a la sécurité des données, le RGPD. Ils mettent du code, c'est-à-dire qu'ils mettent des éléments du logiciel, de l'application qui sont des données sensibles pour l'entreprise. Quand vous mettez quelque chose dans l'IA, tout le monde peut en profiter. Il y a aussi ce côté sécurité des données, qui sont le nerf de la guerre, dans toutes les entreprises, tous les secteurs. D'ailleurs, nos données de

santé sont chez Azur. On a perdu un combat. Je voulais alerter pour dire que c'est la suite à donner de ce colloque qui sera hyper importante. Merci.

Jean-Pascal FRANÇOIS, Fédération CGT de la construction



Merci mon camarade, merci pour vos débats. C'est intéressant. Jean-Pascal François, la Fédération de la construction. Je me retrouve particulièrement dans l'intervention de Roman Altmann. Dans la construction, je dis toujours qu'on est un vieux métier, l'homme est sorti de la caverne.

Ça fait rire, je pousse un peu, mais les évolutions technologiques et la mise en œuvre de l'IA, c'en est une. C'est peut-être ultime. Dans notre métier, on en a toujours vécu et on n'existe toujours.

On est toujours 1,6 million de salariés de la construction en France. L'impact sur nos métiers et l'évolution de l'intelligence artificielle, je n'en sais rien, je suis un constructeur, j'empile des parpaings. Je suis un syndicaliste, je vois l'impact, qui va être touché par la modification technologique dans nos secteurs, surtout les fonctions support et comment gérer les métiers qui sont là pour aider dans nos métiers. Ce sont surtout eux.

C'est mon boulot de syndicalisme de le signaler. Je veux bien qu'on dise que les architectes sont mis en danger. Si l'architecte ne fait que des plans des maisons carrées reproduites fois dix millions, il va peut-être disparaître parce que l'IA fera certainement son boulot, mais un architecte avec son âme et son travail ne disparaîtra jamais. Dans l'évolution de nos métiers, c'est ce que je voulais amener.

Après, quelle interdiction, quel veto ? La camarade de la métallurgie a dit que cela doit être au GP. En Autriche, ils ont mis des veto. J'entends aussi Cheikh qui dit interdire l'IA, c'est comme si on voulait interdire le capitalisme.

Je m'occupe de l'international au sein de ma fédération, je suis désolé, on peut interdire ce que l'on veut en France, on est dans un monde globalisé.

Si on ne le voit pas, on va le prendre dans la gueule. Interdire aux Chinois ou aux Américains d'utiliser l'IA, s'ils y voient leur intérêt, le Qatar ou n'importe quel autre pays, ils l'utiliseront. On sera encore en train de courir après. Qu'est-ce qu'on arrive à maîtriser sur cet aspect d'interdiction ? C'est un élément qu'il faut qu'on se mette en tête.

J'entends l'intervention de Valérie, je discute souvent avec elle. J'ai deux comptes en banque, dont un en ligne, BoursoBank. Mes camarades, quand je suis à l'étranger, BoursoBank me propose des solutions plus sécurisées que mon autre compte chez LCL. Ils me proposent des avantages bien plus sécurisés que chez LCL.

C'est une stratégie capitaliste. La Société Générale, la maison mère de BoursoBank, donne des possibilités à BoursoBank pour qu'un maximum de gens prennent des comptes chez eux parce qu'il y a plus de facilité. Si nous, syndicalistes, on ne comprend pas quand il y a une stratégie derrière, il nous manque un morceau. Cette stratégie, c'est pour qu'un maximum de personnes l'utilisent.

Pour finir, Romain est intervenu là-dessus, on a besoin de convaincre. On a besoin de travailler sur des propositions de la CGT, Valérie a proposé le partage du temps de travail. Est-ce qu'on va parler de la formation professionnelle tout au long de sa vie ?

Je fais partie des dinosaures qui auront un métier tout au long de leur vie. Mes gamines savent bien qu'elles vont changer de boulot. Et le partage de la richesse. Si l'IA fonctionne ou les revues sur technologiques fonctionnent, ça va créer un maximum d'argent. Si la CGT, sur ces choses qui touchent le travail, on ne met pas des propositions en face, on ne convaincra pas. Ici, on est 200 convaincus, mais qu'est-ce qu'on représente par rapport aux 70 millions de Français qui vont devoir se

taper l'impact de l'intelligence artificielle et plus globalement aux 7 milliards de personnes. Si je fais du syndicalisme, c'est pour faire de la politique, de la politique syndicale, pour porter des idées et porter un idéal. Merci.

Anne-Marie DONAT, Syndicat CGT
cheminot Toulouse



Bonjour, je suis Anne-Marie Donat. Je fais partie du syndicat cheminot de Toulouse, vous l'entendez à mon accent. Je me pose pas mal de questions, déjà comment l'entreprise a été transformée. Jusqu'en 2020, nous étions une entreprise unifiée et intégrée. Depuis 2020, nous sommes trois SA complètement différentes.

Avec ces SA, nous sommes passés à un secteur militant très étendu. Je donne pour exemple Toulouse. Pour parler en CSE, pour l'Infrapôle, c'est-à-dire tout ce qui fait maintenant ces travaux réellement sur le terrain, le CSE part de Toulouse, passe par Bordeaux et va jusqu'à Tours. Pour siéger, on va à Tours. Pour le CSE Voyageurs, ce sera Paris. Pour le CSE Direction technique, qui représente tous les projets d'investissement et de travaux sur toute la France, c'est Saint-Denis.

Maintenant, je vais vous donner un ordre d'idée en termes de chiffres. Nous sommes passés, suite à cette réorganisation et tous les référentiels actés par le gouvernement pour préparer cette réforme, nous sommes passés tous OS confondus, de 3 000 représentants syndicaux à 300. On a cassé l'outil syndical et on a cassé la CGT qui était le plus fort syndicat dans l'entreprise. Résultat des courses, dernière grève pour les NAO, même pas 3 % de grévistes. Le rapport de force, très cher à la CGT. Le fer de lance de toutes nos victoires est mis à mal.

À côté de ça, je suis désolée, ça fait plus de 35 ans que je cotise à la CGT, j'ai fait cinq mandats syndicaux en tant que représentante syndicale, notamment chez les cadres, je ne corresponds pas au moule du cadre SNCF.

Puisque je suis à la CGT et pas à l'UNSA, ma carrière en a pâti, je m'en fous, c'est un choix que j'ai fait, mais ce que je reproche à la CGT, c'est d'être resté immobile face la rapidité de notre Direction, parce que le modèle de cassure de la lutte SNCF est une généralité dans notre pays.

Pour faire un tract sur un problème spécifique à Toulouse, pour faire paraître le tract, il faut demander l'avis positif à sept secteurs. Vous imaginez le temps que ça prend ?

On ne sera jamais réactif. Puisque Madame Sophie Binet, que j'apprécie et j'apprécie son élection, en tant que syndicaliste et femme, je lui demande de regarder comment l'outil syndical pourrait agir très vite à cette nouvelle direction qui apparaît dans toutes les entreprises et face à ce gouvernement ultra-libéraliste. Il faut revoir notre façon de marcher, de s'organiser, de traiter les dossiers et donner des réponses rapides.

Les salariés sont tout seuls à l'heure actuelle. Ils ne croient plus à la lutte syndicale. J'aimerais bien que l'on retrouve ce que j'ai connu en 1995. Oui, je sais, je fais partie des dinosaures.

Ce mouvement, je le regrette parce que c'était la solidarité avec des lettres en capital « PRIVÉ PUBLIC ENSEMBLE ».

Face à l'IA, tous les secteurs ayant été divisés, on aura affaire à plusieurs secteurs de l'IA qui vont concerner et impacter la sécurité des voyageurs, la sécurité du fret. C'est très important sur la vie de nos concitoyens. Je vous remercie de m'avoir écoutée.

« La CGT combat les abus, combat pour améliorer les conditions de travail, pour l'emploi, mais on combat contre l'exploitation elle-même. »

Jérémy, animateur du colloque

Il nous reste une demi-heure pour ce jeu de questions-réponses.

Sylvain DELAÎTRE, Fédération CGT de la Métallurgie



J'ai parlé trop rapidement tout à l'heure, j'ai été mal compris. Je n'ai jamais demandé qu'on arrête l'IA. Je serai très mal placé. Je suis un chercheur qui, plusieurs fois dans sa carrière, a développé des modules d'IA. Je serai complètement en contradiction. Je comprends l'intérêt de l'IA sur un certain nombre de sujets.

J'ai cité les Autrichiens l'autre jour, et pourtant, ce ne sont pas des extrémistes, nos amis autrichiens. Ils ont un droit de veto qu'ils ont utilisé dans leur instance – ils n'ont pas interdit l'IA – le temps d'une expertise sérieuse. Au bout d'une journée, c'est difficile d'appréhender ce qu'est l'IA.

Merci encore pour cette journée. Cela veut dire y compris dans les entreprises. Il faut un temps nécessaire pour qu'il y ait une vraie expertise avec des salariés. Les salariés sont les premiers experts de leur métier. Il n'y a pas besoin d'avoir des cabinets extérieurs. Il y a un vrai sujet là-dessus. On fait une expertise sérieuse et on regarde les impacts.

Ensuite, les outils dont on dispose vis-à-vis de l'irruption fallacieuse et en sourdine de l'IA, cela a été expliqué tout à l'heure. Je répète explicabilité, y compris les réseaux de neurones. Qu'on ne me dise pas que comme ce sont des réseaux de neurones, il n'y a rien à expliquer. Je renvoie au bouquin de Lecas. C'est difficile, mais tout est explicable, surtout les tests, la testabilité, la vérification des biais. Tout cela

doit être présenté dans un CSE. On parlait des CV tout à l'heure. A priori, on est contre, mais quand bien même on automatise le recrutement par des CV, par ChatGPT, il va falloir vérifier tout cela et tout cela se teste. On a aussi beaucoup parlé de sécurité. La sécurité des données, c'est fantastique parce que qu'est-ce qui se passe dans toutes les boîtes aujourd'hui ? Les officiers de sécurité sont vent debout.

Les gens de la sécurité sont vent debout parce que tous les services envoient les perspectives commerciales, la stratégie marketing, les dépôts de brevets à ChatGPT. Les Américains sont super contents, ils font du big data gratos.

Cela relève de l'irresponsabilité complète d'une partie du management. Ils sont en train de corriger.

On parlait aussi de Pôle emploi. La dernière fuite massive de données, c'est Pôle emploi. Tous les gens qui retrouvent leurs comptes bancaires piratés, ils sont embêtés auprès de la Banque de France parce que des prélèvements automatiques ont déjà été faits. Le premier sujet, quand on a l'éruption de ces outils, au niveau du CSE est de dire : « Est-ce que vous avez fait une expertise de cybersécurité ? ».

On ne va pas gagner contre le capitalisme en interdisant l'IA. Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'entends bien la hauteur de la montagne qui est en face de nous, mais on a des outils. Je suis prêt, en tant que chercheur, à expliquer pourquoi l'IA ne comprend rien, pourquoi l'IA est un truc probabiliste qui regarde les minimums, mais ce sont des minimums locaux.

Ce n'est même pas la solution mathématique. Sur un certain nombre de sujets, l'IA ne fait que de l'approximation, elle va chercher un minimum local, elle fait un compromis. Cela consomme énormément d'énergie. La pente par prise par ChatGPT4 n'est pas tenable.

« Les salariés sont tout seuls à l'heure actuelle. Ils ne croient plus à la lutte syndicale. J'aimerais bien que l'on retrouve ce que j'ai connu en 1995. »

José, CGT des APAVE



José, de la Fédération des études. On parle pour ou contre l'IA. Il y en a qui ont aussi brûlé des machines à l'origine des machines. Il y a des chances dans l'évolution des techniques et des sociétés humaines qui s'imposent à nous parce qu'on ne contrôle pas la société. On n'est pas dans un monde où on contrôle quoi que ce soit. On n'a pas la main sur ce qui est mis en place et ce qui est mis en avant dans les connaissances dans tous les domaines.

Ce que je crains, quand on dit qu'il faut faire avec, c'est que l'IA est l'évolution presque ultime du capitalisme qui est déjà en train de mettre très à mal la planète. Sans planète, on peut toujours dire on va défendre le travail, mais si ce n'est plus vivable, le travail, je ne sais pas ce qu'il en restera. Si on ne prend pas le pouvoir, en tant que salariés et plus globalement, la population, le pouvoir de ce qui est décidé, ce qui est décidé, c'est pour améliorer le profit. Toutes les découvertes ont un côté utile parce qu'à chaque fois, ça a un côté utile, pour le médical et pour d'autres, au final, c'est utilisé pour augmenter la productivité, augmenter le profit par tous les moyens. Ce qu'on a dit ce matin, ce qu'absorbait comme énergie un des IA, en énergie électrique, en eau, ce sont des quantités phénoménales. Ça a aussi une limite parce que la planète a des limites. Ce n'est pas seulement dire qu'il faut faire avec, il faut s'interroger.

On va au-delà de la limite. On le sent tous qu'on ne contrôle plus la folie au niveau du dérèglement climatique, des famines, etc. Ce n'est pas pour être pessimiste parce que je garde encore l'espoir que l'humanité va prendre les choses en main et ne pas les laisser à une minorité aveuglée par cette recherche de profit. On ne doit pas combattre

l'IA en tant que tel, c'est tous ces dégâts qu'elle fait, qu'elle fait déjà et que ce type de système va continuer à faire s'il n'y a aucun contrôle en termes de prise de pouvoir. La CGT combat les abus, combat pour améliorer les conditions de travail, pour l'emploi, mais on combat contre l'exploitation elle-même. Si on n'avance pas sur ces deux pieds, encore une fois, qu'est-ce qui va rester du travail si on les laisse tout détruire et nous emmener vers la catastrophe ?

Patrice MAYET, CGT Capgemini Infra



Patrice Mayet, CGT Capgemini Infra. Mon métier, c'est la cybersécurité. Je gère les données clients, métiers et RGPD pour des grands clients, et mes données à caractère personnel. L'IA, certes, a besoin d'énergie, mais elle a aussi besoin d'être refroidie.

Il faut de l'eau pour refroidir tous ces serveurs. Sauf que la matière essentielle, ce sont nos données, les données des entreprises ou données personnelles. Le premier acteur qui donne à l'IA sa puissance, ce sont vos données personnelles, les données des entreprises. Si maintenant vous dites ce qui est une donnée personnelle sensible pour vous et que vous interdisiez à l'IA de l'utiliser, ça sera plus compliqué.

Si on arrive à sensibiliser l'ensemble des gens à maîtriser leurs données, maîtriser les données de l'entreprise, ça sera plus facile de le faire. On peut y arriver. L'entreprise peut payer de l'énergie, la climatisation, délocaliser les serveurs. Par contre, quand les données, c'est vous qui les donnez et c'est vous qui les taguez, c'est plus compliqué. Commencez par sensibiliser l'ensemble des militants ici, à classer vos données, à réguler vos données. Avec l'IA, ce sera terminé.

Jérémy, animateur du colloque

Noël va prendre la parole.

Noël LECHAT



On avait bien dit ce matin qu'on ne pouvait pas balayer tous les enjeux. C'est très compliqué en une journée. L'idée est de faire cette première journée et d'en avoir d'autres, notamment sur la question environnementale. L'électricité, on l'a, puisque visiblement, c'est l'Arabie saoudite, avec des plaques photovoltaïques, qui permet d'alimenter l'ensemble des data centers, y compris tout ce qui se passe en électrique en France et en Europe via les plaques photovoltaïques installées en Arabie saoudite, qui suivent les gazoducs qui avaient été prévus pour autre chose auparavant.



C'est la première chose, je pense qu'on pourra en débattre, y compris sur l'eau où il y a des solutions, qui ne nous conviennent pas forcément, mais il y a des solutions qui existent. Ensuite, il faut faire attention, je l'avais dit, à ne pas confondre numérique et IA. C'est ma boîte qui a informatisé les gares pour les billets de train. Cela n'a rien à voir avec l'IA. C'est du codage.

Chez moi, on vient de remplacer les caissières par des machines. Pareil, cela n'a rien à voir avec l'IA. C'est du code. Je ne dirai pas quelle boîte l'a fait, c'est comme ça que ça fonctionne. Quand vous avez des caisses automatiques et des caisses avec du personnel, tout le monde va aux caisses automatiques. C'est comme ça que les choses se passent. Dans le supermarché à côté de chez moi, le processus s'est fait comme ça. Ils ont mis un an à liquider les caissières. Petit à petit, on en avait cinq, quatre, trois, deux, une, zéro, c'est réglé.

Merci. Ceux qui font leur course à Carrefour, combien vont aux caisses automatiques ? C'est une question que je pose. Après, il ne faut pas s'inquiéter des conséquences.

Je pense qu'il ne faut pas partir en sens inverse. Il faut se demander ce qu'on veut faire de l'IA. Quand on dit ce qu'on veut faire de l'IA, on produit les algorithmes qu'on veut pour l'IA, puis on va faire le choix des données qu'on va utiliser. Si on dit demain, on va cadénasser les données, je ne sais pas comment on va faire. J'ai bien vu comment les choses se passaient.

Facebook va faire payer pour sécuriser. On va faire le pourcentage de ceux qui vont payer pour avoir des données sécurisées, ça va être drôle. Tout le monde va aller là où ce n'est pas payant, donc les données seront libres d'accès. La question, c'est ce qu'on veut faire de l'IA.

Je le disais ce matin, le progrès social et l'émancipation. C'est à partir de là qu'on va construire et aider nos camarades, y compris les camarades de chez nous qui produisent parce que faire de l'IA, c'est amusant. On va leur donner les moyens de réfléchir à comment.

Jérémy, animateur du colloque

Merci à toi.

Une intervenante, CGT Éducation



Je suis professeure documentaliste et à la CGT Éducation. Je pense que c'est important par rapport à l'IA, je parle en tant qu'enseignante, mais aussi en tant que citoyenne, de développer l'esprit critique. C'est une tâche qui dans les établissements scolaires est souvent impartie aux professeurs documentalistes. Malheureusement, il y en a de moins en moins, souvent remplacés par des gens qui ne connaissent rien au métier. Même quand on est professeur documentaliste, comme très souvent, on nous prend pour un pion qui sert à faire l'annexe de la permanence.

C'est difficile de mettre en place l'enseignement. J'en parle parce qu'on a beaucoup parlé du privé depuis ce matin et très peu de la fonction publique.

Par ailleurs, par rapport au problème d'environnement que l'IA peut poser, le stockage des données se fait dans des data centers, mais je crois qu'il y a des limites parce que les data centers prennent beaucoup de place, peut-être même que ça prend la place de terres arables ou qui pourraient servir à l'élevage.

Avec le réchauffement climatique, ces terres seront de plus en plus précieuses, même s'il y en a qui pensent déjà à nous faire manger de la nourriture synthétique sous forme de pâtes dentifrices ou de poudres protéinées à base d'insectes. On n'en est pas encore là et j'espère bien qu'on n'y arrivera pas. Il y a des personnes qui se sont dit que les data centers, il paraît que ça existe déjà – j'ai vu ça dans des reportages – on pourra les faire sous forme de radiateurs chez des particuliers. Pour contrôler les données. Cela fera des économies d'économies d'énergie, vous me direz.

C'est important la question qui contrôle les données, on en a parlé à plusieurs reprises, mais également qui les supprime et les cale. Quand il y aura tellement de données qu'on ne pourra plus les stocker, parce qu'on ne peut pas les stocker à l'infini pour les raisons que j'ai dit et d'autres qui ont été évoquées, liées également au réchauffement climatique, on supprime quoi ?

Les cales. Il y a quelque chose à ne pas oublier dans tout ça, c'est qu'avant de dire qu'il faut abattre l'IA, comme ça a été justement dit ce matin, j'y souscris, l'IA n'est jamais qu'un outil. Un outil, on peut bien l'utiliser comme on peut mal l'utiliser. Le feu peut aussi bien brûler que chauffer.

L'IA, ce qui compte, ce n'est pas d'en avoir peur, c'est savoir comment l'utiliser. Pour l'utiliser au mieux, il faut également se poser la question qui possède les moyens de production. Je crois que c'est cela qu'il faut faire. Tant que les travailleurs ne posséderont pas les moyens de production, c'est le patronat qui fera ce qu'il veut.

Par rapport aux choses qui font que personnellement, je n'aimerais pas voir l'IA disparaître, je vais parler en tant que citoyenne atteinte d'un cancer du sein, je sais, beaucoup de recherches sont faites pour les détecter plus facilement et pour les faire régresser.

D'ailleurs, entre parenthèses, le camarade qui ne veut pas du tout de l'IA, je rappelle que 2 % des hommes peuvent avoir un cancer du sein. On peut également détecter des mélanomes. Je ne vais pas faire toute la liste, il y en a beaucoup. Ce serait une erreur, à mon sens, de rejeter l'IA, alors que ce qui est important, c'est surtout comment on l'utilise et qui l'utilise.

Je voudrais davantage dire réagir en tant que citoyenne. Tout salarié est un citoyen. Je parle de ce que j'appelle une mauvaise utilisation. Ça peut également affecter gravement les citoyens. Je pensais à un reportage que j'ai vu hier, qui montrait qu'aux Pays-Bas, on avait introduit dans l'IA le critère couple mixte habitant dans les quartiers populaires égalent forcément ou presque forcément fraudeurs. À cause de ça, un couple a été victime d'une erreur tellement grave qu'on leur a demandé de rembourser des centaines de milliers d'euros.

Ça les a ruinés. À cause de cette ruine, les services sociaux leur ont retiré leurs enfants en bas âge pendant quatre ans. Comme ils ont réussi à prouver l'erreur de l'État, ils ont réussi à récupérer leurs enfants et un petit dédommagement de 30 000 euros, histoire de les faire taire. Ici, on nous dit que ça n'arrivera jamais avec les services de l'État, mais il y a tellement de choses.

On nous raconte du baratin. Ça me fait froid dans le dos l'expérience d'ailleurs et ça me fait peur de voir qu'au lieu de se servir de ce qui n'a pas marché ailleurs, on recommence les mêmes mauvaises expériences. Je suis contre l'IA si ça sert à s'attaquer aux libertés. Mais pour toutes les raisons que j'ai évoquées avant, je pense que ce serait une erreur que de mettre une croix dessus.

Jérémy, animateur du colloque

Il nous reste 16 minutes. Après, ce sera à Sophie Binet d'intervenir.

Marc CHABANNE, retraité de la presse



Marc Chabanne, je suis retraité de la presse, en étant passé par les IEG il y a longtemps. La discussion sur le rapprochement entre Taylor et l'IA me rappelle un film récent qui s'appelle L'établi où dans la chaîne de montage des deux chevaux Citroën à porte de Choisy, il y avait besoin d'avoir un établi où les salariés pouvaient bricoler indépendamment du montage. La place de l'homme, y compris dans une chaîne automatisée, était déjà démontrée dans les années 70. Le deuxième sujet rejoint la citoyenneté. C'est un autre secteur que le secteur salarié, c'est la justice. Dans tout ce qui est justice civile, la justice que personne ne



connaît, la justice du quotidien, les problèmes familiaux, les problèmes de voisinage, les assurances, on est en train d'introduire des algorithmes pour que les juges soient coincés dans un jugement prédéterminé. La liberté du jugement intrinsèque à un juge lui est retirée. Ce sont les algorithmes qui vont directement porter le jugement et l'écrire.

Un souvenir personnel d'introduction de ce qu'on appelle l'IA. On appelait ça un moteur à l'époque, un moteur d'intelligence artificielle. Il a servi à programmer les ascenseurs de la Tour Montparnasse. Au départ, on met l'algorithme.

Statistiquement, on mesure tous les jours les allers-retours des ascenseurs et au bout d'un certain temps et qu'on a accumulé suffisamment de données, cela permet de

positionner les ascenseurs de façon optimale à telle heure, à 11 heures du soir pour redescendre du restaurant, à huit heures du matin pour faire monter les salariés.

C'est un exemple de l'IA que j'utilise souvent pour montrer que l'algorithme sans les données ne sert à rien et que quand on comprend l'exemple de l'ascenseur, on a déjà compris un certain nombre de choses sur l'IA.

Jérémy, animateur du colloque

Merci beaucoup. Il est 16 heures 17. Je ne pourrai pas faire passer tout le monde. On va encore faire cinq interventions, à condition d'être très court. Excusez-moi, il faudra vraiment être court. Sinon, je vous interromps.

José BRISSET, Délégué syndical CGT
chez ENEDIS



Ce que j'ai noté après cette journée très enrichissante avec les commentaires des uns et des autres et des intervenants, c'est que cette question de l'IA pose des questions sur la production et l'organisation du travail, sur le modèle productif et son organisation. C'est une réflexion que je me fais.

Et la deuxième chose que je voulais demander, préciser, je pense que compte tenu de cette problématique, la question des nouvelles organisations, de la production et de la nouvelle orientation de production, il faudrait absolument que la CGT, le syndicat, se les approprie dans des revendications comme l'égalité femme homme, la réduction du temps de travail, les salaires.

C'est fondamental parce que cela va induire un tas de fusions et d'informations dans les fédérations, localement après. La question étant le contrôle et la transparence de cette problématique, les salariés pourront se l'approprier pour avancer dans cette direction. Je pense que c'est très, très important que cela en fasse partie, un camarade l'a dit, mais je ne me rappelle pas de son nom. C'est très important. Il faut que cela fasse partie des grandes revendications, des cahiers de revendication de la CGT.

« Un souvenir personnel d'introduction de ce qu'on appelle l'IA. On appelait ça un moteur à l'époque, un moteur d'intelligence artificielle. »

Jérémy, animateur du colloque

Merci beaucoup.

Jean-Luc KRAVETZ, Info'Com CGT



Jean-Luc Kravetz, Info'Com CGT. On parle des impacts de l'IA dans la sphère professionnelle, c'est ce qui nous occupe, c'est normal, on est la Confédération générale du travail. Les premiers usages viennent des usages des citoyens.

C'est parce que les citoyens vont vers des usages automatisés que le monde de la production va aussi vers des usages automatisés. On parlait de l'exemple de la banque qui propose de plus en plus une banque automatique, voire sans guichet.

Si demain les gens disent : « On en a assez, on veut avoir des interlocuteurs quand on va à la banque, on ne peut pas avoir que des machines », cela peut changer les pratiques des banques.

Par nos usages, on influence le cours des choses. Je pense que c'est important de le rappeler. Il y a une responsabilité citoyenne. On parle de la sphère professionnelle, mais il y a aussi une responsabilité citoyenne.

Si les citoyens se disent et s'opposent à ces nouvelles pratiques où l'individu devient complètement absent, ça peut changer de cours de choses. On peut agir aussi là-dessus.

Jérémy, animateur du colloque

Merci beaucoup.

Valérie LEFEBVRE HAUSSMANN,
Fédération CGT des banques et
assurances



Pour répondre à ce que tu viens de dire, il y a un outil qu'on n'utilise pas suffisamment en tant qu'usager des banques et des assurances, notamment chez les mutualistes, les banques mutualistes, les assurances mutuelles, c'est notre pouvoir de sociétaire.

On ne va jamais quasiment aux assemblées générales de sociétaires. Là, on aurait un poids pour faire changer les politiques de fermeture d'agences, que ce soit dans les assurances ou dans les banques. En tant que citoyens et en tant que CGT, on a du boulot. Je n'arrête pas de le dire, mais il faut qu'on s'y mette.

José BRISSET, Délégué syndical CGT
chez ENEDIS



Je me présente, José Brisset. Je suis en CSE à Enedis et je suis DS. En début d'année, notre directeur régional est venu nous voir à la pause du CSE. Il vient vers nous, élu CGT, et il nous dit la phrase suivante : « Ça va être vachement plus facile pour vous en CSE avec l'arrivée de ChatGPT.

Ça va être du tonnerre pour vos déclarations, vos motions et vos avis dans les CSE ». Ça nous a scotchés parce qu'on a su qu'il savait. Il savait quand on l'utilisait et qu'on pouvait l'utiliser.

On a maintenant deux solutions. Soit on assume et on gagne du temps et le temps dégagé pour faire nos avis, on fait comme l'a demandé Sébastien, on va sur le terrain face aux agents ou avec les agents.

Soit on n'assume pas, on fait des fautes d'orthographe dans les déclarations. On ne va pas se mentir, c'est aussi une phrase régulièrement corrigée par ChatGPT. Il me met à chaque fois « on ne va pas se voiler la face », c'est plus joli. Je suis dans l'anecdotique, mais je pense qu'il faut un travail en commun à la CGT pour qu'on se dise les choses et qu'il n'y ait pas deux catégories de camarades sur le terrain, à savoir ceux qui savent ou qui ont connaissance de l'IA et ceux qui ne se sont pas approprié cet outil. Je pense que c'est fondamental, il faut qu'on ait un travail en commun là-dessus.

On dit, depuis quatre ans que le CSE est en place, que ce rouleau compresseur du CSE nous bouffe du temps. Maintenant, il y a le rouleau compresseur de l'IA et il faut qu'on s'y attelle. Ce qu'a dit la camarade de la SNCF, dans les IEG, les industries électriques et gazières, c'est ce qui nous pend au nez.

Diviser par 10, par 20, le nombre d'élus, c'est ce qu'on craint. Je ne veux pas dire que l'IA va nous y aider, mais il faut qu'on se dise des choses et qu'on s'y attelle. Un travail en commun, c'est ce qui a été dit et c'est ce qu'il faut qu'on fasse. Fin de ma déclaration sans IA.

Jérémy, animateur du colloque

Merci. Il nous reste cinq minutes. On va faire passer deux intervenants.

Je vous demande d'être rapide et le plus concis possible pour gagner en efficacité, pour que tout le monde puisse parler.

José BRISSET, Délégué syndical CGT
chez ENEDIS



Puisque c'est le moment des questions, je voudrais qu'on se pose la question des régressions sociales que va entraîner l'IA puisqu'on dit que l'on ne peut pas lutter contre et qu'il va falloir s'y adapter. La question, c'est : Est-ce qu'on va accepter les régressions sociales que ça va engendrer ou est-ce qu'on va faire comme on a l'habitude de faire, on ne va pas les négocier ? C'est la première question qui est une question importante. La deuxième chose qui fait peur dans l'IA, c'est le contrôle accru. On peut entendre, à distance, tout ce qu'on dit par nos téléphones, nos ordinateurs, récupérer nos données, nos données personnelles, nos données médicales. Le monde qui se dessine devant moi est un monde orwellien où on est sous contrôle permanent de grands groupes. On doit se poser la question sur le contrôle permanent des salariés et des citoyens qui va être engendrés par l'IA.

Une autre question, ce sont les problèmes écologiques, beaucoup de camarades en ont parlé. À la CGT, on doit prendre en compte la question de l'écologie et la question du progrès infini qui ne s'arrête jamais, l'IA qu'on ne peut pas arrêter, du progrès qu'on ne peut jamais arrêter et qui va finir par un désastre écologique, on faut qu'on le mette dans notre façon de voir et d'appréhender l'IA. Quels vont être nos angles d'attaque ? Il y a des choses qui sont bonnes, ce n'est pas binaire comme vous l'avez dit, et des choses qui ne sont pas bonnes dedans. Le contrôle, le contrôle permanent de nos moindres faits et gestes, la régression sociale et la régression sociale sur les emplois, les salariés, les conditions des salariés, l'humain et l'écologie. Comment peut-on aborder le sujet de l'humain et de l'écologie par rapport à l'IA au sein de la CGT ?

Laïla TELLI, INDECOSA CGT

Je peux prendre la parole ? C'était pour lui et pour moi. J'ai défendu mon camarade, mais je voulais intervenir aussi. Je suis désolée.



Jérémy, animateur du colloque

Très rapidement parce que le monsieur à côté lève la main depuis tout à l'heure, il a été patient.

Laïla TELLI, INDECOSA CGT

C'était simplement pour vous dire que je suis. Il a eu la télé. Je suis Laïla Telli, cégétiste. J'interviens à titre personnel et je fais partie d'Indecosa CGT. On a un colloque demain sur l'alimentation. Toute la journée, a opposé l'IA.

On n'a pas à opposer l'IA. Il y a du positif et du négatif. En tant que force syndicale, on ne va pas mettre en avant tout ce qui est positif, même si la liste est longue et tant mieux, comme pour certaines guérisons de maladie ou plein d'autres choses.

Ce sont surtout ses dérives, c'est pour ça que je suis venue. C'est pour montrer les dérives. Le monde syndical doit être là pour être le garde-fou vis-à-vis des instances politiques, comme on l'a toujours fait dans différents domaines. Dans le secteur privé, c'est difficile. On essaye de dire aux CSE d'être très vigilants et de mettre des limites face aux dirigeants.

On sait très bien qu'on déshumanise de plus en plus le travail, qu'on nous éloigne de plus en plus, entre autres avec la dématérialisation. Je suis une ancienne politique. Je pense que

vis-à-vis des politiques, de l'Europe et de nos États, c'est à nous de mettre des stops. La chose la plus importante en tant que syndicaliste, c'est la surveillance citoyenne. C'est absolument sur ça, pour ma part, qu'on doit être très vigilant. Après, il ne faut pas opposer les uns et les autres. J'en ai marre qu'on oppose sans cesse le climatologue sceptique contre celui qui défend l'environnement, qu'on oppose le train à l'avion, les végétariens à ceux qui aiment la viande. Arrêtons d'opposer tout à tout. Merci.

Jérémy, animateur du colloque

Il est 16 h 30. Je t'accorde une ou deux minutes, mais pas beaucoup plus, le temps que Sophie termine son discours.

Philippe HUFSCMITT, délégué syndical CGT chez SEXTANT



Merci. Philippe Hufschmitt délégué syndical CGT chez Sextant. Il y a eu plusieurs demandes de formation, de campagne de sensibilisation. Je serai pour que la Confédération s'occupe d'actions de communication vers le grand public.

Noël, si on foutait des stickers sur les caisses automatiques en disant attention : « Quand vous utilisez une caisse automatique, vous détruisez de l'emploi. A la fin, il n'y aura plus personne », je pense que cela peut avoir un impact. Voilà un exemple d'action de communication simple, de sensibilisation vers le grand public. Des actions de formation pour nous, adhérents, membres de CSE, délégués syndicaux et des ateliers utilisateurs. Je ne sais pas utiliser ChatGPT. Je l'ai utilisé une fois pour nous.

Jérémy, animateur du colloque

Merci pour le dessin. Céline.

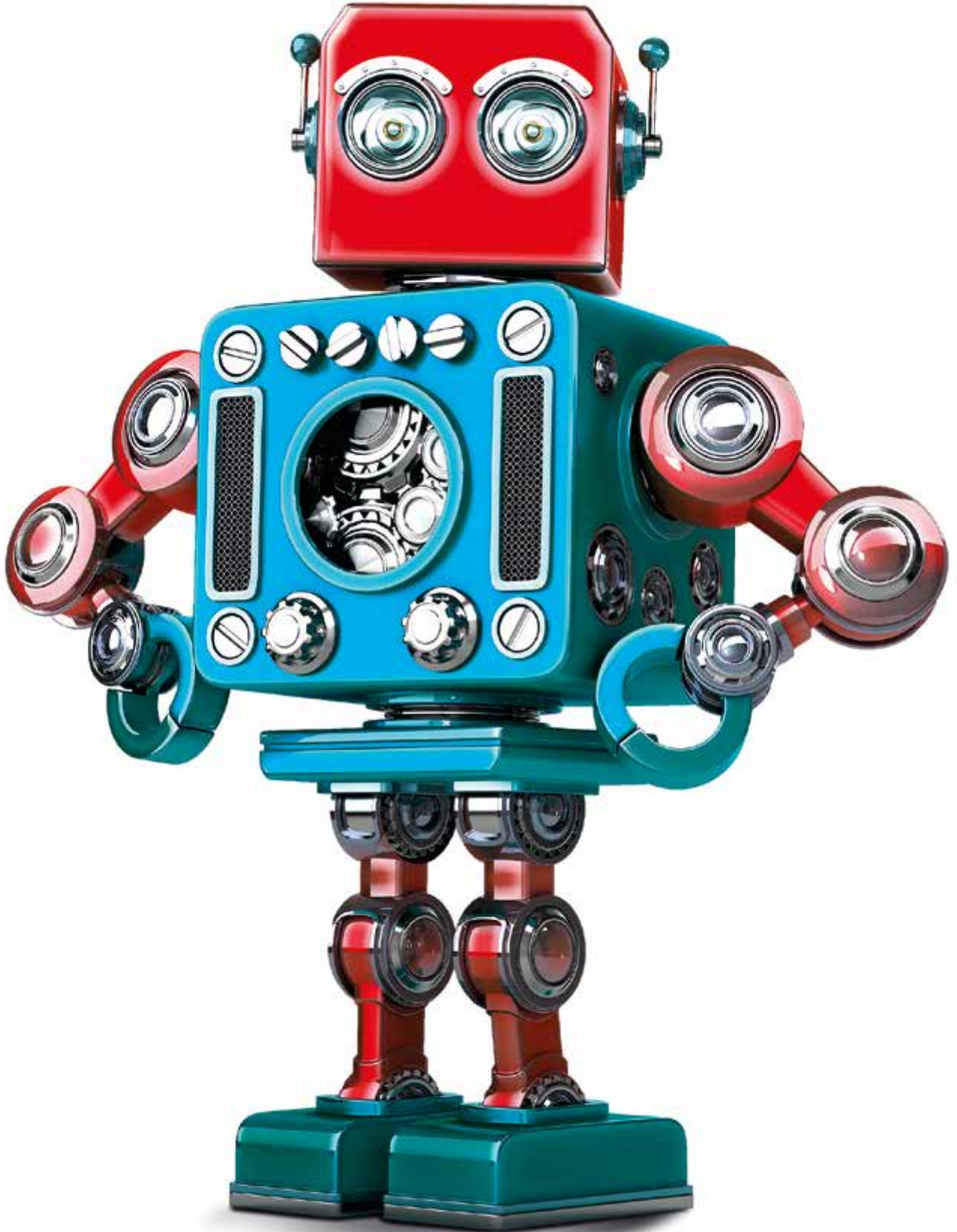
Céline VICAINE, Secrétaire Générale CGT Sociétés d'Études



Merci à tous d'être venus pour vos interventions. Il y a de nombreuses interventions qui ont été frustrées aujourd'hui. Cela nous encourage à avoir d'autres journées sur ce sujet. Le colloque portait plus particulièrement sur les mutations attendues, les perspectives et les menaces et beaucoup de sujets ont été abordés. Ce matin, c'était le sens de la technologie. On a eu beaucoup de choses sur l'environnement et pas seulement. J'oublie plein de choses, je ne fais pas la synthèse. Cette journée a été organisée avec Info'Com, la FILPAC et la Fédération des sociétés d'études, mais au vu de l'ensemble des champs abordés, nul doute que ce travail pourra être posé. C'est un rappel du pied qui va permettre de faire la transition vers notre invité pour la conclusion. Il serait bon que nous travaillions avec la Confédération sur ces sujets.

Sophie nous a fait le plaisir de venir conclure cette journée sur cette thématique. Je lui laisse la parole. Vous avez remarqué l'appel du pied juste avant qu'elle arrive ? Le temps qu'elle s'installe, on transmettra vos félicitations aux équipes qui ont travaillé pour ce colloque.

« On doit se poser la question sur le contrôle permanent des salariés et des citoyens qui va être engendrés par l'IA. »



Discours de clôture de la Secrétaire générale, Sophie Binet

Sophie BINET, Secrétaire générale



Bonjour à toutes et tous. Le problème, c'est que je n'utilise toujours pas ChatGPT pour mes conclusions, donc je suis toujours à la bourre pour les finir. Bravo pour cette initiative. Je pense que la participation large démontre que la question de l'intelligence artificielle et plus largement du numérique nous concerne toutes et tous. Ça doit être une question interprofessionnelle et la Confédération y a toute sa part, raison pour laquelle je suis présente. Je n'ai malheureusement pas pu assister à l'ensemble de vos débats, mais je lirai avec intérêt le compte rendu.

Comme vous l'avez dit, la question n'est certainement pas pour ou contre les technologies, pour ou contre l'intelligence artificielle, la CGT ne s'est jamais positionnée pour ou contre les technologies, mais plutôt quelles finalités, quels contenus pour les technologies qui ne sont pas neutres, c'est important de le rappeler. La question, c'est quelle artificielle ? Parce qu'il y en a plusieurs, il y a plein de possibilités de développement. Pour quoi faire, comment ?

Avec trois problèmes aujourd'hui. Le premier, l'innovation est pilotée par le capital parce que les innovations développées sont celles qui sont rentables à court terme pour les fonds d'investissement et le capital, et pas les autres. Il y a plein d'innovations qui seraient extrêmement intéressantes d'un point de vue social ou environnemental laissées de côté en raison des niveaux de rentabilité atteints ou parce qu'ils ne sont pas du tout rentables de toute manière, cela n'intéresse pas le capital.

Le deuxième problème, c'est qu'il y a trop peu de débats collectifs sur les questions d'intelligence artificielle. C'est pour cela que c'est très important, l'initiative d'aujourd'hui. C'est toujours très intéressant de suivre ce qui se passe Outre-Atlantique. Quand on regarde les débats, ça fait froid dans le dos, les débats sur une intelligence artificielle qui crée une autre intelligence artificielle et qui organise la fin du monde, c'est le dernier truc que j'ai vu. C'est un superscénario dystopique, mais le fait que ça soit des ingénieurs sérieux qui le disent, on ne peut pas complètement écarter le truc en disant que ce n'est pas un sujet sérieux. Cela montre à quel point il y a besoin que les innovations humaines soient pilotées par les humains, qu'il y ait donc un débat collectif et démocratique.

Le troisième problème, ça fait du bien de le dire, de le redire et de le marteler, c'est que les algorithmes ne sont pas neutres. Le fonctionnement de l'intelligence artificielle, étant donné que c'est un fonctionnement par probabilité et par compilation de données, par principe, c'est la reproduction de pensées

dominantes. En plus, l'intelligence artificielle étant développée par des hommes blancs nord-américains, dans les biais de développement, de fonctionnement des algorithmes de l'intelligence artificielle, les mécaniques peuvent accroître les rapports de domination. Cela pousse à s'interroger sur l'intelligence artificielle, à la fois sur le fait que l'intelligence artificielle vise à permettre au capital et au capitalisme de maximiser son niveau de rentabilité, et reproduire et amplifier les rapports de domination existants. Ce sont ces deux questions qu'il faut qu'on ait en tête, nous, CGT.

L'enjeu, c'est bien de reprendre la main sur les technologies. On est toutes et tous utilisateurs utilisés, mais on n'est pas qu'utilisateurs et utilisatrices, on est concepteurs et conceptrices, puisque ce sont les salariés qui conçoivent et développent ces innovations. Nous avons vocation à les organiser. L'enjeu central, c'est qu'il ne faut surtout pas laisser l'innovation d'une façon générale et l'intelligence artificielle en particulier au marché. On a aujourd'hui un potentiel de recherche mondiale inédit. Il n'y a jamais eu autant de chercheurs et de chercheurs au niveau mondial, autant de capacités de progrès technologiques. C'est génial et c'est extrêmement utile au vu des enjeux d'une complexité inouïe auxquels nous sommes confrontés, avec notamment le changement climatique qui impose d'avoir des technologies de rupture sur plein de sujets, le développement des guerres, l'augmentation des inégalités au plan mondial.



On n'a pas besoin de moins de recherches et de moins d'innovations. On en a besoin de plus, mais pilotées par le progrès humain, social et environnemental.

Je reviendrai sur trois points clés pour la CGT. Il y a besoin d'imposer un débat collectif et démocratique à tous les niveaux sur les technologies en général et l'intelligence artificielle en particulier. Tous les niveaux, ça veut dire tous les niveaux où on est entreprise, branche, territoire, national, interprofessionnel, Assemblée nationale. Il y a des sujets qui doivent être débattus et définis par le politique parce que ce sont des choix politiques collectifs. Dans ces débats, il faut imposer non seulement la prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux, mais surtout faire en sorte que les enjeux sociaux et environnementaux dominent les choix que nous serons amenés à faire, développer ou pas telle ou telle technologie. C'est ce qui avait présidé à la position de la CGT sur la 5G. La CGT n'a jamais dit non la 5G, elle a dit « La 5G pourquoi ? Comment ? ». Avec les camarades ingénieurs de Nokia qui développent la 5G, la CGT a dit qu'il était possible d'avoir une 5G beaucoup moins consommatrice d'énergie et une 5G qui permet de développer les usages dans le médical. Aujourd'hui, la 5G explose la consommation d'énergie. Elle est là pour des choses qui ne répondent pas aux premiers besoins humains, mais elle augmente les capacités spéculatives liées aux données, au téléchargement, etc.

Imposer la prise en compte de l'impact social et environnemental, c'est dire qu'en matière d'emploi, non, tout ne doit pas être automatisé. Il y a quelques années, on pouvait dire que de toute manière, il y a des emplois qui ne pourront pas être automatisés. Maintenant, avec les progrès fulgurants techniques, c'est beaucoup plus compliqué. Je me souviens avoir fait des débats il y a dix ans sur l'intelligence artificielle, le débat, c'était que les professions intermédiaires et supérieures ne seraient pas concernées parce qu'on ne peut pas automatiser ces métiers, que ce n'était pas possible. Mais avec les progrès structurants de l'intelligence artificielle, ce sont d'abord ces métiers qui sont concernés. On peut imaginer des potentiels d'automatisation très importants. La décision d'automatiser ou non un métier, ce n'est pas seulement en fonction des possibilités



technologiques, mais en fonction de nos décisions démocratiques collectives. Oui, il y a des choses, ce n'est pas gênant de les automatiser, au contraire, ça peut limiter la pénibilité et supprimer des boulots pénibles. Il faut qu'on puisse en parler tout en disant que l'enjeu pour la CGT est de mettre le progrès technologique au service du progrès humain. Pour cela, il faut que l'accompagner d'une réduction collective du temps de travail.

C'est pour cela que la question des 32 heures, la semaine de quatre jours et la retraite à 60 ans est particulièrement pertinente quand on parle de progrès technologiques et de numériques, parce que c'est ça qui permet de dire que les gains de productivité, parce qu'il y en a, doivent être mis au service du progrès humain. Ensuite, certains emplois ne doivent pas être automatisés. Par exemple, le travail du relationnel ne se remplace pas par des machines et les caissières ne font pas que passer des codes-barres. Elles disent « bonjour, au revoir, merci », et plein d'autres choses qui sont invisibilisées et minimisées dans leur métier. Pareil, le travail du soin et du lien. Les métiers le plus en souffrance, ce sont les métiers du relationnel qui sont en

train d'être automatisés avec le numérique en général et pour partie de l'intelligence artificielle. Par exemple, les travailleuses sociales ne font plus du tout le même métier parce qu'il y a plein de choses qui sont déjà faites en ligne. On fait rentrer les gens dans des cases. Ça change la nature de leur métier. Il y a un certain nombre de métiers qu'il ne faut pas automatiser.

Ensuite, il y a un certain nombre de métiers qu'il ne faut pas automatiser pour des questions éthiques. Vous avez parlé de la question de la justice prédictive. Les avocats et les magistrats se mobilisent contre la justice prédictive parce que c'est très dangereux en termes de reproduction des rapports de domination. Cela conduirait à mettre des facteurs de probabilité de risque sur certaines populations. On peut arriver à des choses extrêmement graves et dangereuses. Vous avez parlé de la question du recrutement par algorithme. Il y a aussi les questions militaires. Quand on regarde ce qui est possible maintenant dans le militaire, ça fait froid dans le dos. L'armée française, qui était frileuse et sur la défensive sur ces questions, a ouvert grand les vannes. Il y a des choses à dire et



débattre collectivement, jusqu' où on va sur les potentialités militaires avec l'intelligence artificielle notamment. Débattre collectivement et démocratiquement, c'est imposer la transparence sur les algorithmes. On le voit de façon très concrète dans beaucoup de métiers. Les livreurs à vélo ont été les premiers à interroger sur la transparence de l'algorithme qui organise leur métier.

Il y a eu une forte mobilisation des livreurs et livreurs à vélo en Italie et ils ont obtenu des mesures de transparence des algorithmes pour reprendre le pouvoir sur l'organisation de leur boulot. Ils étaient partis du fait que l'algorithme remettait en cause le droit de grève dans le fonctionnement de l'algorithme. Ce sont des choses qu'il faut importer et gagner en France.

Enfin, gagner un débat collectif et démocratique à tous les niveaux, c'est le faire en partant du travail. Le travail, c'est notre marque de fabrique, nous, CGT. Il y a besoin qu'on fasse plus et mieux sur l'organisation des concepteurs et conceptrices de ces technologies pour leur permettre de débattre sur le sens et le contenu de leur travail. Un truc génial est arrivé aux États-Unis il y a environ cinq ans,

quand les ingénieurs de la Silicon Valley se sont révoltés contre l'utilisation des technologies de reconnaissance faciale qu'ils développaient permettant à l'administration Trump de filtrer les immigrants mexicains à la frontière, en tapant notamment sur les enfants. Ils ont refusé de développer ces technologies. Ils sont laissés seuls et individualisés comme aujourd'hui, ils ne peuvent pas du tout avoir ces modes d'action, ces prises de conscience collective et ces prises de pouvoir. Il y a besoin que la CGT leur permette de s'organiser massivement dans la CGT pour collectivement retrouver la maîtrise sur le sens et la finalité de leur travail.

Retrouver la maîtrise sur le sens et la fidélité de leur travail, c'est faire barrage et bloquer les technologies dangereuses, et nous dire qu'on est capable de faire ça, qu'on sait faire telle technologie qui pourrait être mise au service du progrès social et environnemental. Ce serait un vecteur d'émancipation très fort d'avoir massivement des ingénieurs organisés à la CGT qui nous disent : « On sait faire ça, nos boîtes ne veulent pas développer parce qu'il n'y a pas d'enjeu financier de court terme. Est-ce qu'on est en capacité de faire

des projets CGT en utilisant ces potentialités pour les mettre au service du progrès social et environnemental ? ». Cela nous permettrait de reprendre la main sur l'innovation. Donc premier élément, débat collectif et démocratique à tous les niveaux.

Le deuxième élément, c'est la question du financement. La question du financement est centrale parce que c'est ça qui fait qu'une innovation est développée ou pas. On a un problème de l'accès au financement parce que la recherche publique est de plus en plus asphyxiée et la recherche privée se fait en fonction des intérêts de court terme des actionnaires. La question de l'IA est liée à la bataille de la CGT pour le financement de la recherche publique et à la bataille de la CGT pour le financement de l'économie et de l'innovation dans l'économie sur les rôles pour les banques publiques, les banques tout court et quel pôle financier public, parce que les banques privées ont aussi leurs responsabilités à prendre, n'est-ce pas, Valérie, de façon que quand on a des projets sociaux et environnementaux, ils puissent être financés et développés.

Le troisième enjeu majeur pour la CGT, c'est la question de la gestion des données sur laquelle il faut que nous gagnions de nouveaux droits à tous les niveaux. C'est d'abord la gestion des données sur nos libertés et la maîtrise de nos données. Vous vous souvenez de la bataille que nous avons menée sur la question du Health Data hub, de l'hébergement de nos données de santé que le gouvernement voulait confier à Microsoft sans aucune garantie de maîtrise de nos données. C'est notamment grâce à l'intervention de la CGT qu'on a suspendu le projet et qu'on l'a mis sous contrôle. Les choses sont loin d'être réglées, puisque le deuxième sujet en lien avec la gestion de nos données, c'est la question industrielle. Si on n'est pas en capacité d'avoir un cloud souverain et des outils qui ne sont pas américains sur ces questions, on ne peut pas reprendre la main sur nos données.

C'est l'argument permanent des gouvernements pour donner à Amazon et à Microsoft parce que chez nous, personne ne sait faire. Il faut que nous développons des acteurs dans le domaine. Il faut poser les questions de souveraineté, mais il faut aussi poser les

questions de concentration. On est dans un modèle où on nous vend la concurrence libre et non faussée. S'il y a bien un secteur dans lequel il n'y a pas de concurrence libre et non faussée, c'est le secteur du numérique, avec les GAFAM qui accaparent toujours plus de données et de puissance d'intervention, puisque ça se fait par accumulation. Il y a besoin, pour aborder sereinement la révolution numérique et l'intelligence artificielle en particulier, de reposer l'exigence de vraies lois antitrust pour empêcher la situation monopolistique des GAFAM qui est extrêmement dangereuse.

La question de la gestion des données, c'est aussi la question de la marchandisation de nos données. J'étais hier avec les camarades de Carrefour qui font une mobilisation contre le système de franchise et de financiarisation de Carrefour. Au-delà de ce système, problème dans la grande distribution, c'est qu'il n'y a plus d'investissement dans les magasins puisque les patrons savent que la valeur ne viendra pas de façon centrale des magasins. Ce qui les intéresse, ce sont les cartes de fidélité. Carrefour, ce sont 50 millions de clients qui ont une carte de fidélité. À partir de ces cartes de fidélité et de l'intelligence artificielle, on peut monétiser des choses très intéressantes. Quelqu'un qui achète tout le temps des couches, c'est quelqu'un qui a des enfants, donc il sera plutôt intéressé par telle ou telle pub. Il y a un enjeu de marchandisation de nos données avec un secteur spéculatif qui spéculé sur nos données.





Dernier élément sur la question de la gestion des données, je ne l'ai pas beaucoup entendu cet après-midi, c'est la question de la sécurité, la question de la sécurité pour nous, individuellement, cela a été dit sur Pôle Emploi avec le piratage des données pour Pôle Emploi, mais aussi la question de la sécurité pour l'outil industriel. La CGT a beaucoup médiatisé la situation de Clestra, une entreprise qui fabrique des cloisons de bureaux, qui a été financiarisée de façon scandaleuse par le fonds qui l'a rachetée. Mais pourquoi est-ce que cette entreprise, à l'origine, a été rachetée par un fonds ? Parce qu'elle avait été piratée. Elle avait perdu son fichier client, les modèles de cloisons et l'ensemble des éléments fondamentaux de l'entreprise. C'était pire que d'avoir eu une effraction.

Le problème, en matière de sécurité, sur les enjeux stratégiques, des entreprises ont des passagers clandestins, et en matière de sécurité, ce sont les directions des boîtes qui ont les pleins pouvoirs et ils ne font rien. Par contre, quand il y a un problème, nous sommes les premiers sacrifiés. Clestra, ça a conduit à la mise en faillite de l'entreprise. Et qui paye ? C'est nous. Il y a besoin qu'on ait de nouveaux droits pour avoir des droits

de contrôle sur les pratiques de sécurité de l'entreprise en matière de gestion des données, sur nos données, mais aussi sur les données en général, les brevets, le fichier client, de façon à avoir une sécurité commerciale et une sécurisation commerciale des entreprises pour protéger l'outil industriel. L'écrasante majorité des ETI et PME ne sont pas du tout protégées face au risque de piratage, même les grands groupes ne sont pas protégés, surtout avec les pratiques de sous-traitance généralisées. Les camarades du nucléaire ici présents peuvent témoigner du danger de la sous-traitance dans le domaine du nucléaire, notamment la question de la gestion des systèmes informatiques. Il y a besoin que nous posions en grand ces questions de sécurité parce qu'il y a aussi un impact en matière industrielle et économique.

Pour conclure, la question de l'intelligence artificielle doit être traitée par la Confédération. Cette journée va nous servir de point d'étape pour un état des lieux et une première étape de réflexion. On a mis en place nos commissions confédérales. On en a mis en place 15, elles sont plus regroupées qu'auparavant. C'est la commission confédérale environnement industrie qui traitera

cette question de l'intelligence artificielle, parce que c'est dans cette commission confédérale, il y a Sylvain Delaître notamment, mais au-delà de la présence de Sylvain, c'est dans cette commission confédérale que nous parlons recherche et qu'il faut traiter les enjeux d'intelligence artificielle en lien avec la question de la recherche, de l'industrie et de l'environnement.

Les questions d'intelligence artificielle doivent aussi être traitées par notre commission confédérale sur les libertés. Lundi, en bureau confédéral, on a décidé de faire une procédure en justice contre la tentative actuelle de la Préfecture de Paris d'introduire une surveillance par drones des manifestations, avec un traitement des images par intelligence artificielle. Ce sont des sujets sur lesquels il faut qu'on ait une vigilance et une intervention particulière.

Merci pour cette journée. Il est important que ces questions d'intelligence artificielle soient traitées à tous les niveaux et par toutes nos organisations, à partir à chaque fois de vos réalités professionnelles et que la Confédération fasse son travail de confédéralisation pour porter ces enjeux au plus haut niveau. S'il n'y a pas de prise en compte au plus haut niveau, on ne pourra pas peser face aux enjeux centraux qui sont en face de nous. Il y a deux enjeux centraux auxquels on est confrontés, la question environnementale et la question du numérique.

Pour finir avec un exemple, le démantèlement d'Atos et l'annonce du rachat d'une partie d'Atos au moins par Daniel Kretinsky, c'est un patron comme un autre, ce n'est pas particulièrement contre Daniel Kretinsky, mais si on laisse faire le rachat et le démantèlement d'Atos, il y a un enjeu de souveraineté énorme qui se pose par rapport à toutes les données et toute l'activité d'Atos. C'est la question sur le secteur militaire dans lequel Atos intervient. Ils ont globalement compris. Ça a été entendu, il y a eu une grosse montée de la droite au créneau sur cette question-là. Mais il n'y a pas que ça. Atos, c'est la gestion de la carte Vitale, nos données en matière de santé. On ne peut pas laisser nos données, l'intelligence artificielle aux mains du marché. Il faut qu'on ait une vraie stratégie pour reprendre la main sur ces éléments.

Merci pour la journée et à très bientôt.

Céline VICAINÉ, Secrétaire Générale
CGT Sociétés d'Études



Merci beaucoup, Sophie, pour cette conclusion extrêmement riche et avoir pris en compte notre invitation et nos travaux sur ces sujets. Je vous propose qu'on se retrouve tous assez vite sur ces sujets-là. On va réfléchir.

On fera des actes. La journée a été filmée et transmise en streaming, à voir si techniquement, avec toutes les difficultés techniques qu'il a pu y avoir, on pourra le diffuser. En attendant, tout ceci sera mis en ligne. Merci encore une fois à tous les intervenants.

On sait qu'on a du travail et qu'il y a un certain nombre de sujets. Ce matin, une grande partie des interventions portait sur la finalité de la technologie. Cet après-midi, il y a eu beaucoup de choses sur l'environnement. On a un travail sur la question du champ économique et de la production.

Visiblement, la Confédération va travailler dessus, donc nous pourrions récupérer tout ça. Le champ est extrêmement large. C'était une première réunion, une première passe sur ces sujets. Il y a des différences de temporalité entre les différents secteurs, certains secteurs étant concernés à très brève échéance, quand d'autres ont plus de temps pour s'organiser.

Tout ceci donnera lieu à des réflexions. On va travailler à la constitution des actes suite à ce colloque pour les transmettre à tous les intervenants. Pour tous ceux qui se sont inscrits, je vous invite à bien signer les feuilles d'émargement et communiquer vos coordonnées pour vous transmettre les actes quand ils seront prêts. Merci à tous.

COLLOQUE CGT

Intelligence artificielle :
entre menaces et perspectives



Le 22 novembre 2023
Salle du CCN • 9 h 00 à 17 h 00



Le livre, le papier et la communication
filpac cgt

